

L'O.C.D.E. met en garde
contre l'aggravation
du chômage des jeunes

LIRE PAGE 27

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.;
Autriche, 140 Sch.; Belgique, 17 fr.; Canada, 3,10 \$; Chili, 150 P.; C.R.,
D.R., 4,75 fr.; Espagne, 50 pes.; G.R., 35 p.;
Irlande, 30 p.; Italie, 400 L.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 17 fr.;
Mali, 400 F.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal, 35 esc.;
Roumanie, 25 F.; S.A., 25 esc.; Suède, 2,75 kr.;
Suisse, 1,20 fr.; U.S.A., 85 cts; Yougoslavie, 30 din.

Tarif des abonnements page 29

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 06
C.C.P. 6257-23 PARIS
Tél. Paris 6 60672

Tél. : 246-72-23

La fin du voyage de Jean-Paul II

Le pape interdit aux évêques brésiliens
toute politisation

La troisième voie

S'il est un mot qui revient comme un leitmotiv dans les discours du pape, c'est bien celui de réforme. Comme une antienne, le thème était repris devant les jeunes à Belo-Horizonte, les ouvriers à São-Paulo, les éducateurs et les hommes de science à Salvador, les paysans à Recife. Une telle insistance, dans un pays qui s'est engagé dans un processus d'ouverture politique, mais qui maintient un lourd immobilisme social, constitue sans doute l'élément le plus novateur des interventions de Jean-Paul II.

Réforme, donc, mais sans violence : là aussi, les propos du pape sont sans équivoque. Même dans son discours le plus « engagé » aux côtés des exploités de São-Paulo, Jean-Paul II ne manquera pas de rejeter la violence et la lutte des classes.

Réforme, mais pas révolution. On, plus exactement, réforme pour empêcher la révolution. C'est là que le discours devient plus prudent. Une fois écartée la violence, le pape ne précise guère comment il appartient à l'Eglise de convaincre les puissances de la nécessité de ces réformes. Jean-Paul II pour sa part a recours à l'exhortation. Il est peu probable que l'allo la plus avancée de l'épiscopat latino-américain soit convaincu de l'efficacité de ces appels aux puissances, dans ce sous-continent où les transformations sociales ont rarement été dues à la bonne volonté de ceux qui avaient à y perdre. Si Jean-Paul II approuve les objectifs des « chrétiens engagés », il impose donc une restriction à leur action.

Il y a une seconde ellipse dans les discours de Jean-Paul II. A quel type de société doivent aboutir les réformes préconisées ? Le pape définit, certes, une série d'objectifs généraux. « A contrario », il fait une critique implicite mais claire du « capitalisme sauvage » à la brésilienne.

Mais par quel modèle doit-il être remplacé ? Jean-Paul II a jugé approprié qu'il ne lui appartenait pas de répondre à cette question. Il se trouve ainsi en retrait par rapport à l'Eglise brésilienne.

En fait, tant dans ses affirmations que dans ses silences, Jean-Paul II retrouve les difficultés d'un modèle qu'il tente vainement de restaurer : celui de la « troisième voie » préconisée depuis des décennies en Amérique latine par les courants se réclamant de la démocratie chrétienne. Une « troisième voie » discrètement encouragée par les Etats-Unis, et qui atteignait son expression la plus accomplie au Chili lorsque le parti démocrate-chrétien local, entamant, en 1964, avec le président Eduardo Frei, une expérience de « révolution dans la liberté » : réforme agraire, « christianisation » du milieu (contrôle de la nationalisation des entreprises par la gauche), réforme fiscale modérée.

Ces bonnes intentions de départ se heurtèrent vite aux difficultés économiques et aux tensions sociales dominées par une sévère récession. M. Frei abandonna le pouvoir et le renlit, en 1970, aux partis de gauche qui avaient vaincu la démocratie chrétienne aux élections. La voie réformatrice modérée avait abouti à une impasse. La suite des événements au Chili allait montrer qu'elle n'avait guère dépassé les confits sociaux ni la violence.

Les paroles du pape insuffleront-elles une vigueur nouvelle à cette « troisième voie » et à l'action en sa faveur de la démocratie chrétienne ? La thèse de la réforme par la conciliation peut-elle retrouver force dans un sous-continent où le fossé entre riches et pauvres ne se comble guère, bien au contraire ?

Dans ce domaine, l'histoire, en Amérique latine, invite au scepticisme.

toute politisation de l'Eglise

Le voyage de Jean-Paul II au Brésil touche à sa fin. Le pape devait quitter Manaus, troisième étape de son périple, ce vendredi 11 juillet, dans la soirée, pour regagner Rome. La veille, à Fortaleza, Jean-Paul II a tiré les conclusions de son voyage devant les trois cent trente-neuf évêques du pays.

En cours de cette rencontre à huis clos, le pape a fait sa mise en garde la plus sévère contre la « politisation » de l'Eglise. « Votre vocation d'évêques », a-t-il dit, vous interdit avec une clarté totale et sans demi-teinte tout ce qui ressemble aux partis politiques. L'engagement de telle ou telle idéologie ou de tel ou tel système.

Fortaleza. — Le moment « le plus important de mon passage au Brésil », dira le pape, est arrivé le jeudi matin 10 juillet, à Fortaleza. Jean-Paul II intervenait devant cent trente-neuf évêques brésiliens réunis en congrès eucharistique. Occasion d'une rencontre à huis clos et d'une longue intervention du pape, qui a parlé pendant près de deux heures. Ce discours, à la différence des précédents, avait été tenu absolument secret avant d'être prononcé. Est-ce, comme on l'indiquait ici, parce que Jean-Paul II s'était réservé jusqu'à la dernière minute la possibilité de le modifier ? Est-ce parce que ce discours aura été écrit par le pape lui-même à partir de notes prises avant et durant son séjour ? C'est possible et ce serait bien dans la mesure d'un pape qui écoute, selon la devise de São-Paulo.

En toute hypothèse, ce discours fut et restera important. Les évêques brésiliens en attendaient beaucoup.

Parlant de Jean-Paul II la veille, l'un des congressistes avait eu ce mot d'ordre : « Le pape se livre au Brésil à une interprétation tout à fait économique et politique de l'Evangile et, pour nous, c'est là un véritable appel. » Appré ? Ce terme n'est-il pas trop abrupt ? D'autres termes conviendraient mieux. Il s'agit plutôt d'une hypothèse de tout ce que le pape a pu dire au Brésil avant ce quarantième discours. En ce sens, on chercherait vainement quelque chose de parfaitement inédit dans les paroles prononcées à Fortaleza. Et ce n'est pas à São-Paulo, Bahia ou Recife, autres temps forts de ce voyage, que Jean-Paul II avait annoncé et énoncé ce qui allait constituer le thème de son discours à l'épiscopat brésilien.

PIERRE GEORGES.

(Lire la suite page 3.)

Les difficultés de l'Iran

Plusieurs militaires ont été exécutés
après l'annonce d'un complot

Un complot militaire destiné à renverser la République islamique d'Iran a été écarté le jeudi 10 juillet et des conjurés ont été exécutés, annonce-t-on officiellement à Téhéran. Les comploteurs, « mercenaires des Etats-Unis, d'Israël et d'Irak », devaient instaurer un gouvernement provisoire présidé par M. Chapour Bakhtiar, le dernier premier ministre sous le régime impérial. Le coup de force devait coïncider avec l'occupation de régions frontalières par l'armée irakienne. Celle-ci a bombardé jeudi les abords de la ville de Sardacht, faisant trois morts, de nombreux blessés et infligeant d'importants dégâts.

D'autre part, l'un des cinquante-trois otages américains détenus a été libéré sur l'ordre de l'imam Khomeiny. Souffrant de « perturbations psychiques », M. Richard Queen, ancien vice-consul des Etats-Unis à Téhéran, est arrivé ce vendredi matin à Zurich. Le président Carter s'est félicité de cette libération.

Un otage américain, malade, a été libéré

Le colonel Javad Fakouri, commandant de l'armée de l'air iranienne, a donné, sur les ondes de Radio-Téhéran, les détails du complot qui a été écarté jeudi. Selon lui, les conjurés avaient projeté de prendre le contrôle de la base aérienne de Nogh, à environ 400 kilomètres à l'ouest de Téhéran, de la transformer en quartier général des insurgés et de bombarder plusieurs points stratégiques de la capitale, entre autres la résidence de l'imam Khomeiny, la présidence de la République, les bâtiments de la radio-télévision ainsi que l'école de théologie de Qom.

Au cours d'une apparition sur les écrans de télévision, le président Bani Sadr a lu une proclamation dans laquelle il a déclaré que les comploteurs complotaient d'instaurer « un régime constitutionnel, démocratique et républicain » et qu'ils avaient fait tomber le gouvernement corrompu des mollahs. Le généralissime est solennel. Toute résistance sera réprimée. « La proclamation était signée par le « conseil militaire de l'Iran ». Le chef de l'Etat iranien a affirmé qu'il s'agissait du système complot déjoué ces derniers mois.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

De démentie en interrogatoire, d'interrogatoire en révélation et de révélation en rectification, il apparaît peu à peu que le prince de Broglie était sans doute une des rares personnes à n'être pas dans le secret des menaces

Un silence mortel

qui pesaient sur lui. D'ailleurs, on s'en rendait compte par les réactions de l'Etat. Or Bernard André fut l'un des témoins présents pour « exécuter » Jean de Broglie. Mais M. Ducret ajoute que si le téléphone de Bernard André était « écouté », c'était pour une autre affaire et que cela n'avait aucun rapport avec l'affaire de Broglie.

BERNARD CHAPUIS.

Point de vue

La démocratie ou la guerre

par JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT (*)

Terrible conjonction : la guerre nucléaire a cessé d'être dans l'esprit des milieux dirigeants cette chimère de l'impensable, pour redevenir, avec les bombes dites « propres », la continuation de la politique par des moyens différents rendus à nouveau praticables. Et cela au moment même où la guerre apparaît sinon comme l'issue la plus probable, du moins comme la tendance naturelle du capitalisme en crise, comme il l'est à nouveau depuis quelques années.

« Jamais deux sans trois ». Et si le proverbe en ce siècle disait

« La tension Est-Ouest à nouveau croissante et le retour à la guerre froide qui ont marqué l'année 1979 illustrent la montée des périls. Et ceux-ci sont d'autant plus menaçants qu'on en voit ignorer la cause. Selon une opinion répandue, le surarmement de l'U.R.S.S. et l'invasion de l'Afghanistan suffiraient à expliquer la fin de la détente. Ce conditionnement de l'opinion est un facteur supplémentaire de trouble et d'inquiétude.

En effet, si formidable que soit la puissance militaire de l'U.R.S.S., il n'est pas vrai que la partie Est-Ouest ait été rompue ces dernières années. Les statistiques de la C.I.A. elles-mêmes indiquent que sur dix ans (1967-1977) la croissance des dépenses militaires de l'U.R.S.S. n'a dépassé le rythme de 3 % par an (1) que trois fois, tandis qu'elle restait inférieure à ce chiffre sept fois.

Parmi tant de déclarations contradictoires, je retiens celle du secrétaire américain à la défense, M. Harold Brown, en janvier 1980 : « Pour ma part, je reste sceptique quant à la capacité des Soviétiques de pouvoir rassembler une force majeure d'assaut et de passer à l'action avec la vitesse qu'on leur prête » (2). Malheureusement, des campagnes de peur orchestrées. En jouant sur des réflexes infantiles, elles ne peuvent engendrer que la haine et précipiter la guerre.

A l'automne dernier, le général Haig venait prêcher dans un colloque du Figaro à Paris la grandeur du Figaro à Paris la grandeur, depuis le milieu de l'été 1979, avant même l'invasion de l'Afghanistan, des articles de presse se multipliaient, annonçant la fin de la détente.

(*) Député socialiste de Belfort.

(1) Taux de croissance choisis par les pays de l'OTAN pour leurs budgets militaires.

(2) Rapport annuel du secrétaire à la défense, page 108.

La police et l'affaire de Broglie

M. Ducret reconnaît l'existence d'écoutes
téléphoniques
avant le meurtre

M. Jean Ducret, directeur de la police judiciaire à Paris, a reconnu que l'un des protagonistes de l'affaire de Broglie avait fait l'objet, avant le meurtre du député de l'Eure, d'écoutes téléphoniques.

Ce nouveau rebondissement intervient alors que la commission spéciale chargée d'examiner la comparution de M. Michel Poniatowski devant la Haute Cour de justice a décidé, jeudi 10 juillet, d'entendre l'inspecteur Michel Roux lors de sa prochaine réunion, mercredi 16 juillet.

M. Jean Ducret, directeur de la police judiciaire à Paris, a fait une nouvelle concession, mercredi 9 juillet, lors de la confrontation qui a eu lieu dans le cabinet de M. André Chevènement, avec M. Jean Ducret, l'époque chef de la dixième brigade territoriale, Claude Cané, ancien inspecteur de la brigade criminelle, Michel Roux, inspecteur à la dixième brigade territoriale et Guy Pichet, premier juge d'instruction du dossier de Broglie.

Une concession de taille puisqu'il a reconnu l'existence d'écoutes téléphoniques sur la ligne de Bernard André avant le meurtre du député de l'Eure. Or Bernard André fut l'un des témoins présents pour « exécuter » Jean de Broglie. Mais M. Ducret ajoute que si le téléphone de Bernard André était « écouté », c'était pour une autre affaire et que cela n'avait aucun rapport avec l'affaire de Broglie.

MICHEL BOLE-RICHARD.

(Lire la suite page 10.)

L'escalade du R.P.R.

L'escalade dans la contestation du pouvoir s'accroît au R.P.R. M. Bernard Pons, secrétaire général de ce mouvement, fait grief à M. Barre d'un comportement qui « peut s'admettre dans un régime totalitaire mais pas dans un régime démocratique » et lui reproche d'avoir placé le pays dans un « tunnel circulaire » dont les guillottes voudraient bien sortir. Pourrait-il le faire autrement que par effraction, c'est-à-dire en s'opposant de plus en plus, non seulement à leurs alliés de l'U.D.F. mais aussi au président de la République lui-même ?

La majorité pluraliste est devenue une majorité divisée avant, peut-être, de se transformer en majorité éclatée. A l'approche du scrutin présidentiel, chaque famille politique se met en formation de combat et joue désormais pour son propre compte. Si l'union de la gauche a disparu la première, la coalition majoritaire ne subsiste encore que pour des raisons de survie parlementaire qui ne vaudront que quelques mois. Il n'est déjà plus question pour les dirigeants guillottes de voler au secours d'un pouvoir contesté par l'opposition. Ils ne cachent d'ailleurs pas que le changement de politique qu'ils souhaitent ne pourra passer que par le changement de président de la République.

Ainsi, le soul de se distinguer du clan gauchiste a dicté l'attitude des représentants du R.P.R. qui s'agitent à la commission spéciale chargée d'examiner la demande de comparution de M. Michel Poniatowski devant la Haute Cour de justice. Encouragés par les instances dirigeantes de leur mouvement, ils ne veulent plus être accusés de contribuer à écouler « l'affaire Poniatowski ». En somme ils l'avaient fait jusqu'alors, en compagnie de l'U.D.F., à la défense de l'ancien ministre de l'Intérieur, ami et confident de M. Valéry Giscard d'Estaing, ils s'étaient mis en situation de rendre un service indirect au chef de l'Etat.

Viennent-ils de tourner définitivement la page ?

LE FESTIVAL DE SAVONLINNA

Un Bayreuth finlandais

A-t-on idée d'aller planter un festival d'opéras à Savonlinna, dans une des dernières et des plus vastes étendues sauvages de Finlande, non loin de la frontière soviétique, où des milliers de lacs dévalent près de la moitié d'une province troussée qui ne compte que cinquante mille habitants, à plus de 400 kilomètres d'Helsinki ?

Ce n'est point là cependant un parti touristique lancé par un organisateur de loisirs à la dernière mode. Le Festival de Savonlinna est au contraire un des plus vieux d'Europe : dès 1907 une cantatrice finlandaise, une troupe de Salomé, ancienne élève du Conservatoire de Paris, Aino Ackté, y donnait les premiers concerts, et lançait en 1912 un véritable festival d'opéras où en cinq saisons, mis à part le Faust de Gounod, on ne présente que

des opéras nationaux ! Avec autant de courage que de désintéressement, Mme Ackté englobait sa fortune et ses enfants dans ce Bayreuth finlandais.

Mais pourquoi cette petite ville perdue et sans caractère, malgré quelques amusantes édifices démodés, un casino et un établissement thermal ? Parce que la nature a placé à cet endroit un verrou étroit qui commande un système lacustre d'un intérêt stratégique évident et que les Suédois y ont construit sur le grès au quinzième siècle un énorme château-fort qui a subi maints assauts, tantôt de la part des Russes, tantôt de la part des Suédois ou des Finlandais.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 19.)

Demain
LE MONDE DIMANCHE
LES DÉLICES DE LA « FAUCHE »
Une enquête de Dominique Frischer

APRÈS DES INCIDENTS AU PALAIS DE JUSTICE
**Les cinq Allemandes arrêtées à Paris
ont été extradées**

Les cinq Allemandes arrêtées à Paris ont été extradées. Elles avaient été arrêtées à Paris le 10 juillet dernier, après avoir été impliquées dans une affaire de fraude fiscale. Elles ont été extradées vers l'Allemagne le 11 juillet.

**L'AVIATION NAZIENNE
PROPOSE UNE STATION
DE TÉLÉVISION EN 1914**

La station de télévision proposée par l'aviation nazienne en 1914, était destinée à permettre aux avions de communiquer entre eux et avec le sol. Elle était basée sur une technologie de l'époque.

**seruch
50%
à la caisse**

**seruch
50%
à la caisse**

INTELLIGENCE

Les hommes acceptent sans trop de difficulté qu'ils puissent être paresseux, menteurs, lâches ou jouisseurs, mais ils ont du mal, pour la plupart, à admettre qu'ils pourraient n'être pas intelligents. Et pourtant, rien n'est plus malaisé à cerner que la notion d'intelligence. Pour Manuel de Diegue, elle ne mérite son nom que si elle est iconoclaste, impitoyable, acharnée à démythifier l'idolâtrie. Mais la clarté peut-elle rendre compte de tout ?

Tahar Ben Jelloun ne le pense pas, qui présente un éloge de l'obscur.

Ni Corinne Zylberberg, qui demande qu'on rende sa place à l'intuition.

Ni Gabriel Matzneff pour qui l'intelligence de l'artiste est fondée sur l'intuition précisément, l'expérience et la sensibilité.

Fouailler les entrailles de la peur

par MANUEL DE DIEGUE

N'EST-CE pas un spectacle extraordinaire que celui de la raison organisant l'offrande de l'univers à quelque totem central ? La philosophie entière est obsédée — à quelque échelle suprême — des sentiers conjoints de la pensée et du monde.

Est-il possible de prendre ses distances à l'égard de cet immense théâtre sacrifié ? Est-il fécond, le recul par lequel l'intelligence se demande pour quoi la raison, sa servante, fonctionne sacerdotale ?

Peut-être cette question est-elle celle de la structure idolâtre de la notion même de vérité. Dans ce cas, il serait fécond d'observer l'action iconoclaste de la pensée purifiante sur le sacré. La critique moderne de la raison n'organise pas le retour à la fable sacrée ; elle conduit à guérir la raison elle-même des mythes qui l'animent encore.

Passons donc, tout court, nos propres effigies en revue dans la galerie des idoles, où la raison dresse nos autoritracts en pied. Vold Descartes et son dieu géométrique, par-dessus, armé jusqu'aux dents de la cuirasse de la logique mathématique de l'époque. Cet animal offrait la garantie de son sacré à la raison dite naturelle, celle qui me proposait d'extraire les principes de mon entendement de la course immémoriale des atomes. Quel prestidigitateur assuré de tirer à tous coups un lapin magique de son chapeau ! Fameux marchandage, celui d'un dieu allié de ce « sens commun » que forment les « évidences » benoîtes, nées serves des routines de la matière !

« Calculons mais ne réfléchissons pas »

Dans sa suite courent David Hume et les empiristes anglais : ces pince-sans-rire ont abandonné les références confondues de Descartes aux docteurs de Sorbonne ; ils se donnent, eux aussi, les coutumes coïtes et stupides des choses pour intermédiaires de leur raison. Ils s'imagent que la route de l'incertitude est l'intelligible ! Comme dit avec humour Costa de Beauregard : « Calculons, puisque cela réussit à bien, mais ne réfléchissons pas, cela donne la migraine. » Sur leurs talons surgit Kant le précautionneur, rapetasseur gé-

IDÉE FIXE

par GABRIEL MATZNEFF

APRÈS la projection du superbe, captivant, génial film de Fellini, la *Ché des femmes*, les invités caquetaient devant le buffet. Le film parlait de la vie. Quelle ville incurablement légère et méchante ! C'est à qui insultait la sublime cinéaste.

Quand dans Fellini cessera-t-il de faire du Fellini ? lance un premier imbécile.

Quelle complaisance envers soi-même ! Quelle suffisance ! Quel narcissisme ! s'exclame un deuxième.

Ce film est abstrait, irresponsable, ce n'est que de la rhétorique, renchérit un troisième.

Fellini n'est pas intelligent. Il n'entend rien au concept d'existence — que Kierkegaard a introduit dans le discours philosophique, soupire un quatrième.

Il n'y a que deux façons de réagir à de semblables attaques : ou bien hausser les épaules et penser à autre chose ou bien saisir une mitraillette et tirer dans la tige.

Jacques Chancel a créé, aux éditions Julliard, une collection intitulée « Idée fixe ». Quel beau titre ! Plus un artiste est grand, et plus il est captif de son univers singulier. Tout au long de son œuvre, il se bat avec un petit nombre d'obsessions, d'idées fixes, tel Jacob avec l'ange, et ce combat ne cesse qu'avec sa vie. « J'irrite les gens », écrit Chancel dans *Athènes et Jérusalem*, parce que je répète toujours la même chose. « Voilà une phrase que chaque véritable créateur peut reprendre à son compte. On écrit toujours la même chose, on peint toujours la même toile, on

tourne toujours le même film. Faire à un artiste le grief de ses thèmes d'inspiration, et oser lui en suggérer d'autres, est une outrecuidance sottise. Nous ne choisissons pas nos thèmes ; ils s'imposent à nous de façon crucifiante et joyeuse.

Pour être en nombre limité, nos idées fixes n'en déconcertent pas moins les gens, car elles sont contradictoires.

Goethe, à ce propos, disait plaisamment qu'il était toujours à l'été quand on le cherchait à Weimar. Athée tourmenté par le désir de Dieu, Don Juan tenté par le monastère, sceptique prompt à l'émervaillement, l'artiste n'est jamais à l'été quand le public. Il est en enfer en lui-même, mais il est aussi l'homme des métamorphoses, des ruptures, des bouleversements. Les gens croient nous insultent en nous traitant de vieux adolescents. Or il y a, en effet, dans chaque créateur, un adolescent éternel. Nous ne nous rangeons jamais. La vie, pour nous, est toujours une aventure dans l'inconnu, une perpétuelle subversion. Aussi, le public ne nous suit-il pas. Chose que tous nous publions un livre ou un article, nous nous faisons un nouvel ennemi par paragraphes.

L'intelligence de l'artiste n'a rien de conceptuel ni d'abstrait : elle est fondée sur l'intuition, l'expérience et la sensibilité. Ce que les gens prennent pour de l'irresponsabilité et du narcissisme n'est que la volonté intrépide d'aller jusqu'au bout de soi-même. Nous brûlons notre vie et nous en nourissons notre œuvre, comme Bernard Palissy, pour découvrir le secret de l'émail, précipitant dans le feu sa vaisselle d'or.

nial du dogmatisme de l'entendement, qui offre au dieu unificateur, justificateur et consacrateur une raison corsetée dans son éthique et toute fière de s'être emprisonnée à profit dans ses propres règles. Mais voyez comme cette idole détourne pudiquement le regard de ses origines et de sa propre histoire pour se donner les hardes rassurantes de ses a priori !

Kant est le Jean-Baptiste de Hegel et de sa raison aubainant derrière les forbes de l'histoire : le grand sorcier a transformé, à la guillemette, les César et les Napoléon en majordomes et en huculs de l'absolu. Il a mis les États dans leurs matras ; et ces guerriers saignants offrent à l'Esprit l'hostie bousue du succès politique. Raison pour traîner de saire, idole cramote pour les grands égoïstes de l'histoire. Sur ses pas surgit Husserl, dont la raison se fait à elle-même l'offrande des essences séraphiques, en une dernière apothéose des Idées chevauchant l'utopie.

Les coefficients du surhomme

Me ferais-je à Nietzsche, arbuter de vaillants forgerons ? Voyez ces Centaures défilant le non-sens grimaçant de la vie. Mais comment ces Vulcain des valeurs vénéraient-ils leurs propres forgeries, sachant que ce ne sont que forgeries de leur volonté de puissance ? Que de mains adorent aujourd'hui les coefficients du surhomme ! Me ferais-je donc le prêtre de Heidegger, angélique sacrificateur ? Immolons, dit ce divin, le génie des injustes et des souffrants qu'est l'histoire, immolons-la à l'être salvifique tapi dans la langue allemande ; donnons à la raison angoissée la « cruchette de la cruche » pour refuge.

Serai-je donc le derviche tourneur de Marx, le grand escamoteur du silence de l'univers ? Voyez l'antéchrist fumant les senteurs du nirvâna chez le terre. Ils s'affaiblissent, les nouveaux dévots dont les prodiges ont aboli l'injustice par la dictature de tous sur chacun ! Goûtez auprès d'eux la vérité que façonne sur l'enclume du monde le prolétariat vainqueur, le dernier sauveur du monde, celui qui rend aveugle au spectacle des monstres brassés par les masses léthargiques et borborygmes.

Me prosternerai-je donc devant les tard-venus de l'intelligence, les silencieux matots qui ferment le cortège et dont la malicie charge des structures fascinantes de jouer le rôle magique d'intelligibilisateurs « sépharés » ? Voyez comme l'art de la structure devient oculaire à son tour ! C'est bien en vain que le signifiance a été immolé : à la faveur même du mysticisme de son offrande sur son propitiatoire mental, la structure est censée parler encore de la rationalité des choses et les rendre parlantes.

Les marchands de raison se présentent à la fête. Pourquoi ne saluerai-je pas bien bas leurs affolantes ? Beaucoup sont légalistes : « Achetez, achetez votre raison ! » crient les bateleurs bien achalandés. Quelle idole choisirez-vous ? L'étalage ? Quelque démon gisant à l'oreille : « La facilité n'est-elle pas à son tour une idole ? Et l'intelligence critique, la maison de retraite de l'ambition ? Pourquoi lutter contre la bêtise ?

Et pourtant, nous nous promettons de scruter les secrets cultuels de la raison scientifique et politique, afin d'y observer le fonctionnement psychologique de nos idées idéales, de nos idéelles sacrées. Comment se fait-il, nous demandons-nous, que les convictions qui fondent sur plusieurs espèces de raisons une prétendue compréhensibilité systématique de

l'univers s'organisent sur le modèle sacerdotal et sacrificiel dans l'incoscient de l'entendement humain ? Telle est la vraie Renaissance, celle qui nous rend questionneurs de toute dogmatique et de toute autorité.

En vérité, l'intelligence, devenue farouchement dérélictionnelle, scelle enfin alliance avec le combat le plus ancien des prophètes : elle rappelle qu'il est idolâtre de s'imaginer que les choses tiendraient quelque discours du sens — que ce soit par l'intermédiaire d'un dieu ou que ce soit en vertu de leur propre autorité théorique. A quel bon briser les statues paritaires d'autrefois si l'on n'admet pas que ce gros et informe objet qu'est le cosmos demeure muet comme une carpe ? L'idolâtrie, n'est-ce pas le fruit du désir effréné de l'homme de doter le monde matériel d'un langage — celui de la raison, — comme si, pour le motif que Dieu est mort, les choses s'étaient mises à parler à sa place ? A la source du désir de l'idolâtrie, on ne rencontre jamais qu'une même maîtresse d'erreur : la peur. Parce qu'on s'effraie du silence et de la solitude de l'univers, on lui prête un discours.

La pensée trouve sa récompense à fouailler les entrailles de la peur : une meilleure compréhension de la respiration de l'humanité, voilà sa récompense. Devienne l'observatoire impitoyable d'une raison tantôt entrelardée sur le grand large, tantôt courte de souffle, enfin l'intelligence iconoclaste emprunte son pas à l'âme.

Éloge de l'obscur

par TAHAR BEN JELLOUN

« L'INTELLIGENCE, disait Gide, c'est l'incompréhension du monde. » C'est aussi l'angoisse qu'il nous donne et les faillies qu'il nous propose. Nous vivons une époque où c'est exactement le contraire qui s'impose. On a recours à toutes les méthodes et techniques pour rendre compréhensible, assimilable et clair (c'est-à-dire rassurant) ce qui est fondamentalement complexe, obscur et inassimilable. On voudrait annuler la faculté de s'étonner, sans parler de celle de s'émouvoir.

Avec l'électronique, on est amené non seulement à simplifier beaucoup les structures, mais aussi à uniformiser un certain nombre de réactions. L'ordinateur est accusateur, et, par là même, propagateur de certitudes. Son objet est de rendre compréhensible le monde. Quelle impudence ! Quelle vanité ! N'est-ce pas là le triomphe sophistique de la non-intelligence ?

On refuse la poésie

L'enseignement aujourd'hui s'installe dans ce sillage. On réduit de plus en plus la philosophie et on refuse la poésie. Il s'agit de ne rien laisser dans l'ombre, dans l'obscur. C'est pour les besoins du découpage : tout doit être répertorié, classé, fiché. On arrive à bien un jour à ficher les faciès, les rires et les émotions. Un visage est un

miracle. Un sourire sur ce visage est un mystère. Un regard est un défi à la tentation réductrice, c'est-à-dire totalitaire. Un silence est peut-être mesurable, quantifiable, mais qui peut avoir la chance d'être intelligence, doute et interrogation.

Même l'inconscient, cet intrus mal élevé, mal contrôlé, imprévisible, « insortable », rarement invité à la fête, est soumis à la dictature de la clarté. L'Orient résiste, j'espère longtemps, à l'analyse, non pas parce qu'il est plus intelligent qu'un autre continent, mais parce qu'il est encore saisi par la vie et ses débordements, par ses mythes — anciens — et beaucoup d'illusions. L'Occident semble perdre son âme, par excès d'intelligence technicienne, laquelle laisse sur son passage, et ce, malgré elle, des rides et des trous. Heureusement d'ailleurs, car cela prouve que l'obscur l'emporte sur la clarté, le mystère sur l'uniformité, le complexe sur le simplisme et l'intelligence sur l'illusion de la compréhension.

René Char, qui « aime l'homme incertain de ses fins » et sait que, sans cesse « l'essentiel est menacé par l'insignifiant », écrit : « Si tu ne libères rien de toi pour retentir plus certainement l'angoisse, car sans l'angoisse tu n'es qu'élementaire, ni ne corriges pour rendre unique, tu pourras vivants. »

Rendre sa place à l'intuition

par CORINNE ZYLBERBERG

L'HOMME politique commence à prendre conscience de la nécessité de tenir compte des problèmes psycho-sociologiques auxquels est confronté l'homme moderne, problèmes qu'il avait jusqu'à présent abordés dans une optique matérialiste ou tout simplement ignorés. Preuve, s'il en fallait, d'un malaise dont les contours sont difficilement identifiables, mais que l'on sent omniprésents.

Il parvient difficilement à expliquer ce mal-être : crise de société, crise des valeurs, manque d'idéal, réaction contre une société productiviste. Mais il commet la fâcheuse tendance à tenter une approche en termes strictement politiques. Aussi propose-t-il une modification des structures, souhaite-t-il la naissance d'une nouvelle idéologie qui nous sorte de notre torpeur. Mais une réforme, ou même une révolution, réussit-elle à guérir le mal ? Quant aux idéologies, nous en avons eu et nous y avons cru. Mais Nietzsche a tué Dieu, et Marx est mort en même temps que Mao.

Pour trouver une issue, la so-

ciété occidentale doit faire une « révolution interne », c'est-à-dire procéder à une totale remise en question des fondements de sa culture intérieure au cours des siècles.

Nous avons privilégié le raisonnement comme méthode de connaissance au détriment de tous les autres modes de perception du réel et particulièrement de l'intuition. Ne bondissez pas d'indignation, messieurs les scientifiques, vous avez bien entendu ! Nous avons, en quelque sorte, décidé de fermer les yeux, de nous priver du sens de la vue, et nous nous étions de la surcharge, génératrice de stress, qui pèse sur nos autres sens. Jamais aucun de ces derniers, si exercé soit-il, ne pourra remplacer la vue. Pourquoi avons-nous la prétention de croire que seul notre raisonnement nous conduira à la vérité ? Il a pourtant abondamment prouvé qu'il était loin d'être infallible.

Retour à la simplicité

L'intuition a l'immense avantage de nous indiquer le chemin à suivre pour atteindre un but. Elle permet d'agir rapidement et évalue aux facilités mentales de s'élever en d'infinies conjectures. L'intuition signifie, en effet, le retour à la simplicité. Le raisonnement, qui n'est que construction, tend vers la complexité : n'étant pas éclairé par l'intuition, il tâtonne dans le noir et, cherchant sa voie, doit constamment se battre, se débattre et se reconstruire pour ensuite subir l'épreuve de la réalité, car, comme disait Mao Tsé-toung, tout ce qui réussit est vrai. De plus, les « intellectuels » tendent, en général, à s'écouter parler à force de parler, à raisonner pour raisonner, à oublier que les mots doivent avoir un sens pour qu'on y croie. S'ils prenaient, ne serait-ce que quelques instants, la peine de regarder le monde tel qu'il leur apparaît immédiatement, peut-être se rendraient-ils compte alors de tout ce que leurs discours ont souvent d'académique et parfois d'artificiel.

Non pas qu'il faille maintenant tomber dans l'erreur inverse et privilégier l'intuition au détriment du raisonnement. Il ressort de ce que nous avons dit que ces deux facultés sont complémentaires. La première indique ce qu'il faut faire, la seconde procure la satisfaction intellectuelle

de savoir pourquoi. L'une est rapide et permet l'action, l'autre est lente et facilite la compréhension. L'intuition est la phase du raisonnement, et l'entendement en constitue la synthèse. Nos destructeurs diront : mais l'intuition ne se commande pas, si elle fait défaut, il faudra bien recourir au raisonnement. A cela on doit répondre que, l'intuition n'ayant jamais été exercée, il faudra sans doute du temps, beaucoup de temps, avant qu'elle ne puisse nous aider. Comment des individus qui n'ont jamais joué de piano peuvent-ils espérer devenir des virtuoses du jour au lendemain ?

Il faut, en effet, apprendre à ne pas bloquer l'intuition par la pensée, il faut réapprendre à se laisser aller. L'intuition réhabilitée aura des conséquences incalculables sur notre comportement. Désormais, nous nous habituerons progressivement à nous mettre à l'écoute de nous-mêmes. L'intellect, exerçant moins de contrôle, perdra de son pouvoir répressif. Les frustrations, si elles ne disparaissent pas, en seront, toutefois, moins angoissantes et l'épanouissement des individus plus complet.

Il est clair, comme nous le disions précédemment, que nous aspirons constamment à « autre chose ». Faut-il d'abord changer

les hommes pour changer la société, ou la transformation de la société transformera-t-elle chacun d'entre nous ? Querelle vieille comme le monde. Autant demander qui est arrivé le premier de l'œuf ou de la poule. Les hommes ne se conçoivent pas sans société, la société ne se conçoit pas sans hommes. Un plus grand équilibre psychique ne sera, de toute manière, que bénéfique. A défaut de résoudre toutes les crises, peut-être serons-nous du moins en mesure de faire face à notre malaise. Descartes a dit : « Je pense, donc je suis. » L'homme de demain, le jeune d'aujourd'hui doit le dépasser et proclamer : « Je pense et je sens, donc je suis. »

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en déplacement en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Notre permission : à ceux d'entre eux, sans obligation d'abonnement, d'être assurés de lire le Monde, nous proposons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :
Cinq jours 45 F
Trente semaines 60 F
Un mois 75 F
Un mois et demi 105 F
Deux mois 135 F
Deux mois et demi 165 F
Trois mois 195 F

ETRANGER (hors Monaco) :
Cinq jours 55 F
Trente semaines 70 F
Un mois 85 F
Un mois et demi 115 F
Deux mois 145 F
Deux mois et demi 175 F
Trois mois 205 F

ETRANGER (hors Monaco) :
Cinq jours 55 F
Trente semaines 70 F
Un mois 85 F
Un mois et demi 115 F
Deux mois 145 F
Deux mois et demi 175 F
Trois mois 205 F

Dans ces tarifs sont compris les frais d'installation d'un abonnement, le montant des numéros demandés et l'abonnement. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés du règlement correspondant des journaux, ou nous adresser leur règlement par chèque ou mandat en lettres manuscrites.

ASIE

Afghanistan

SELON LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN

Les forces soviétiques se trouvent dans une impasse

De violents combats ont opposé ces derniers jours les troupes soviétiques aux résistants afghans, dans les montagnes, au nord-est de Kaboul, à l'indigène, le 10 juillet, le département d'Etat américain. Son porte-parole, M. J. Trautner, a souligné que les pertes avaient été importantes dans les forces soviétiques, qui ont procédé à un intense bombardement de la région. Il n'a pas donné plus de détail sur ces engagements.

En revanche, un journaliste de l'agence américaine Associated Press, qui vient de passer dix jours en Afghanistan, a indiqué que les forces soviétiques, comprenant environ quatre cents et transports de troupes, de l'artillerie lourde, des chasseurs à réaction et des hélicoptères, ont attaqué et bombardé, pendant trois jours, la semaine dernière, la région de Guldara, au nord de Kaboul. Cette opération aurait eu lieu en représailles à la suite d'une attaque lancée par les résistants contre un camp militaire soviétique. Selon des témoins, les pertes auraient été de plusieurs centaines de morts parmi la population civile. Les résistants auraient abattu deux hélicoptères.

A Kaboul, des résistants ont accroché, mardi matin 8 juillet, des banderoles anti-soviétiques aux arbres et sur les murs en face de l'ambassade de l'U.R.S.S.; elles furent rapidement enlevées par des soldats soviétiques.

Fort activité sur l'aéroport

Les observateurs dans la capitale afghane ont, d'autre part, noté, à la fin de la semaine dernière, une forte augmentation de l'activité sur l'aéroport. Des avions porteurs y ont déchargé des chars légers, des transports blindés et renforts de troupes.

Selon le porte-parole du département d'Etat, M. Trautner, les forces soviétiques sont maintenant équipées d'un nouveau fusil automatique, l'AK-47, il peut tirer des « flechettes », des balles de très longue portée très affûtées et particulièrement efficaces mais qui n'ont généralement employées que dans la lutte entre des forces d'infanterie.

conventionnelle et des troupes non-régulières. Répondant aux questions de l'enquêteur spécial de l'Humanité, le 10 juillet, le président Karzai déclare que « tant que les provocations et les ingérences dans les affaires intérieures de l'Afghanistan continueront à se poursuivre, l'Afghanistan restera en Afghanistan ». Evoquant le départ de certaines unités, le chef du régime de Kaboul déclare : « la présence de ces unités n'était plus nécessaire ». Il ajoute : « Je peux vous assurer qu'avec l'aide des pays socialistes — en particulier de l'U.R.S.S. — des mouvements de libération nationale et aussi des pays comme l'Inde, la Syrie, l'Algérie, le Congo-Brazzaville, le Mozambique, nous comptons vers l'isolement des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. Nous avons enregistré sur ce plan des succès importants ».

Cependant, selon le département d'Etat américain, malgré le renforcement de leur dispositif anti-guérilla, les Soviétiques se trouvent dans une impasse et s'ils veulent venir à bout de la résistance ils devraient maintenir leurs effectifs actuels pendant deux ou trois ans ou engager une puissance de feu plus importante, rapporte l'A.F.P.

Une station mobile de réception des liaisons par satellite a été inaugurée, le 10 juillet, à Kaboul. Elle est destinée à assurer des communications téléphoniques directes avec Moscou et la transmission des programmes de la télévision soviétique, notamment sur les Jeux olympiques.

Corée du Sud

Sept membres du gouvernement et de nombreux hauts fonctionnaires sont démis de leurs fonctions pour corruption

Correspondance

Séoul. — Les autorités militaires sud-coréennes viennent de lancer la plus grande campagne contre la corruption jamais entreprise. Un communiqué officiel a annoncé le renvoi de deux cent trente-deux membres de la haute administration, y compris celui du ministre du Commerce et de l'Industrie, M. Chung Jai-uk. La purge concerne en outre six vice-ministres, trente-quatre directeurs généraux et cent soixante chefs de bureau. Quinze autres personnalités y compris le vice-ministre des transports, M. Kim Wan-si — sont interrogées pour des charges non précises, mais certaines de ces personnes se trouvent en prison.

Peu avant l'annonce de ces mesures, le président Chun Doo-hwan avait déclaré : « On ne peut espérer une purification du corps de la haute administration que si elle commence lui-même par être pure ». Il exprimait ainsi les vœux de nombreux généraux qui précé-

daient cette « purification » avant que le gouvernement intérimaire ne cède le pouvoir à un gouvernement civil, en 1981.

Cette purge, la troisième depuis juin, est l'œuvre du général Chun Doo-hwan, l'homme fort du régime. Bien que le comité spécial qui préside à la purge soit présidé par le général, les commandements de la loi militaire et du gouvernement, le général Chun a manifestement imposé sa volonté au régime représenté par le président de la République, M. Chun.

On indique, de source officielle, que la purge de la haute administration est achevée, mais on n'écarter pas la possibilité de nouvelles mesures concernant des fonctionnaires de rang inférieur. Pour le moment, les réactions ont été positives. La presse sud-coréenne a été impressionnée par le fait que la purge a atteint le sommet de la hiérarchie, qui, jusqu'à présent, avait réussi à éviter de tomber sous le coup des mesures précédentes.

Les Sud-Coréens, y compris ceux qui sont opposés aux dirigeants actuels, déclarent des réformes en profondeur. Leur espoir est que les militaires — puisqu'ils sont solidement installés au pouvoir — accomplissent ces réformes sans que des compromis politiques en diminuent les effets. Avant tout, le général Chun sera jugé sur les résultats de sa campagne de purification.

SHIM JAE HOON.

Le président Carter a réaffirmé les soutiens « inébranlables » des Etats-Unis à la Corée du Sud en matière de sécurité, rapportant le 10 juillet la presse sud-coréenne. Le président Carter aurait fait des déclarations à l'occasion d'une brève rencontre avec le premier ministre sud-coréen, M. Park Chong-hoon, lors de la réception organisée mercredi à Tokyo par le gouvernement japonais après la cérémonie funéraire à la mémoire de Masayoshi Ohira. — (A.F.P.)

Les pays membres du consortium d'aide à l'Inde, qui se sont réunis récemment à Paris, ont indiqué qu'ils maintiendraient leur aide au moins au niveau (en termes réels) de celui de la dernière année budgétaire (1^{er} avril 1979-31 mars 1980), soit 3 milliards de dollars. Les participants à la réunion (treize pays occidentaux et les institutions internationales comme le F.M.I., l'O.C.D.E. et la C.E.B.) ont déclaré, dans un communiqué publié à l'issue de la réunion, qu'il était nécessaire que l'Inde continue à recevoir une assistance.

Le consortium d'aide s'est inquiété de la détérioration des résultats de l'économie indienne, dont le produit national brut a baissé d'environ 3 % l'an dernier.

LE CODE DE BONNE CONDUITE DES JEUNES CHINOIS

Pékin (Reuters). — Le Ligne de la jeunesse communiste a rédigé dans un district de Pékin un code de bonne conduite à l'usage des jeunes Chinois au chômage, que le Quotidien de Pékin a publié jeudi 10 juillet.

Les jeunes chômeurs ne doivent pas arborer des vêtements de style occidental ou des coiffures décadentes; chanter des refrains de bas étage et obscènes (ce qui vise particulièrement les chansons populaires importées de Hongkong); lire des romans pornographiques; parler ou boire; dire des grossièretés, s'écarter.

Il doivent respecter les jeunes filles, ne pas mépriser les gens, respecter les professeurs et les personnes âgées.

La Chine compte actuellement plusieurs millions de jeunes dans l'attente d'un emploi, dont certains exercent parfois dans la délinquance.

Ce « code » n'a qu'une valeur de recommandations, la ligne n'ayant aucun pouvoir pour imposer ses règlements aux non-membres.

Jean Edern Hallier
UN BARBARE EN ASIE DU SUD-EST
« Imaginons le Cambodge décrit par un Dostoïevski ou un Beckett... Au fond, ce voyage convulsif d'Edern Hallier, c'est une manière de rappeler l'incroyable force du langage. »
— André Clavel
(Les Nouvelles Littéraires)
N°6
Nouvelles éditions Oswald

Centre ISTH
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et Techniques humaines
EXPERTISE COMPTABLE
DECS
trois cursus
• Préparation intensive comptable par certificat, 11115 heures de cours
• Groupes de 12 à 15 étudiants
AUTEUIL, 6, Av. Leon Houzeau 75016 Paris Tel. 224.10.72
TOLBIAC, 83, Av. d'Italie 75013 Paris Tel. 585.59.35

DIPLOMATIE

LA FIN DU SOMMET DE BONN

L'entente franco-allemande ne doit pas porter atteinte « aux solidarités qui nous lient ailleurs »

Le président Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt tiennent ensemble, ce vendredi 11 juillet, à Bonn, devant la presse, les conclusions du trente-sixième sommet régulier franco-allemand, qu'a précédé une visite officielle du président de la République en R.F.A.

Onze membres du gouvernement ont pris part aux entretiens de jeudi et de ce vendredi.

Le premier ministre M. Barre, MM. François-Poncet (affaires étrangères), Bouygues (défense), Galley (coopération), Monory (économie), Benlac (éducation), Giraud (industrie), Soisson (jeunesse et sports), Lecat (culture et communication), Mme Pelletier (famille et condition féminine) et M. Pierre Bernard-Raymond (secrétaire d'Etat aux affaires étrangères).

De notre envoyé spécial

failli à M. François-Poncet un certain effort d'auto-suggestion pour assurer, en commentant ces décisions devant la presse, que « rien n'était plus important » que ce genre d'accord...

Les questions économiques internationales ne semblent guère avoir été abordées jeudi, écopées qu'elles étaient par les grands problèmes diplomatiques et militaires qui constituent l'essentiel des entretiens. Du côté français, on compte cependant profiter du sommet pour achever de rassurer Bonn à propos de l'élargissement de la C.E.E. à l'Espagne et au Portugal. On ne lie pas directement du côté allemand l'admission de ces deux pays à la solution du conflit sur la contribution budgétaire britannique, mais on semble avoir fait un pas en direction de la position française. Cette-ci avait d'abord fait naître ici des craintes que la dernière conférence de presse de M. Giscard d'Estaing a déjà en partie apaisées.

Mettre en œuvre

Mais l'essentiel de ce trente-sixième sommet des entretiens franco-allemands est évidemment ailleurs : il est de savoir quelle conclusion MM. Giscard d'Estaing et Schmidt tireront de leur rencontre respective avec M. Brejnev et, en particulier, des propositions soviétiques faites au chef du gouvernement de Bonn, le 30 juin. Et aussi de savoir dans quelle mesure et sous quelle forme Paris et Bonn peuvent permettre à l'Europe de « retrouver sa place dans le monde » en renforçant leur coopération. Passer des intentions aux actes peut se révéler délicat. Comme l'a dit, jeudi soir, M. Giscard d'Estaing, en citant une phrase de Goethe, au cours du dîner qu'il a offert au château d'Emich au président Carstens : « Il ne suffit pas de savoir, il faut aussi mettre en œuvre; il ne suffit pas de vouloir, il faut aussi agir ».

Du côté français, on estime que les réactions ouest-allemandes, notamment celles du chancelier, sont

Un « ballon d'essai » allemand pour relancer l'U.E.O.

M. von Hassel, rapporteur de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, a soumis à cette commission, récemment réunie à Paris, quatre propositions pour la relance de l'U.E.O. : le renforcement du rôle du conseil des ministres avec la participation des ministres de la défense, la réactivation de l'U.E.O., l'adhésion de tous les membres de la Communauté européenne, la révision des clauses du traité de l'U.E.O. liant la production d'armes classiques de l'Allemagne fédérale, envoi par le Parlement européen d'observateurs à l'Assemblée de l'U.E.O.

Ce n'est pas la première fois que M. von Hassel expose de telles idées, qui ont pris corps à l'U.E.O. depuis quelque temps déjà (le Monde du 25 octobre 1979, du 31 mai 1980), mais c'est la première fois qu'il fait des propositions formelles. Au demeurant, M. von Hassel, ancien ministre de la défense et ancien président de l'Assemblée de l'U.E.O., est une personnalité importante de l'Allemagne fédérale. Membre de l'opposition chrétienne-démocrate, des propositions d'engagement militaires du gouvernement de Bonn, mais n'en ont pas moins l'apparence de « ballons d'essai ».

Résumant les six fondateurs de la Communauté européenne plus la Grande-Bretagne, l'U.E.O. a été créée en 1948 pour encadrer, le réarmement allemand a été aussitôt mis en sommeil. Elle est cependant la seule organisation européenne compétente en matière de défense. Les propositions de M. von Hassel, qui ne sont d'ailleurs pas les seules suggestions faites en ce sens, tendent à la réactivation. D'une part, en organisant les relations de la Communauté et de l'U.E.O., et en organisant leurs relations, elles visent à couper court aux tentatives de la première (notamment au sein du Parlement européen) de traiter des questions de défense. D'autre part, elles tendent à supprimer les obstacles discriminatoires imposés à l'Allemagne fédérale (sauf dans le domaine nucléaire), qui sont d'ailleurs réduits au coup par coup, mais qui n'en sont pas moins la principale cause des réticences allemandes vis-à-vis de l'U.E.O., et par là, la principale

cause de faiblesse de l'organisation. Le gouvernement français a toujours officiellement repoussé l'inactivité de l'U.E.O., mais n'a jamais rien proposé pour y remédier. Il n'a pas fait connaître son sentiment sur les propositions de M. von Hassel. — M. D.

BIBLIOGRAPHIE

Helmut Schmidt et la social-démocratie

Qu'à la veille des élections législatives en République fédérale d'Allemagne, l'édition française s'intéresse soudain au chancelier Schmidt et à son parti, la S.P.D. Il n'y a rien là que de très normal. Pourtant, à la lecture de deux recueils de discours, prononcés par M. Schmidt, entre 1964 et 1979, l'intérêt majeur est resté pas dans la défense d'une politique gouvernementale.

Au long de ces interventions, c'est le nouveau visage de la social-démocratie allemande, tel que la représente son allié ministériel et gouvernemental, qui apparaît sans complexe. Helmut Schmidt est d'ailleurs particulièrement qualifié pour illustrer cette ultime phase : étranger à la tradition social-démocrate d'avant 1933 puisque issu d'un milieu de classe moyenne conservatrice, profondément ancré dans sa foi chrétienne (il participe activement à la vie et aux débats de l'Eglise luthérienne), il gagne la S.P.D. à la fin de la guerre alors que l'évolution révisionniste du parti est achevée. Ainsi sera-t-il profondément hostile aux tentatives idéologiques de la gauche du parti, des Jusos au S.D.S. : sa vision de la politique, qui est celle du courant modéré de la S.P.D., repose toute démarche « idéologique » et se résume d'un pragmatisme total au service d'une politique de compromis qui ménage effectivement les intérêts des catégories populaires.

Avant d'être un parti populaire, la social-démocratie est pour lui le parti qui défend la démocratie : tel est le sens de son évolution depuis ses origines, marquée par le combat contre l'empire, puis contre l'extrême gauche révolutionnaire, sa révision progressive

du marxisme et son antifascisme, l'éloignement de sa base sociale au-delà des confins de la classe ouvrière. Le congrès de la S.P.D. de 1967, où Helmut Schmidt joue un rôle actif, est l'ultime étape de cette évolution, qui laisse les mains libres à la nouvelle orientation du parti, sondeuse avant tout d'action gouvernementale concrète.

Que cette nouvelle orientation corresponde parfaitement aux conceptions personnelles d'Helmut Schmidt, il n'y a aucun doute : sa foi chrétienne peut désormais s'exprimer ouvertement dans un parti sécularisé et qui reconnaît indifféremment parmi ses sources la « philosophie classique, l'humanisme et l'éthique chrétienne ». Surtout, le pragmatisme profond de la S.P.D. d'après 1968 facilite la démarche de cet homme d'Etat dont le maître à penser, Max Weber, lui a appris à privilégier en politique l'éthique de la responsabilité plutôt que l'éthique de conviction. Maxime fondamentale pour celui qui n'a aucune honte à se définir depuis trente ans comme un « professionnel de la politique ». Cette morale de la responsabilité, qui le conduit dans la S.P.D. à rejeter toute démarche idéologique et, plus généralement, à combattre tout germe de totalitarisme (d'où sa condamnation du nazisme et du communisme), explique également la place qu'Helmut Schmidt accorde à la loi et les rapports qu'il établit entre celle-ci et la politique.

HUGUES PORTILLI.

* Helmut Schmidt : un chrétien face aux défis politiques, Le Cerisier. Collection « Faire notre histoire », 198 p., et Le Volonté de paix (préface d'Alfred Grosser), Fayard, 208 p.

سكوا من الأصل

DIPLOMATIE

La démocratie ou la guerre

(Suite de la première page.)

Dans le même temps, la tension internationale permet aux États-Unis de resserrer leur hégémonie sur l'ensemble du monde capitaliste et en particulier de rappeler aux deux principales puissances économiques rivales, l'Allemagne et le Japon, qui est leur « protecteur ».

Enfin, la montée de l'inflation et du chômage (vingt-trois millions de chômeurs dans les pays de l'O.C.D.E.) et l'approfondissement prévisible de la crise avec les désordres monétaires et la deuxième choc pétrolier, créent une inquiétude telle dans l'opinion publique que les périls extérieurs deviennent pour les gouvernements une occasion de diversion sociale.

Est-Ouest apparaît ainsi comme un mode de traitement original des problèmes qui se jouent entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest :

1) La tension Est-Ouest fournit aux puissances du Nord un excellent alibi pour la préservation ou l'extension de leurs zones d'influence dans le Sud. La France intervient ainsi en Afrique pour éviter toute « déstabilisation... » dont les « Cubains » ne manqueraient pas de tirer parti.

L'U.R.S.S. envahit l'Afghanistan pour marquer un terme aux incursions de l'impérialisme à partir du Pakistan.

Les États-Unis montent la garde au Moyen-Orient face à l'U.R.S.S., manière de garder le contrôle des richesses pétrolières et, à travers elles, de peser sur l'Europe et le Japon.

2) A-t-il une différence substantielle entre ces rivalités et celles qui opposaient, en Chine, en Turquie, au Maroc ou au Congo les grandes puissances européennes d'avant 1914 ?

3) Entre les États-Unis, l'Europe et le Japon, les bons conseils de la Commission trilatérale ne peuvent plus régler des conflits d'intérêts fondamentaux : qu'il s'agisse de l'accès aux matières premières (Moyen-Orient, Afrique), de la conquête des marchés à l'Ouest, mais aussi à l'Est de la concurrence des protectionnismes renaissants sous de nouvelles formes (fluctuations monétaires, politiques de crédit) ou de la guerre des monnaies (pour le recyclage des pétrodollars ou le rôle envié de monnaie de réserve), les antagonismes ont pris un tour d'autant plus vif que la crise se faisait plus profonde.

Les différences d'attitude sur l'Iran, le conflit israélo-arabe, le boycottage commercial ou sportif de l'U.R.S.S., ou vis-à-vis de la Chine d'après Mao, ne s'expliquent pas autrement. Dans un contexte, le regain de la tension permet aux États-Unis d'arbitrer les conflits au mieux de leurs intérêts. On comprend que le chancelier Schmidt soit inquiet de l'accumulation des Pershing comme les démocraties populaires d'Europe orientale de l'entassement des SS-20 et des SS-22 sur leur sol : chacun sait que dans le système d'alliances auquel il appartient, il occupe la place du mort.

3) Plus généralement la menace et l'angoisse de la guerre d'Europe constituent de la « doctrine » de la « crise » : le chômage est moins grave, après tout, qu'une nouvelle hémorragie. La peur sert ainsi l'ordre établi.

A la limite, la menace de la guerre elle-même : elle permet l'augmentation des budgets militaires et la mise à la disposition des industries de pointe (électronique, notamment) des financements massifs nécessaires au développement d'une troisième révolution industrielle (« l'informatisation de la société ») par laquelle le capitalisme entend aujourd'hui trouver un nouveau balai pour sa croissance. Reste que l'accumulation à la perspective de la guerre crée un climat propice au surgissement de la guerre elle-même.

Qui intoxique qui ?

Qu'on me comprenne bien : je ne pense pas qu'aucun dirigeant du monde occidental veuille réellement la guerre. Mais n'y a-t-il pas lieu de s'interroger sur la légitimité, l'ignorance, l'absence de courage d'une bonne part du personnel politique et pas seulement aux États-Unis ?

L'alliance désormais ouverte des États-Unis avec la Chine, le pacte conclu entre celle-ci et le Japon en 1978 ont dessiné sur le plan international une nouvelle configuration des forces. La montée en puissance de la Chine bouleverse l'équilibre du monde. Elle inquiète déjà Henry Kissinger et Z. Brzezinski en ont-ils mesuré toutes les conséquences ?

Les dirigeants européens — dont la plupart acceptent naturellement d'être confinés dans une « responsabilité régionale » (selon l'expression de Kissinger) et d'abandonner aux États-Unis la « responsabilité mondiale » — se laissent trop souvent manipuler. Les militaires souvent sur le fait de savoir qui intoxique qui. Si c'est la presse ou si ce sont les hommes politiques, même quand ils s'en plaignent.

Une spirale de la peur s'engage et se déroule ainsi inexorablement. Le plénum du comité central du P.C.U.S. s'alarme des entreprises de l'impérialisme et recommande de renforcer le potentiel militaire de l'U.R.S.S. En France, c'est M. Le Quang qui s'inquiète des dangers de « déstabilisation » de la brève-bas de combat est général. Et voilà que M. Giscard d'Estaing annonce la possession par la France de la bombe à neutrons et son intention de maintenir les effectifs actuels de l'armée de terre.

Ces deux décisions sont cohérentes avec l'hypothèse de la bataille en Europe, privilégiée par le président de la République, dès 1976 (3), et conforme aux orientations de la stratégie américaine sur notre continent.

D'aucuns, à ce point de mon exposé, me demanderont si je crois que l'U.R.S.S. n'existe pas. Nullement. Elle existe même si bien que nul ne l'oublie. J'ajoute que nous n'entendons pas voir l'avenir de nos sociétés se confondre jamais avec le modèle de la société soviétique. Pour l'avoir dit fort clairement dans son projet, le parti socialiste s'est adressé à la France et a penché la tête vers le P.C.U.S.

Mais c'est justement parce que l'U.R.S.S. n'est pas à nos yeux une société socialiste qu'elle n'est pas non plus l'horizon de notre monde. La formation sociale dominante à notre époque reste — et de très loin — le capitalisme dominé par les États-Unis d'Amérique. Le monde soviétique est un camp retranché sur lui-même. Il n'a jamais progressé qu'à la faveur des contradictions internes du monde capitaliste

LES NÉGOCIATIONS DE VIENNE SUR LA RÉDUCTION DES FORCES EN EUROPE

Moscou a fait deux concessions aux Occidentaux

Vienna. — Les négociations de Vienne sur la réduction des forces en Europe (M.R.P.E.) ont connu, jeudi 10 juillet, un regain d'intérêt. Au nom des pays socialistes « participants directs » (1), la délégation soviétique a avancé deux nouvelles propositions qualifiées de « grandes concessions » et présentées comme le fruit direct des récentes conversations de Moscou entre MM. Brejnev et Schmidt.

La première consisterait en un retrait simultané, au cours d'une première phase ne concernant que les troupes des États-Unis et de l'U.R.S.S., de vingt mille Soviétiques et de trente mille Américains. La seconde concerne le problème épineux des modifications qui pourraient être apportées dans la répartition nationale des forces au sein de chacune des deux alliances, une fois que, dans une deuxième phase, l'accord sur un plateau global commun au pacte de Varsovie et à l'O.T.A.N. aura été acquis.

Jusqu'à maintenant, les pays de l'Est demandaient que cette répartition ne soit pas modifiée. Ce point de vue se heurtait à l'opposition des Occidentaux — soucieux de garder toute liberté dans l'organisation de leurs forces. La « concession » soumise à ses interlocuteurs par l'ambassadeur soviétique, M. Tarasov, a répondu, selon ses déclarations, d'une part à la volonté de l'U.R.S.S. de ne pas empêcher un développement sans restriction des effectifs de chaque pays, et d'autre part, d'autre part, de respecter propre à des pays déterminés (...).

(1) Les pays participant aux M.R.P.E. (Mutual Balanced Forces Reductions) se divisent en deux catégories. La première comprend les États directement concernés par la négociation : États-Unis, Canada, Grande-Bretagne, R.F.A., Belgique, Luxembourg et Pays-Bas pour l'O.T.A.N. ; U.R.S.S., Tchécoslovaquie et Pologne pour le pacte de Varsovie. La seconde comprend les États dits « périphériques » : Turquie, Grèce, Italie, Danemark et Norvège, d'une part ; Hongrie, Roumanie et Bulgarie, d'autre part.

De notre correspondant en Europe centrale

Cette formulation assez obscure n'a guère été explicitée par M. Tarasov, qui a surtout mis l'accent sur la deuxième partie de la phrase — celle qui répondait au vœu occidental. Il semble cependant que le « compromis » soviétique s'inspire d'une idée déjà avancée il y a longtemps en haut lieu à Bonn. Il s'agirait de revenir pour principe qu'aucun pays ne pourrait contribuer, dans la zone concernée, pour plus de 50 % aux effectifs terrestres globaux de l'alliance à laquelle il appartient. Les deux États visés par ce schéma sont l'Allemagne fédérale et l'Union soviétique, qui, en Europe centrale, alignent respectivement plus de la moitié des forces de l'O.T.A.N. et du pacte de Varsovie. Il faut noter à ce propos que la puissance militaire de l'Allemagne fédérale est l'une des toutes premières préoccupations de l'Est dans les négociations M.R.P.E.

Une différence d'estimation

Cette information, recueillie de bonne source, reste à confirmer. Si toutefois elle l'était, l'initiative que vient de prendre l'U.R.S.S. ne correspondrait plus seulement à la volonté de souligner une seconde fois — après l'assomption soviétique sur le problème des armées — l'utilité du voyage de M. Schmidt en particulier et du dialogue direct entre l'Europe occidentale et l'U.R.S.S. en général. Elle tendrait à consacrer Moscou et Bonn comme interlocuteurs privilégiés, non plus seulement dans les échanges commerciaux — est-ouest, mais aussi dans le domaine militaire.

En ce qui concerne la première des propositions soviétiques de jeudi, M. Tarasov a précisé que son pays ne demandait plus l'Ouest, prenne en compte le retrait unilatéral de vingt mille soldats soviétiques, annoncé par M. Brejnev à Berlin le 5 octobre. M. Tarasov a certes fait remar-

quer que les propositions soviétiques n'en reviennent pas moins à un retrait total de quarante mille hommes, mais la concession faite à l'Ouest est indéniable. L'O.T.A.N. se refusait en effet à prendre en compte, dans la négociation de Vienne, la décision annoncée à Berlin, dans la mesure précisément où, étant unilatérale, elle ne garantissait pas la pérennité.

Ce point de désaccord étant levé, les divergences entre les deux alliances sur l'effectif actuel du pacte de Varsovie — neuf cent cinquante-cinq mille hommes, selon l'Ouest, huit cent cinquante mille selon l'Est — demeurent entières, selon un porte-parole de l'O.T.A.N., malgré un nouvel échange de propositions. Pour l'Ouest, qui procéderait à un examen approfondi des propositions soviétiques, cette différence d'estimation continue d'empêcher un réel progrès de la négociation.

Quelles que soient les suites de ce rebondissement viennois, Moscou vient de signifier à nouveau une disponibilité au dialogue avec l'Europe et à la consolidation de la détente sur le continent, laquelle ne devrait aucunement souffrir, selon le Kremlin, de l'occupation de l'Afghanistan. Plus directement encore que la presse soviétique, celle des démocraties populaires ne cesse de répéter que c'est à l'intérêt bien compris de l'Europe de l'Ouest et que ses dirigeants le manifestent en refusant de saligner sur la politique de Washington.

BERNARD GUETTA.

● M. Dobrynine, ambassadeur d'U.R.S.S. à Washington, a été reçu jeudi 10 juillet au département d'État par M. Warren Christopher, secrétaire d'État adjoint, pour l'informer de la position soviétique sur le problème des armes nucléaires à moyenne portée. L'entretien, qui a eu lieu à la demande de la partie américaine, était le premier contact direct américain-soviétique officiellement annoncé sur cette question. — (A.F.P.)

EUROPE

Pologne

L'agitation sociale a repris après une brève accalmie

De notre correspondant en Europe centrale

Vienna. — L'agitation sociale provoquée en Pologne depuis le début du mois par la hausse des prix de la viande a repris après une brève accalmie. La situation a semblé assez tendue pour que le président du comité de la radio-télévision, qui a rang de ministre, se soit, de façon exceptionnelle, adressé à la population le jeudi 10 juillet, durant le journal du soir. Il a expliqué que cette « nervosité bien compréhensible » ne devait pas faire oublier le sens des responsabilités et le patriotisme.

Le jour même, l'une des plus importantes entreprises de la capitale, l'usine d'automobiles de Zeran, qui emploie vingt mille ouvriers, avait été paralysée dans un grève lancée dans le département numéro 8, elle s'était étendue, dès la fin de la matinée, à l'ensemble des ateliers de production. Selon la principale groupe d'opposition, le K.O.R., le mouvement devait se poursuivre ou se vendred bien que la direction se soit engagée à répondre, samedi, aux revendications des grévistes qui demandent un relèvement des salaires et l'abaissement du prix des produits alimentaires vendus directement dans l'usine.

Le mercredi 9 juillet au soir, les ouvriers de l'usine de matériel électrique Rosa Luxemburg, à Varsovie, avaient débrayé pour obtenir à la fois des augmentations de salaires et l'annulation de la hausse des prix de la viande. Le mouvement s'est prolongé jeudi, comme celui lancé mardi à Sieradz, près de Lublin, dans une usine d'aviation employant quinze mille personnes.

Mercredi encore, le travail a cessé dans l'un des départements du combinat de machines agricoles d'Urus, dont les ouvriers n'avaient pas obtenu les mêmes avantages que leurs camarades qui s'étaient mis en grève mardi 7 et mercredi 8 juillet.

D'après les déclarations du K.O.R. qui reste, en raison du silence des autorités, la seule source d'information sur ces mouvements, — huit grandes entreprises et non pas quatre comme il est touchées la semaine dernière par les grèves et d'autres conflits seraient en cours.

Il semble que cette relance de l'agitation sociale ait été provoquée, comme on pouvait le prévoir, par les concessions faites à la veille du week-end dernier pour en enrayer le développement (le Monde du 9 juillet). Bien qu'on se soit officiellement employé à faire savoir que ces augmentations de salaires d'environ 10 % n'étaient aucunement liées à la hausse des prix et

Les autorités estiment que les séparatistes basques ne poursuivraient pas leur « guerre des plages »

De notre correspondant

Madrid. — Voici une dizaine de jours qu'une bombe n'a été découverte sur les plages espagnoles. S'agit-il seulement d'une trêve et la « guerre des plages » risque-t-elle de recommencer à tout moment ? C'est ce que les communiqués de l'ETA politico-militaire. Mais au ministère de l'Intérieur à Madrid, on se dit convaincu que la campagne dénoncée par les journaux, n'est bel et bien arrêtée. Au Pays Basque, certains observateurs disent la même chose.

Si l'accalmie se confirme, la « guerre » n'aura guère duré qu'une semaine. C'est en effet le 26 juin, près de Malaga, une bombe placée sur la Costa del Sol ont été désamorçés par la garde civile. La dernière avait explosé quelques jours plus tôt, le 26 juin, près de Malaga. Une alerte encore en elle la semaine dernière à Puerto-Baniz, ensemble touristique luxueux situé à Marbella. Les séparatistes y avaient donné deux fois l'alerte. Or aucun explosif n'a été découvert. L'ETA politico-militaire a affirmé, par la suite, dans un communiqué, qu'une défaillance technique s'était produite et que l'organisation avait désamorcé elle-même son engin. Mais il est possible qu'aucune bombe n'ait été posée. Après avoir épuisé ses dernières « munitions » l'ETA politico-militaire aurait simplement profité du climat créé par les précédentes alertes pour provoquer en pleine nuit une nouvelle évacuation des centaines de touristes.

Les objectifs des séparatistes

Au total donc, six bombes ont explosé sans faire de victimes. Les autorités maintiennent l'important dispositif de sécurité mis en place sur la Costa Blanca (Alicante) et sur la Costa del Sol. On voit mal comment les séparatistes pourraient déjouer une telle surveillance pour installer de nouveaux pièges à retardement. C'est pourquoi ils ont renoncé à faire peur ? Au début du mois, ils avaient déclaré au quotidien *El País* de Madrid et au journal nationaliste *Egin*, du Pays basque, qu'ils étaient prêts à continuer leur campagne contre le tourisme. Les « polis-milis » réaffirment à cette occasion leur triple objectif : l'annihilation des prisonniers politiques basques, l'intégration de la Navarre dans la commu-

Espagne

nauté autonome d'Euskadi et le départ des forces de police des provinces du nord. En réponse aux critiques reçues de tous côtés, y compris de milieux d'« observateurs » (nationalistes basques), ils déclarent que leurs cibles avaient été soigneusement choisies. Il s'agissait, disait-il, soit d'établissements appartenant à de « basques » qui accusaient d'avoir « approuvé » leur région d'origine en investissant ailleurs, soit d'installations de luxe « contrôlées par l'oligarchie de l'Etat et les multinationales ».

Les séparatistes indiquaient, en outre, qu'ils avaient tenté de négocier avec le gouvernement Suarez avant de lancer leur campagne mais que celui-ci s'y était refusé. Il y avait eu l'arrêt des explosions signifie-t-il que des conversations se sont engagées ? Ce ne serait pas la première fois que le gouvernement Suarez ait dit « non » publiquement à toute négociation et maintenu des contacts en coulisse. Pourtant, on a bien l'impression à Madrid comme à Bilbao, que les « polis-milis », cette fois, n'ont rien obtenu.

Ainsi que la Costa del Sol était encore en état d'alerte, les hôtels affirmaient que l'effet sur le tourisme était catastrophique : leurs établissements, disaient-ils, n'étaient remplis qu'à 40 % au lieu de 70 % habituellement en juillet. Même son de cloche sur la Costa Brava. Pourtant à l'heure des bilans — jugée prématurée au secrétariat d'Etat au tourisme — il faudra tout de même tenir compte de la baisse de 10 % qui avait été constatée jusqu'au mois de mai : c'est un phénomène qui a affecté d'autres pays méditerranéens et qui est dû à la crise des économies européennes.

La « guerre des plages » a suscité un réflexe désormais habituel de ce côté des Pyrénées : imputer ses malheurs à la malveillance d'autrui. La contagion a gagné le secrétaire général du parti socialiste d'Euskadi, M. Txiki Benegas, qui écrit cette semaine dans une feuille à scandale sa tribune habituelle : « Qui tire les ficelles de la honteuse campagne de l'ETA politico-militaire contre les zones touristiques espagnoles ? Les militants de l'ETA ne peuvent-ils pas penser à quelque pays concurrent en échange d'armement et d'argent ? A mon avis, tout cela pourrait bien se ramener à une sorte de conjuration internationale contre le tourisme espagnol ».

CHARLES VANHECKE.

Elle est celle du projet socialiste. Elle répond à l'intérêt du pays. Elle est conforme à l'intérêt de l'Europe. Elle seule peut sauvegarder l'avenir de la civilisation. Le courage, disait Jaurès, c'est de chercher la vérité et de la dire. Pour l'avoir dite, pour avoir dénoncé les dirigeants de Paris comme de Berlin ou de Saint-Petersbourg — ces irresponsables, — Jaurès a été tué en 1914, emporté par la vague du chauvinisme imbécile contre lequel il avait lutté de toutes ses forces, à contre-courant.

Le rôle du parti socialiste, aujourd'hui, c'est de ne pas avoir peur d'affronter une opinion publique d'autant plus facilement manipulable qu'elle ne dispose plus des repères essentiels. Les choix, aujourd'hui, comme hier, sont ceux qui concernent de vastes renversements d'alliances visant à jeter l'Allemagne ou la Chine contre l'U.R.S.S. Pour éviter d'avoir à traiter les véritables problèmes de la société capitaliste « avancée » : ceux de la démocratie et ceux du sous-développement. Le parti socialiste, né à Epinay, est ainsi placé devant le choix décisif : celui de la facilité ou celui de la grandeur. Ou bien redevenir, comme la S.F.I.O. d'il y a trente ans, un parti de guerre froide, ancrant la gauche française dans sa division. Ou bien s'assumer pleinement comme le parti de la paix, de l'union et, indissolublement, comme le parti de la France.

Le fascisme, aujourd'hui, a pris une forme nouvelle et d'autant plus insidieuse : l'aveuglement, l'intoxication, la lâcheté, le conformisme sont peut-être encore plus puissants aujourd'hui qu'il y a quarante ans. La différence est qu'il n'y a pas d'occulte visible. C'est pourquoi le nouveau fascisme est plus redoutable : il rampe dans les têtes. Il s'exprime dans l'égoïsme des nantis que nous sommes — à l'échelle planétaire, — mais aussi dans l'indifférence à l'égard des misères les plus proches, dans l'incapacité à s'indigner, dans la sécurité préférée à la liberté, dans la peur qui tient lieu de conscience.

« Briser les foudres de la guerre », comme le promettait Jaurès devant le congrès de l'Internationale socialiste en 1912, sous les voûtes de la cathédrale de Bâle, c'est peut-être d'abord cela aujourd'hui : faire reculer le fascisme intérieur qui mine nos consciences.

Tel est le grand choix auquel nous sommes affrontés en cette décennie 1980 : la démocratie ou la guerre.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT.

(3) Discours à l'Élysée.
(4) Projet socialiste, page 277.

AMÉRIQUES

États-Unis

Le projet de programme électoral du parti républicain prône le « réalisme » et la prudence

De notre envoyé spécial

Detroit. — Les délégués à la convention républicaine qui commencent à arriver dans la cité de l'automobile ont un regard dégoûté sur les amoncellements d'ordures qui parsèment les rues en raison de la grève des employés municipaux, qui dure depuis dix jours. Selon un sondage effectué par un petit quotidien contestataire de Detroit, la plupart d'entre eux auraient d'ailleurs préféré une autre ville : moins noire, moins ouvrière et moins démocrate. Le maire, M. Coleman Young, une personnalité noire connue pour son franc-parler estime que la convention lui coûte déjà assez cher et qu'il ne faut pas — en plus — céder aux demandes des grévistes, qu'il juge exorbitantes.

En attendant l'ouverture solennelle de la convention, lundi 14 juillet, le comité de rédaction de la plate-forme électorale du parti s'est réuni jeudi 10 juillet pour déterminer les grands axes de politique étrangère. Une surprise dans ce texte qui illustre les idées chères à l'aile droite du G.O.P. est l'absence d'une référence à la « reprise des relations de gouvernement » entre les États-Unis et Taiwan, pourtant réclamée par plusieurs républicains, dont M. Reagan. Le document rappelle que c'est un républicain, M. Nixon, qui a établi le premier dialogue avec Pékin.

Sans jouer pour autant la « carte chinoise », le républicain semble donc renoncer au rêve d'un retour dans les rangs par quelques inconnus de Taiwan. Certes, ils appellent à la « prudence » dans la livraison à la Chine de technologies avancées pouvant avoir un usage militaire offensif et réclament « le renforcement des liens commerciaux et militaires avec Taiwan », mais ils n'envisagent pas de rompre sous une forme ou sous une autre des relations diplomatiques avec cette dernière.

Les partisans du « réalisme » (conduits par M. Richard Allen, le principal conseiller de politique étrangère de M. Reagan) l'ont emporté, sur les « idéologues ». M. Allen lui-même aurait été à l'origine des réserves qui ont permis au Washington Post de révéler, le 6 juin dernier, que deux autres conseillers de M. Reagan, MM. Michael Deaver et Felix Hanford, recevaient de l'argent du gouvernement de Taiwan pour divers travaux effectués par leurs firmes de relations publiques. Les rumeurs provoquées par cette affaire ne seraient pas étrangères à la position prise par les rédacteurs de la plate-forme, soucieux de ne pas donner l'impression de céder à un lobby étranger.

Les républicains demandent, d'autre part, aux Japonais d'accroître leur budget de défense, se disent prêts à soutenir les efforts de l'homme en Corée du Sud, et réclament une aide économique et militaire substantielle pour aider la Thaïlande à faire face à l'agression vietnamienne. Ils sont partisans en outre du maintien d'une flotte américaine permanent dans l'océan indien.

Une mise en garde à l'Europe. Le langage utilisé dans le document est nettement plus dur que celui de la plate-forme de 1976. Le thème de la « supériorité militaire » a été retrouvé, ce qui constitue un retour vers les positions excessives des années cinquante, mais les négociations sur la limitation des armements sont vivement critiquées et le traité SALT II est jugé bon à jeter au panier.

L'Europe occidentale et sa « dérive vers le neutralisme », au nom d'une « prétendue détente », n'est pas épargnée. La prise de position des États-Unis sur le Proche-Orient lors du sommet européen de Venise est attaquée très durement : « Les dirigeants européens sont utilisés comme des pions par l'U.R.S.S. », et par les « organisations terroristes » (sous-entendu l'O.L.P.) qu'ils soutiennent, quand ils proposent d'insérer les Palestiniens aux négociations en cours. Les Européens ont, il est vrai, quelques excès sous leurs ailes, mais les républicains en raison des revirements de l'administration Carter, en particulier à propos de la bombe à neutrons.

Les républicains, qui ont une solide base électorale dans les États ruraux du Midwest, sont, d'autre part, favorables à la suppression de l'embargo sur les exportations de céréales vers l'U.R.S.S. décidée par M. Carter après l'invasion de l'Afghanistan. L'embargo leur paraît inefficace et pénalise les seuls fournisseurs américains, les Soviétiques parvenant à s'approvisionner sur d'autres marchés.

Le travail du comité de rédaction de la plate-forme n'a donc lieu, en ce qui concerne la politique étrangère, à aucune polémique majeure. En revanche, la question de l'amendement sur l'égalité des droits entre les hommes et les femmes (« Equal rights amendment », E.R.A.) a provoqué, mercredi, un écart.

Les conservateurs, qui dominent au sein du comité plus encore

qu'à la convention (1), ont réussi mercredi à enlever du document le soutien à l'E.R.A. qui figurait dans la plate-forme de 1976. Le texte final rend hommage assez courtoisement « aux efforts légitimes de ceux qui soutiennent ou rejettent l'amendement ». Ce refus a provoqué une réaction très vive de la co-présidente du parti, Mme Mary Crist, elle-même en délicatesse depuis plusieurs semaines avec M. Reagan en raison de ses sympathies pour M. Anderson, Mme Christ a dénoncé les « armes aux yeux » devant le comité, d'« enterrement sous un tas de platitudes, des droits de plus de cent millions d'Américains » et estime que cette attitude pourrait empêcher une victoire républicaine en novembre. Elle a été aussitôt démise de toutes ses fonctions au sein du G.O.P. et M. Reagan, à Los Angeles, a mis en cause sur un ton assez nixien qui ne lui est pas familier, sa « loyauté envers le parti ».

Mme Crist a également protesté contre l'inclusion dans la plate-forme d'une phrase soulignant la nécessité d'un amendement interdisant tous les avortements. Il s'agit essentiellement de rhétorique dans la mesure où il est très peu probable que M. Reagan, s'il était élu, rende à nouveau l'avortement illégal.

Les démocrates qui n'ont guère eu jusqu'à présent l'occasion de multiplier leur unité ont saisi celle-ci. Le comité de procédure de leur propre convention qui aura lieu en août, à New-York, a aussitôt annoncé que 50 % des sièges des délégués seraient réservés aux femmes. Les mouvements féministes, de leur côté, sont décidés à réagir contre le refus de l'organisation nationale des femmes (« National organization of women » NOW) d'appeler à une manifestation de protestation lors de la convention de Detroit. Peut-être les féministes croiseront-elles un autre cortège, celui des employés municipaux en grève.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

(1) Le comité comporte six cent six membres (deux par État et six par territoire) ; cette répartition favorise les États ruraux et peu peuplés par rapport aux grands États industriels souvent les « libéraux ».

El Salvador

DES GUÉRILLEROS ATTAQUENT LA TROISIÈME VILLE DU PAYS

San-Salvador (Reuters, U.P.I.). — Environ trois cents guérilleros, membres des Forces armées de la résistance nationale (FARN), ont attaqué mercredi 10 juillet la troisième ville du pays, San-Miguel, à environ quinze kilomètres à l'est de la capitale. Ils ont été repoussés après deux heures de combats, au cours desquels deux policiers ont été tués. L'attaque lancée par les FARN contre la troisième ville du Salvador (150 000 habitants) a été le début d'une offensive plus vaste. Certains observateurs la croient. Les guérilleros, qui étaient sous le commandement de Carlos Alvarado, bloquent toutes les entrées de la ville. Tous les habitants ont été évacués, à l'exception de ceux qui se sont réfugiés dans les installations de la ville. La bombe faisait sauter une douzaine de magasins et de bâtiments, certains des assaillants parvenant à entrer dans la ville en évitant la population à se soulever contre la jeune milice et démocrate-chrétienne au pouvoir à San-Salvador.

Cette attaque est la plus importante jamais menée par des forces de guérilla depuis le début des troubles dans le pays, il y a plus d'un an et demi. De façon significative, elle a été lancée par les FARN — celui des groupes de guérilla qui défendent la thèse d'une insurrection immédiate — et non par d'autres groupes révolutionnaires estimant que leur victoire sera le fruit d'une « guerre populaire prolongée ».

Dans la capitale, cependant, plusieurs explosions ont endommagé des édifices dans la nuit du mercredi 9 au jeudi 10. L'une d'entre elles a détruit les bureaux d'un syndicat. Les corps de sept jeunes gens, victimes présumées de commandos extrémistes de droite, ont, d'autre part, été trouvés abandonnés en divers endroits de la capitale. Les forces armées, enfin, ont annoncé que le « commandant Jeronimo », dirigeant de l'armée révolutionnaire populaire (E.R.P.) avait été tué alors qu'il venait de tondre une embuscade à une patrouille militaire.

L'institut salvadorien du café a, par ailleurs, annoncé la suspension, jusqu'à nouvel ordre, des ventes de cette denrée à l'étranger, compte tenu de la faiblesse des cours mondiaux. Cette situation ne peut que contribuer à détériorer un peu plus l'économie salvadorienne : le café est, en effet, la principale source de devises du pays.

Guatemala, terre en transes

II. — Un quart de siècle de contre-révolution

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Dans un premier article (« Le Monde » du 11 juillet) notre envoyé spécial au Guatemala a présenté cette composition « aïe » du pays : les indiens. Ces paysans misérables de l'altiplano, qui forment plus de la moitié de la population, commencent à s'organiser pour réclamer une reconnaissance de leurs droits.

Depuis le coup d'arrêt porté à l'expérience démocratique de 1944-1954, ces revendications se heurtent à un pouvoir qui, depuis un quart de siècle, a installé le pays dans la violence, ainsi que l'expose le second volet de cette enquête.

Guatemala. — « Pacification ». Depuis qu'en juin 1954, une armée de mercenaires centra-américains, appuyée par les services spéciaux des États-Unis, a renversé le gouvernement progressiste et démocratiquement élu du colonel Jacobo Arbenz, sept présidents ont dirigé le Guatemala. Militaires (six) ou civil (un) élus, ou imposés par les armes : tous ont annoncé leur volonté de « pacifier » le pays. Le mot est commode, puisqu'il

recouvre aussi bien un désir d'apaisement que le soud d'imposer la « paix des cimetières ». La seconde interprétation a généralement prévalu.

Cette circonstance fait du Guatemala un champion incontesté de la violence politique en Amérique latine depuis la fin de la guerre civile en Colombie (1953). De 30 000 à 80 000 personnes, selon les sources, ont été assassinées dans la plus grande et la plus peuplée des républiques de l'isthme centre-américain. Les pires époques ont été celles qui ont suivi, immédiatement, le coup d'État du colonel Castillo Armas, qui a frappé les partisans de Jacobo Arbenz ; la fin des années 60 et le début des années 70, où l'armée a « nettoyé » l'est du pays, où s'étaient installés des foyers de guérilla révolutionnaire ; et, enfin, l'arrivée au pouvoir du général Romeo Lucas García, commencé le 1^{er} juillet 1973. Près de 4 000 personnes ont été tuées ces deux dernières années du fait de la violence politique. En particulier, 1980, qui a commencé avec l'holocauste de l'ambassade d'Espagne, restera marquée d'une pierre noire dans les annales du pays (« Le Monde » du 15 mai 1980).

Continuité de la violence

L'ampleur du bain de sang ne rend pas seule l'attention. On est frappé par la continuité de la violence. Ce pays-ci n'a pas eu de « vingt-ans » de violence, comme l'Argentine, où la répression ordinaire et la répression exceptionnelle en réalité de complexités dans l'armée et la police.

Ces pratiques violentes aux gouvernements des deux décennies ont été des procès politiques (aucun n'a eu lieu au Guatemala depuis au moins quinze ans). Elles persistent en outre un énorme héritage elles permettent au pouvoir de se présenter comme sympathisant du « juste milieu », s'efforçant de tenir le cap entre les sirènes de l'extrême droite et les sirènes de l'extrême gauche. La réalité est bien différente : si la chasse aux opposants de gauche est une préoccupation constante des autorités, les « groupes » d'extrême droite ne sont jamais inquiétés — sauf, parfois, lorsqu'ils procèdent à des règlements de comptes dans leur camp. Et dans les milieux de fondement de ces organisations de « jeunes » nationalistes a été occupé de très hautes fonctions dans l'État.

Un mélange explosif

Le Guatemala vit depuis vingt-cinq ans sous le signe de la « terreur blanche ». L'attaque par l'oligarchie foncière, la contre-révolution de 1954 a été relayée par la bourgeoisie industrielle montante. Les deux ont, il est vrai, de nombreux points communs : les capitaux nationaux investis dans le secteur secondaire ne trouvent pas son origine dans les exportations de produits agricoles, mais dans le sucre, de bananes et de coton.

La peur des privilégiés a, certes, été grande, devant la « révolution blanche » lancée par l'oligarchie foncière, la contre-révolution de 1954 a été relayée par la bourgeoisie industrielle montante. Les deux ont, il est vrai, de nombreux points communs : les capitaux nationaux investis dans le secteur secondaire ne trouvent pas son origine dans les exportations de produits agricoles, mais dans le sucre, de bananes et de coton.

La peur des privilégiés a, certes, été grande, devant la « révolution blanche » lancée par l'oligarchie foncière, la contre-révolution de 1954 a été relayée par la bourgeoisie industrielle montante. Les deux ont, il est vrai, de nombreux points communs : les capitaux nationaux investis dans le secteur secondaire ne trouvent pas son origine dans les exportations de produits agricoles, mais dans le sucre, de bananes et de coton.

Une guérilla écrasée

Une tentative de soulèvement d'officiers nationalistes échoua le 13 novembre 1960, mais fournit des cadres à une guérilla qui s'implanta à l'est du pays — à l'instar de la révolution cubaine. L'affaire fut d'autant plus chaude, pour les successeurs gémés du colonel Castillo Armas, que le parti communiste appuie, en principe, la « voie armée » — contrairement son attitude traditionnelle en Amérique latine à cette époque. En 1966, les « foyers » révolutionnaires, implantés dans les zones de Las Minas et de Santa-Cruz, paraissent constituer une réelle menace. En quelques mois, pourtant, ils seront écrasés par des forces de l'ordre qui expérimentent au Guatemala des techniques

de « contre-insurrectionnelles » apprises d'experts américains. La répression, qui frappe des populations rurales ayant montré des sympathies pour la guérilla, dure jusqu'en 1972. Suivront quelques années plus calmes, durant lesquelles l'opposition, durement frappée, se réorganise. En 1975, un mouvement de guérilla surgit dans la province du Quiché : l'armée des guérilleros des pauvres (G.P.P.). Les « fronts » se sont, depuis lors, multipliés, sur l'altiplano et dans les montagnes du Nord. Outre l'E.G.P., trois autres groupes sont présents : l'ORPA (Organisation du peuple en armes), les FAR (2) et une branche dissidente du P.G.T. Embusqués tendus à des convois militaires (l'une

d'elles, le 4 février, a fait officiellement treize morts parmi les forces de l'ordre), attentats contre des officiers supérieurs, enlèvements, aux fins de rançon, de riches propriétaires terriens ou d'industriels, occupations temporaires de localités : tels sont les principaux faits d'armes de ces groupes, à qui l'E.G.P., le principal d'entre eux, a proposé de se fédérer.

L'année 1978, qui a vu notamment la création du Comité d'unité des paysans (C.U.P.), à base indienne, marque une véritable « année zéro » de l'opposition de gauche. De grandes manifestations ont lieu à l'automne dans la capitale. Elles inquiètent le gouvernement du général Lucas, arrivé au pouvoir quelques semaines plus tôt en promettant (qui aussi) de

Le précédent nicaraguayen

Ainsi va la vie publique dans cet État qui parvient à étouffer l'observateur le plus blasé de la réalité latino-américaine. La répression n'y ressemble à rien de connu : parfois massive (fusillade de Panama, affaire de l'ambassade d'Espagne), elle est très sélective envers les élites d'opposition. Les « groupes » de « ténors » s'en prennent en effet de façon systématique, à quiconque, à un moment donné, exerce un magistère, politique, syndical ou culturel, national, régional ou local. Une telle « précision » dans le choix des cibles fait instantanément s'abroger sur l'ampleur des moyens de surveillance dont bénéficient les commandos d'assassins.

« Il est aujourd'hui moins dangereux d'être dans la guérilla que de militer légalement », dit un responsable de gauche, qui déclare un quinquagénaire modéré. De fait, les militants basculent vers des méthodes de violence politique. En attendant, l'État dissèque du parti communiste vient, à son tour, d'opter pour la lutte armée. L'exemple des sandinistes du Nicaragua est dans tous les esprits. En attendant, les leaders étudiants, les dirigeants ouvriers, tous les Guatemaltecos dotés d'une responsabilité dans un parti, ne se rendent plus aux manifestations d'extrême droite, que le visage caché par une cagoule pour éviter

« mettre un terme à la violence ». Depuis 1974, et cela avait pour les élections sous l'égide de la démocratie chrétienne (pour se voir aussitôt privée, par la fraude, du bénéfice de sa victoire), l'opposition s'est durcie. Dans le Nicaragua tout proche, de surcroît, le général Somoza a affronté, en septembre 1978, un premier soulèvement national, à quelques semaines d'intervalle, au début de 1979, le chef du mouvement social démocrate, Carlos Fuentes Mohr, et le principal leader de l'opposition, Daniel Colom Argüez, chef du Front uni de la révolution (F.U.R.), sont assassinés par des groupes paramilitaires. Quant à M. Villagómez Kramer, un juriste libéral choisi pour vice-président de la République comme symbole d'« ouverture », il n'est même pas donné suite à ses menaces réitérées de démission — de peur d'être exécuté à son tour par l'extrême droite.

Rarement dans un pays saturé-on va aussi peu d'innuendos pacifiques demeurent ouvertes.

(1) L'État-major du parti guatemalteco du travail — P.G.T., communiste — a été dissous en 1972. On a appris, plus tard, que la quasi-totalité de ses membres avaient été arrêtés, torturés, puis largués d'un avion en pleine mer.

(2) Le mouvement de guérilla des « foyers » révolutionnaires, les FAR, forces armées rebelles ; une fraction, proche des communistes, est dénommée Forces armées révolutionnaires.

Prochain article :

LES ALÉAS DE LA DÉPENDANCE

Le Guatemala et ses populations

de J.-C. Buhrer et C. Levinson

« Le Guatemala n'existe pas, le le sait, il y a un vide », disait avec un humour noir Georges Arnaud en exergue à son *Salvador de la peur*. C'était juste avant juin 1954 et l'intervention armée financée par les États-Unis contre le gouvernement progressiste du colonel Arbenz.

Depuis 1954, le Guatemala existe. Il survit et figure d'abord à la rubrique des crises de la violence politique. Partout, un massacre politique spectaculaire vient rompre le silence qui entoure le pays du Pape vert, des volcans maudits, des petits indiens misérables et muets trouvant sur les pistes de terre de leur angoisse.

Le grand mérite de l'ouvrage de J.-C. Buhrer et de C. Levinson (1) est de planter avec rigueur le cadre historique et socio-économique qui permet seul d'expliquer les raisons profondes de cette violence endémique. C'est, sous une forme sobre, le document le plus complet, clair, précis, enrichi de tableaux chronologiques, d'encadrés géographiques et de portraits. J.-C. Buhrer connaît bien le Guatemala pour y avoir séjourné à plusieurs reprises ces dernières années. Il l'observe avec une sympathie vigilante, attaché à

dépeindre cette société dualiste, ces deux mondes, celui des indiens et celui des indiens, qui se côtoient, se jugent et s'éloignent depuis la conquête.

Les auteurs sont fascinés, comme bien d'autres, par ce monde indien « résisté, timide, renfermé sur lui-même, dur des pensées et des idées antérieures vives ». Ils notent justement que les chicanes les plus éloquentes de cette indifférence, comme Miguel Angel Asturias ou Cardoso y Arango, qui entourent le pays du Pape vert, des volcans maudits, des petits indiens misérables et muets trouvant sur les pistes de terre de leur angoisse.

(1) Editions Complexe, collection « Pays et populations », distribution P.U.F., 218 pages. Prix indicatif : 40 F.

UNE NOUVELLE REVUE

« Amérique latine »

Amérique latine est le titre d'une ambitieuse revue dont les deux premiers numéros viennent de sortir à Paris. Il s'agit d'un cahier trimestriel, à vocation essentiellement économique, publié sous l'égide du Centre de recherche sur l'Amérique latine et le tiers-monde, dont le directeur est le père Gonzalo Arroyo, jésuite chilien, fondateur, en 1972, du mouvement des chrétiens pour le socialisme.

La première livraison comporte un important dossier sur les « transformations » et l'agriculture » principal thème des recherches du C.E.T.R.A.L. Chaque numéro sera, ainsi, articulé autour d'un dossier. Celui d'aujourd'hui numéroté 3 porte sur les « droits de l'homme : évolution et utopie », avec des réponses, notamment, du cardinal Arce, archevêque de São-Paulo, de M. Jacques Chonchol, ancien ministre de l'Agriculture de Salvador Allende, Ignacio Ellacuría, recteur de l'université catholique de San-Salvador et Noam Chomsky, du Massachusetts Institute of Technology.

Dans ses deux premiers numéros, *Amérique latine* se fait l'écho d'un débat qui divise économistes et sociologues latino-américains, sur la validité de la « théorie de la dépendance ». Les Éditoriaux de cette indifférence, comme Fernando Henrique Cardoso et José Serra entendent rétorquer, en se fondant sur l'exemple de leur pays, les analyses marxistes, désormais classiques, de leur compatriote Ruy Mauro Marini, sur la « viabilité du développement capitaliste dans les pays dits de la périphérie ». Le revue compte notamment, en son conseil de rédaction en chef, M. Guy Pélissier, « économiste » et un publiciste, un peu plus connu que celui des « spécialistes de l'Amérique latine », les débats fondamentaux du moment : relatifs à cette partie de la planète.

* *Amérique latine* est tirée à trois mille exemplaires, 3, rue des Jeuneurs, 75002 Paris. La revue est distribuée par abonnement (130 F les quatre cahiers ; 140 F pour l'étranger) ou au numéro (30 F) dans environ trois cents librairies à Paris et en province.

JPY 120 1980

ABOLIR LA DISTANCE

Depuis 12 ans,
la Caisse Nationale des Télécommunications
à travers ses emprunts,
assure le financement du téléphone.

CNT

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
DE L'ARGENT POUR LE PROGRES

1 rue de l'Arrière - 75149 Paris Cedex 12

3 rue de l'Arrivée - 75749 Paris Cedex

Amerique latine

La Guatemala et ses populations

AMÉRIQUES

La fin du voyage du pape au Brésil

C'est ce vendredi 11 juillet, dans la soirée, que Jean-Paul II doit quitter Manaus, treizième et dernière étape de son voyage au Brésil, pour regagner Rome samedi 12 juillet, vers midi (heure locale).

Jeu. matin, à Fortaleza, le pape s'était entretenu à huis clos avec les deux cent trois évêques brésiliens réunis pour le congrès eucharistique national. Modifiant le discours qu'il avait préparé, Jean-Paul II a tiré les conclusions de sa tournée « pastorale » avant de donner des directives pour l'avenir.

Arrivé le même jour dans la soirée à Manaus, capitale de l'Amazonie, le pape a reçu les représentants du Conseil missionnaire indigène (CIMI) et ceux de dix-huit tribus indiennes. Le président du CIMI, Mgr José Gomes, archevêque de Chapeco, a dit au pape que « le massacre des Indiens continuait » et que ceux-ci sont « harcelés par ceux qui volent leurs terres et les réduisent à l'état de misère ». Dans un document remis au pape, les chefs indiens revendiquant le respect de leurs droits et font remarquer que « c'est dans le plus grand pays

catholique du monde qu'ils sont menacés de mort ».

En réponse, Jean-Paul II a notamment déclaré : « Je confie aux pouvoirs publics et aux autres responsables les vœux que je forme de tout cœur au nom du Seigneur pour qu'à vous, les premiers habitants de cette terre, soit reconnu le droit de l'habiter en paix et dans la sérénité, sans la peur — véritable cauchemar — d'un être délogé au profit d'autres personnes. Pour que vous soyez assurés d'un espace vital qui sera la base non seulement de votre survie,

mais aussi de la préservation de votre identité en tant que groupe humain ».

« C'est là, a ajouté le pape, la question complexe et épineuse à laquelle je désire ardemment qu'une réponse pondérée, opportune, intelligente soit donnée au bénéfice de tous ».

« Ainsi, a-t-il conclu, la dignité et la liberté de chacun d'entre vous, en tant que personne humaine, seront respectées ».

La situation des populations indiennes au Brésil est décrite dans un document élaboré par le CIMI, notre envoyé spécial analyse ici.

Jean-Paul II interdit toute politisation de l'Eglise

(Suite de la première page.)

Une synthèse donc, et un message adressé à « l'épiscopat le plus nombreux du monde » et qui, pour cette raison notamment, excite une sensibilité despotique. Ce message, bien sûr, s'est ancré sur deux points : la confirmation du nécessaire engagement envers les pauvres, conforme aux options de Puebla, et, donc, l'approbation de « la nécessité d'une pastorale sociale » et, dans le même temps, le rejet net d'un engagement de l'épiscopat brésilien sur « des options politiques de partis, quels qu'ils soient ».

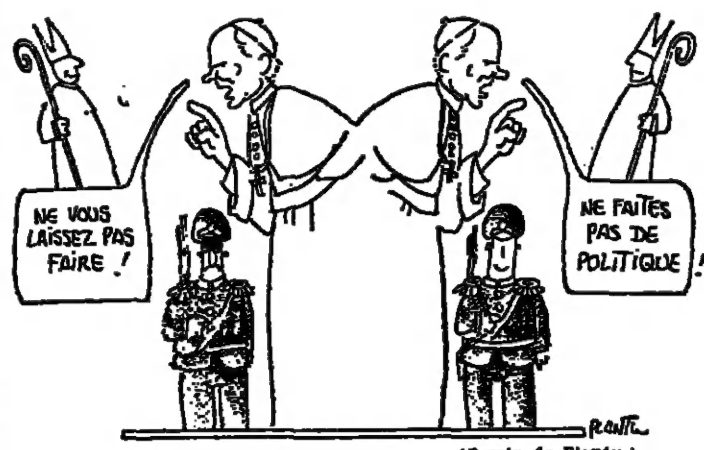
Pour illustrer ce propos, on se souvient d'un instant tendu de dire, après l'avoir suivi durant tout son voyage, que le pape avait dit, à ses évêques de faire ce qu'il leur dit, non ce qu'il a fait pendant ce séjour. Les interventions successives en faveur des droits de l'homme, les discours devant les prisonniers, les jeunes, les ouvriers, les favelados, les paysans, les « constructeurs de la société pluraliste de demain », les Indiens de Manaus, ont porté au premier plan, dans une énumération soigneusement dosée et pourtant impitoyable, les aspects les plus contestables du régime brésilien. État-catholique ? État-pastoral social ?

Ambiguïté

La est l'ambiguïté. La est le problème que le pape, usant de son autorité, la revendiquant même, aura tenté d'éclaircir pour les évêques brésiliens. Ce n'est pas un mince compliment que Jean-Paul II leur adressera quand il leur dira : « L'image que vous, évêques brésiliens, portez sur l'Église dans le monde est, en fait, une image de pauvreté et de simplicité, de plein dévouement, de proximité de votre peuple et de pleine insertion dans sa vie et ses problèmes. L'image d'évêques profondément évangéliques et

profondément conformes au modèle proposé par le concile Vatican II. » Et ce n'est pas d'avantage une mise en garde gratuite que celle destinée à la conférence épiscopale brésilienne, invitée à « déployer des efforts sincères pour que soient perçus et pesés dans les prières de position, au nom de toute la conférence, le sentiment profond et les convictions de ces partis de l'assemblée suffisamment représentatives, même si elles ne sont pas majoritaires ».

Ainsi, par l'alternance — encouragements, mises en garde — constamment employée et la encore docile Jean-Paul II va-t-il tout d'abord rappeler aux évêques brésiliens leurs tâches et leurs fonctions purement soci-



(Dessin de Plantu.)

statiques, leur rôle « de père et de frère », la définition de la communion — « raison d'être et finalité première de toute conférence épiscopale » —, la nécessité de l'union, la participation de tous « avec plénitude et sans contrainte » et enfin la tâche principale : « l'évangélisation ». Toutes choses longuement et soigneusement exposées avant d'en arriver au principal : « Comment être, au nom de l'Évangile, les promoteurs des grandes valeurs humaines ? ».

Sur ce point, Jean-Paul II ne tranche pas : « Votre vocation d'évêque vous intéresse, avec une clarté totale et sans demi-teinte, tout ce qui ressemble, avec les parties positives, à l'Évangile, à l'Église, à la foi ou à tel idéologie ou système. » Interdit suivi immédiatement d'une invite : « Mais elle ne vous interdit pas, plutôt, elle vous invite à être proches et au service de tous les hommes et surtout des plus handicapés et des plus démunis » : à la condition, « évidemment », que l'Église du Brésil, « Église des

avec la nature et l'identité de l'Église », « l'authenticité brésilienne », et en même temps universelle pour « répondre à la vérité intégrale du monde contemporain ». Ce qui suppose d'abord de lever les yeux ouverts sur toutes les injustices et toutes les violations des droits humains. Et, à condition de s'écarter de la tentation marxiste — « l'État seul, cette pastorale sociale doit pousser à des réformes et à un compromis entre tous ceux qui y consentent ».

C'est la image d'une troisième voie. Pastorale, politique ? Évangélique, répond le pape. Une orientation entièrement évangélique et chrétienne. Ainsi, les théologiens ne seront pas exposés à des espèces d'objections (...). Ainsi, les ministères de l'Église, évitant l'écueil d'une pastorale sociale (...), qui consisterait à s'engager dans les luttes partielles ou dans les options de groupes et de systèmes, « prendront la conscience de l'efficacité de leur rôle de vrais éducateurs dans la foi, de guides sûrs, d'animateurs spirituels ».

La définition est bien large pour une voie bien étroite. Le pape n'a pas engagé les évêques brésiliens à la facilité.

P. G.

DANS UN DOCUMENT SUR LES PEUPLES INDIGÈNES

Les évêques dénoncent la « liquidation physique » des Indiens

Manaus. — Thème d'un vaste débat national, la situation des peuples indiens du territoire est aussi une préoccupation majeure pour l'épiscopat brésilien. A l'occasion de la visite du pape, et plus particulièrement de l'étape de Manaus, la conférence épiscopale brésilienne a publié un long document sur « la situation générale des peuples indigènes ». Ce document, établi par les soins du Conseil missionnaire aux Indiens (CIMI), est un rapport accessible sur les activités de l'organisme officiel, le FUNAI (Fondation nationale de l'indigénisme).

Au total, la population indienne du Brésil est estimée aujourd'hui à environ deux cent dix mille personnes, parlant cent cinquante idiomes différents, et noyées au sein d'une population totale d'environ cent vingt millions d'habitants. Ce chiffre donne la mesure du rapport, moins de 0,1 % du peuple brésilien, et une idée de l'ampleur du génocide dont ont été victimes des Indiens.

Lorsque les colonisateurs portugais débarquèrent sur les côtes brésiliennes, il y a quatre cent cinquante ans, ils y trouvèrent, selon les chiffres les plus communément admis, environ six millions d'Indiens. Ce fut le début d'une guerre d'extermination, qui allait se poursuivre, y compris durant la vingtaine siècle. Depuis 1900, en effet, huit cent mille Indiens ont été « liquidés physiquement », quatre-vingt-dix peuplades ont totalement disparu, y compris pendant la dernière décennie, où les peuplades survivantes ont vu augmenter de manière alarmante ce qu'on appelle au Brésil l'avance des fronts de pénétration ». Sous ce terme se cachent les opérations économiques conduites par un grand nombre d'entreprises multinationales, notamment en Amazonie, qui, par le moyen de créations de routes, de projets de culture, d'élevage, d'exploitation minière, se livrent en fait à une néoconquête des territoires traditionnellement indiens.

Même involontairement, le « progrès » peut conduire au génocide. Ainsi les routes, véritables vecteurs de misère et d'épidémies. Le peuple Nambiquara, une tribu vivant depuis toujours dans la vallée du Guaporé, au nord-ouest du Mato Grosso, a été « assassiné » dans les années 50 par la création de la route 364 qui relie Curitiba à Porto-Velho. Dix mille en 1950, les Nambiquaras ne sont plus aujourd'hui que cinquante. Mais c'est encore trop : la route 364 doit être asphaltée avec l'aide financière de la Banque mondiale, et un nouveau tracé a été adopté traversant les derniers villages nambiquaras. Ce tracé répond moins aux nécessités qu'à l'intention des grands propriétaires de continuer à spolier les Indiens de leurs terres. De même, on

De notre envoyé spécial

estime que la construction de la Transamazonienne, par ailleurs une nécessité économique, s'est soldée par la disparition de trente « peuples » indiens.

Le génocide peut aussi être décelé. Il l'a été et l'est encore par ces *fazendeiros*, ces grands fermiers qui se tiennent, par le meurtre, sous toutes ses formes, des esprits. Il faut ne pas oublier que le *sertão* à l'indien n'est pas ici une légende.

Menace de déportation

En fait, ce génocide trouve son origine même dans la politique officielle de l'État brésilien à l'égard des Indiens. Pour excuser cette politique élaborée par le ministère de l'Intérieur, le gouvernement crée, le 5 décembre 1962, le FUNAI. Cette fondation prenait la succession de l'ancien Service de protection de l'indigénisme (S.P.I.), créé en 1910, et tellement compromis dans des affaires de corruption que le gouvernement avait été obligé de mettre un terme à ses activités.

Le FUNAI se définit légalement comme l'organisme chargé d'exercer la tutelle sur les peuples indigènes. Une large tutelle. Selon les lois brésiliennes, en effet, l'indigénisme est considéré « comme relativement incapable », mineur légal si l'on veut, et il appartient aux pouvoirs publics de le prendre en charge. Pour cette raison, les peuples indigènes ne sont même pas considérés comme propriétaires de leurs terres. Ces terres sont propriétés de l'Union. La législation brésilienne ne prévoit pas la

propriété collective, et les Indiens jouissent simplement de l'usufruit des terres. A titre précaire, puisqu'ils peuvent, à tout moment, être déportés et aussi « transférés ». C'est-à-dire déportés. Il suffit que l'État considère ces terres indiennes comme présentant un intérêt pour la « sécurité nationale » ou comme « nécessaire à la réalisation des travaux de développement national ».

En ce sens, le FUNAI, par son appartenance au ministère de l'Intérieur, chargé, dans le même temps, des projets de développement du pays, a fini par devenir, sous le régime militaire, un simple appendice. L'appendice de la politique d'expansion des grandes entreprises rurales, l'appendice des différents organismes d'État chargés du financement et de la conduite des projets d'expansion. Une simple illustration : le FUNAI en arriva même à fournir aux investisseurs étrangers des « certificats de non-présence d'Indiens » dans des régions où ils habitaient depuis toujours.

Crimes impunis

Devant cette situation, en 1978, le gouvernement brésilien a élaboré un projet, intitulé « projet d'émancipation des communautés indiennes ». Très vivement combattu, ce projet fut retiré, après une campagne nationale menée, notamment par l'Église, qui considérait que, sous couvert d'une « obtention des droits pléniers des citoyens brésiliens », les Indiens se voyaient retirer en fait « toute possibilité d'assurer leur permanence sur leur territoire, en conformité avec la structure sociale des propriétés collectives qui est la leur ».

Ce projet remplit actuellement, présenté par la direction du FUNAI, sous le titre « politique de régionalisation ». La critique faite par l'Église et par ses nombreux alliés dans cette bataille reste la même : « Cette régionalisation signifie, en pratique, la remise entre les mains des gouverneurs de la politique indigène. C'est-à-dire, quand ils ne sont pas eux-mêmes latifundistes, ont avec eux des attaches politiques et sont les défenseurs notoire de la grande propriété. Ils sont, en somme, les plus grands ennemis des nations indigènes ».

Devant cette situation, les peuples indigènes ont commencé à s'orga-

niser avec l'appui du CIMI, organisme qui rassemble des missionnaires et des laïcs. Une des formes de lutte que les Indiens ont trouvées est la réalisation d'assemblées qui réunissent, pour la première fois dans l'histoire contemporaine du Brésil, les chefs des diverses nations indiennes pour discuter des problèmes qui les touchent le plus. Cette prise de conscience et de responsabilité ne va pas sans heurts. Plusieurs responsables indiens ont payé de leur vie cette tentative de résistance. Le 15 juillet 1978, alors qu'ils défendaient la terre, un missionnaire, le Père Rodolfo, et un Indien, Bororo Cristino, ont été assassinés par des *fazendeiros*. Ce fut le point de départ d'une série de crimes impunis. Quelques mois plus tard un autre prêtre, le Père Burnier, était assassiné, puis en décembre 1979, le chef du peuple pankarara, Angelo Xavier ; en janvier 1980, Angelo Greis, chef kaingang et, fin février 1980, Matus et Morais, Indiens guajajara, devaient aussi être abattus par des tuteurs.

Quelques simples noms car en fait les victimes, anonymes, ont été beaucoup plus nombreuses.

PIERRE GEORGES.

Ni luttes partisans, ni options de groupe

Voici quelques extraits du discours que Jean-Paul II a prononcé à huis clos, le 10 juillet, à Fortaleza, au Congrès eucharistique du Brésil, dont notre envoyé spécial, Pierre Georges, rend compte d'autre part :

« Dans votre pays, l'Eglise et l'épiscopat constituent ensemble une vraie force sociale.

« Il faut que votre programme social tende à l'authenticité, ce qui veut dire qu'il soit en cohérence avec la nature et l'identité de l'Eglise : qu'il corresponde aux principes de l'Evangile et s'inspire du magistère, spécialement en matière sociale. En d'autres termes, cette pastorale sociale ne peut se fonder sur ces théories préconçues qui, avec tout les mérites et qualités qu'on veut bien leur reconnaître, sont contraires à la vérité catholique dans ses propres fondements.

« En second lieu, la pastorale sociale devra être authentiquement brésilienne sans que, pour cela, elle ne soit en même temps universelle. Elle doit répondre à la vérité intégrale du monde contemporain. Elle doit avoir les yeux ouverts sur toutes les injustices et toutes les violations des droits humains, soit dans le domaine des biens matériels, soit dans celui des biens spirituels. S'il manque cette option fondamentale, elle risque facilement de devenir l'objet de manipulations unilatérales (...).

« Les réformes sociales qui sont nécessaires n'ont pas pour objet unique la collectivisation des moyens de production, surtout si par cela on entend la concentration de tout dans les mains de l'État, transformé en une unique véritable force. Ces réformes doivent avoir pour objectif de permettre l'accès de tous à la propriété parce que cela constitue d'une certaine manière la condition indispensable d'une liberté et de la créativité de l'homme, ce qui lui permet de sortir de l'anonymat et de l'aliénation quand il s'agit de contribuer au bien commun.

« L'action sociale de l'Eglise doit, enfin, être un compromis entre tous ceux qui ont en charge les parties significatives de la mission de l'Eglise, chacun en accord avec sa fonction et sa responsabilité spécifiques (...). Ainsi, les théologiens ne seront pas exposés à toutes sortes d'objections s'ils savent donner à ce qu'ils enseignent, une orientation entièrement évangélique et chrétienne, fidèle aux enseignements de l'Eglise. Les ministères de l'Eglise prendront conscience qu'une participation meilleure et plus efficace dans cette pastorale sociale n'est pas celle qui consisterait à s'engager dans les luttes partiales ou dans les options de groupes et de systèmes, mais celle qui fait d'eux les vrais éducateurs dans la foi, des guides sûrs des animateurs spirituels. (...).

Le Monde

dossiers et documents

Numéro de juillet-août-septembre

LES RÉFUGIÉS

LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Le numéro : 3,50 F

Abonnement un an (10 numéros) : 35 F

MEDECINE

7 centres : Saint-pierre, Angilly, nation, bichat, creteil, arcey, châteaufort

CEPES

57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94 - 745.09.19 enseignement supérieur privé

On ne peut plus s'intéresser au catholicisme en ignorant

REVUE CATHOLIQUE INTERNATIONALE COMMUNIO

Il existe aujourd'hui en France une revue catholique de haut niveau théologique

- indépendante de tout éditeur ou mouvement
- animée par des laïcs
- en collaboration avec les autres revues du même nom qui paraissent dans le monde entier
- sans polémique ni concession aux clivages idéologiques
- pour penser la catholicité de la foi au troisième millénaire
- qui avait publié le cardinal Wojtyla avant qu'il ne devienne Jean Paul II
- et dont l'audience est plus large qu'aucune autre revue comparable

Parait tous les 2 mois. Le numéro 20 francs. Abonnement un an. France : 100F. Étranger : 110F. Demandez un spécimen gratuit 28 rue d'Auteuil, 75016 Paris - C.C.P. 1867623 F PARIS

هكذا من الأصل

Le Monde

politique

Les relations
entre les socialistes

M. PIERRE GUIDONI (P.S.)
RÉPOND À M. FRED ZELLER

M. Pierre Guidoni, député de l'Aude, qui est au sein du P.S. l'un des animateurs du C.R.E.R.S., répond, dans une lettre qu'il nous adresse mercredi 9 juillet, à M. Fred Zeller, l'ancien grand maître du Grand-Orient de France, qui a récemment rendu publique une prise de position critique à l'égard de la direction socialiste, reprochant notamment à M. Mitterrand d'être « accablé » avec le C.R.E.R.S., et dénonçant les « haines fratricides » au sein du P.S. (le Monde du 28 juin). M. Guidoni écrit notamment : « Après avoir à plusieurs reprises exprimé des réserves à l'égard de la direction du P.S., il s'est décidé à se prononcer sur la base de la lecture de la fable selon laquelle, les choix politiques et l'orientation du parti, concrétisés par un projet, s'inscrivent dans une stratégie secondaire, l'important étant que MM. Mauroy et Rocard figurent ou non dans la direction du parti. C'est cette vision du mouvement politique des problèmes du socialisme qui risque de déconstruire des militants, alors que ceux-ci ne cherchent pas qu'une minorité ait le droit de s'opposer minoritairement. Le problème n'est pas de savoir si François Mitterrand doit s'acquiescer avec Mauroy et Rocard, mais de savoir si ceux-ci ont le droit de s'opposer à lui. Mais à qui la faute ? »

Une confédération des mouvements gauchistes d'opposition, qui entend maintenir une « présence gauchiste au sein de l'opposition de gauche », s'est constituée le 10 juillet. Cette confédération est dirigée par les présidents des mouvements qui la composent : MM. Jacques Debré-Bridel (Union démocratique du travail), Jacques Blanche (Fédération des gauchistes de progrès), Robert Clap (Association des élus gauchistes de progrès) et Mme Constan (Union démocratique populaire).

M. DELPONT
DIRECTEUR DU CABINET
DE M. MAURICE PLANTIER

M. Jean-Pierre Delpont, préfet de la Corrèze, jusqu'en juin dernier, est nommé directeur du cabinet de M. Maurice Plantier, secrétaire d'État aux anciens combattants en remplacement de M. Roger Ninin, placé en position de congé spécial (le Monde du 13 juin). Né en 1937 à Bouk-Ahras (Algérie), entré dans la carrière préfectorale en 1963, M. Delpont a occupé divers postes territoriaux notamment comme préfet de la Corrèze en 1970, puis comme directeur du cabinet du préfet de la région de l'Alsace, M. Jean-Pierre Delpont, il est entré à l'Élysée, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, où il a été nommé chef de cabinet. En septembre 1976, après la démission de M. Chirac, il est nommé préfet de la Corrèze, dont le maire de Paris est député.

QUATRE PERSONNALITÉS
DE LA COMMUNAUTÉ
FRANÇAISE MUSULMANE
VICTIMES DE MENACES

Le recteur de l'Institut musulman de Paris, M. Hamza Boubakeur, ancien député, et son fils, M. Dali Boubakeur, membre du Conseil de Paris de l'ordre des médecins, ont été menacés mercredi 9 juillet, deux plaintes au commissariat du cinquième arrondissement à la suite d'une lettre d'un cambrioleur commis dans les bureaux administratifs de la mosquée de la capitale, au cours de laquelle ont été dérobés divers objets et des documents relatifs à la préparation du premier congrès islamique qui doit avoir lieu à la fin de l'année à Paris (le Monde du 28 juin). L'autre part, de menaces de mort dont il a été victime il y a quelques jours.

Deux autres personnalités de la Communauté française musulmane, MM. Ahmed Kabarell, secrétaire général du Conseil national de réflexion et de coordination des associations de Français musulmans (C.N.R.C.) et Abderrahmane Babli, président de l'Union parisienne des anciens combattants français de confession islamique, subissent également, depuis quelques semaines, diverses menaces de mort anonymes.

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. GAUCHON (P.F.N.)
ASPIRE À INCARNER
« LE STYLE DE M. ROCARD
ET LA PENSÉE DE M. STRAUSS »

Le conseil politique du Parti des forces nouvelles (P.F.N., ex-tém droite), qui s'est réuni jeudi matin 10 juillet à Paris, a confirmé la candidature de M. Pascal Gauchon à l'élection présidentielle de 1981. Celui-ci a indiqué à la presse qu'il avait recueilli deux cent soixante engagements de signatures de soutien auprès des maîtres classes parmi les élus « divers droite » par le ministère de l'Intérieur. M. Gauchon devrait terminer vendredi 11 juillet, à Bordeaux, la série des réunions en province qu'il avait commencées après avoir été investi par le congrès du P.F.N. en novembre dernier.

Le successeur de M. Jean-Louis Thier-Vignancour à la tête de cette formation se propose de participer à plusieurs réunions de l'« Eurodroite » qui ont lieu en Espagne par le parti fasciste Fuerza Nueva. Il doit se rendre prochainement à Madrid le 10 juillet, à l'occasion de la 8^e août et à Málaga le 9 août.

À l'automne, M. Gauchon animera plusieurs meetings en province et se propose d'organiser, en Bretagne, une manifestation pro-nucléaire afin de souligner l'intérêt de son parti pour les utilisations de l'énergie nucléaire à des fins civiles. Le slogan de sa campagne sera : « Un homme nouveau pour une nouvelle droite ».

Évoquant la candidature rivale de M. Jean-Marie Le Pen, président du front national, le porte-parole du P.F.N. a notamment déclaré : « Il n'y aura qu'un seul candidat de droite à l'élection de 1981 et j'espère être le mieux placé pour aller jusqu'au bout. » M. Gauchon a affirmé que le comité de l'« Eurodroite » n'a pas pour but de se présenter à la présidence de M. Josi Dupuy, à enregistrer, jusqu'à présent, un millier d'adhésions, chaque adhérent s'engageant à verser 10 F par mois pour assurer le financement de la campagne électorale. Ironisant sur le discours « très culturel » prononcé mercredi 9 juillet, en Bretagne, par M. Giscard d'Estaing en réponse à l'allocution très politique de M. Strauss, candidat chancelier de l'opposition, il a demandé à M. Gauchon de souhaiter que la France « abandonne la politique du bateau-tor » pour adopter « les idées et le langage » du ministre-chancelier.

Le leader du P.F.N. aspire, pour sa part, à incarner, à l'extrême droite, « le style de M. Rocard et la pensée de M. Strauss ».

« LES VERDICTS DE LA COUR DE
SURETÉ DE L'ÉTAT RISQUENT
DE DÉTÉRIORER LA SITUATION
EN CORSE », estime le docteur
Simeoni.

Le parti socialiste proteste contre le verdict qui vient d'être rendu par la Cour de sûreté de l'État dans le procès de Colette Meynard et de deux nationalistes corse.

Le P.S. considère qu'en condamnant Colette Meynard à cinq ans d'emprisonnement, dont trente mois de prison ferme, sans présomption d'innocence, la Cour de sûreté de l'État a montré à nouveau que son objectif n'était pas de rendre la justice en tenant compte des faits, mais de condamner par l'assemblée pour des motifs politiques. « Les sentences, ajoute le P.S., soulignent le refus du gouvernement de rechercher une solution politique aux problèmes de Corse ».

Dans un communiqué diffusé le 10 juillet, après sa rencontre avec les représentants de l'administration judiciaire, le docteur Simeoni, le leader autonomiste, fait observer qu'un certain nombre d'événements survenus en quelques jours pourraient altérer la situation en Corse. Il cite : la libération du commandant Pierre Berthelot, chef présumé de la maquis de l'île, et le verdict sévère prononcé mercredi par la Cour de sûreté de l'État à l'encontre de militants F.L.N.C.

Les responsables de l'U.P.C. constatent la communauté, ont demandé aux représentants de l'administration de transmettre à Paris leurs appréciations sur une situation dont la détérioration risque d'être irréversible.

M. François Massot, député (P.S.) des Alpes-de-Haute-Provence, a déposé, lundi 30 juin, une proposition de loi tendant à prévoir des circonstances aggravantes supplémentaires pour le délit de proxénétisme. Ce texte indique que tout acte de proxénétisme « précédé ou accompagné de tortures ou d'actes de barbarie » sera puni de dix à vingt ans de réclusion criminelle. La législation actuelle, précise M. Massot, prévoit une peine d'emprisonnement de deux à dix ans.

M. Louis Mermaz, député socialiste de l'Ariège, a adressé une question écrite au ministre

SECON UN SONDAGE PUBLIC S.A. - PARIS-MATCH
MM. Rocard et Chirac seraient mieux à même
que MM. Mitterrand et Debré d'être
« le président de tous les Français »

L'hebdomadaire Paris - Match publie jeudi 10 juillet un sondage de Public S.A. portant sur les images respectives de MM. Chirac et Debré d'une part, Rocard et Mitterrand d'autre part. Cette enquête, réalisée du 4 au 5 juillet, auprès d'un échantillon de 1.100 personnes en âge de voter établit que MM. Chirac et Rocard seraient mieux à même que MM. Debré et Mitterrand d'être « le président de tous les Français ».

Selon cette étude, une majorité de personnes interrogées estiment notamment que le président du R.P.R. a plus de caractère (47 % contre 22 %), est plus convaincant (34 % contre 25 %), suscite « plus d'enthousiasme spontané » (30 % contre 16 %) que le député de la Réunion. De la même façon, le maire de Paris incarne mieux l'idée de progrès (40 % contre 16 %), est le plus capable de diriger l'économie (33 % contre 26 %), et serait le plus capable de résister aux Soviétiques (37 % contre 21 %).

En revanche, selon ce sondage, M. Debré est perçu comme étant plus sincère (33 % contre 15 %) et comme incarnant mieux la justice (30 % contre 18 %), la liberté (25 % contre 20 %) et le gaullisme (45 % contre 26 %). M. Chirac, le député de la Réunion est également considéré comme plus dévoué à utiliser la force de frappe (29 % contre 28 %) et comme susceptible d'avoir « plus d'influence dans le tiers-monde » (31 % contre 25 %).

Au total, 35 % des personnes interrogées jugent que M. Chirac « serait plus à même d'être le président de tous les Français » contre 22 % pour M. Debré. Dans cette rubrique, M. Rocard obtient 41 % de M. Mitterrand 28 %.

Une majorité des personnes interrogées estiment que M. Chirac a plus de caractère (47 % contre 22 %), est plus convaincant (34 % contre 25 %), suscite « plus d'enthousiasme spontané » (30 % contre 16 %) que le député de la Réunion. De la même façon, le maire de Paris incarne mieux l'idée de progrès (40 % contre 16 %), est le plus capable de diriger l'économie (33 % contre 26 %), et serait le plus capable de résister aux Soviétiques (37 % contre 21 %).

En revanche, selon ce sondage, M. Debré est perçu comme étant plus sincère (33 % contre 15 %) et comme incarnant mieux la justice (30 % contre 18 %), la liberté (25 % contre 20 %) et le gaullisme (45 % contre 26 %).

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., déclare, jeudi 10 juillet à France-Inter :

« Il y a actuellement un divorce entre le R.P.R. et le gouvernement. Il faut changer la politique. Il est urgent que le premier ministre se réveille, car, depuis quatre ans, il nous amène, de l'un à l'autre du tunnel, Or ce tunnel, dans lequel il nous a placés, donne l'impression d'être circulaire ».

« La politique de M. Raymond Barre est un échec complet. Il n'y a pas convenable de dire dans un régime démocratique qu'il n'y a pas d'autre politique possible. Cela ne peut permettre que dans un régime totalitaire ».

M. Barre ne joue plus depuis des années le rôle d'élément moteur de la majorité, qui doit être le sien sous la V^e République. Il traite par sur-mesure et avec une certaine suffisance les propositions qui lui sont faites par l'ensemble des formations parlementaires, et plus particulièrement par le R.P.R. »

Dans ces conditions, M. Pons estime qu'il sera « difficile » au R.P.R. de soutenir la candidature de M. Valéry Giscard d'Estaing au second tour de l'élection présidentielle s'il est candidat.

« Le président de la République inspire, en effet, la politique conduite par le gouvernement. Donc mes critiques, dit M. Pons, ne visent pas seulement le gouvernement, mais le président de la République, qui est responsable de cette politique ».

des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, sur les pays les plus défavorisés du tiers-monde.

L'Ouganda, les pays du Sahel, la Somalie, écrit-il, connaissent actuellement de graves difficultés dues soit à des désordres politiques causant de graves famines, soit à des conditions climatiques plus en plus défavorables, soit encore à l'arrivée de réfugiés chassés par la guerre des pays voisins. Devant de tels problèmes dont l'accumulation en si peu de temps dépasse le cadre des aides programmées, la France ne doit-elle pas envisager des aides spécifiques ? »

L'ATTITUDE DU P.C.F. EN 1940

Une lettre de M. Pierre Villon

M. Pierre Villon, qui fut secrétaire général du Front national, membre du comité central du P.C.F. et député de l'Allier jusqu'en mars 1978, nous adresse, à propos de l'article de MM. Guy Konopnicki et Michel Renard sur l'attitude du P.C.F. en 1940 (le Monde du 28 juin), la lettre suivante :

Cet article contient des affirmations me concernant, qui sont contraires à la vérité. Je n'ai fait partie de la direction du P.C.F. ni en automne 1939 ni en été 1940. Je n'étais d'ailleurs même pas membre de son comité central avant le congrès de 1940 et ni de près ni de loin, je n'ai été mêlé aux faits cités dans l'article.

En s'appuyant sur le témoignage de Charles Tillon, sans tenir d'un véritable l'exactitude, les deux auteurs de l'article montrent que la recherche de la vérité historique n'est pas leur souci principal. Quant à la valeur des « témoignages » de Charles

Tillon, il suffit pour en juger de se souvenir de la campagne qu'il mena en 1978 contre l'A.N.A.C.R. et moi-même, campagne dont le caractère mensonger a été démontré par des preuves matérielles irréfutables.

MM. Konopnicki et Renard, auxquels nous avons communiqué la lettre de M. Villon, répondent : « Pierre Villon a, ce jour, n'a pas réfuté le témoignage du militant du Komintern, le marin allemand Jean Valin (sans nommer ni frontiers : J.-C. Leites Ed. 1975) qui établissait ses responsabilités clandestines internationales au sein du Komintern dès la fin de l'année 1930. Homme de confiance depuis cette époque, Villon a lui-même reconnu son rôle de premier plan pendant la dernière guerre : « Durant les derniers mois de la drôle de guerre, je travaillais en liaison directe avec Benoît Frachon », déclare-t-il, dans le livre d'André Guérin La Résistance (Éditions sociales, 2^e page 162).

Nous maintenons notre affirmation et, au témoignage de Charles Tillon, nous ajoutons celui de Jacques Duclos, qui explique comment il a rapidement su s'entourer de collaborateurs fidèles : « Parmi les combattants de la première heure, il y avait également Roger Ginsburger (Pierre Villon) qui avait été collaborateur et pour qui j'avais la plus grande estime... Il fut chargé dès le mois de juillet 1940 de rechercher des imprimeurs susceptibles de travailler pour le parti... » (Mémoires, Fayard Ed. 2^e page 72).

Villon a donc bien appartenu au petit groupe dirigeant le P.C.F. à Paris en juin-juillet 1940. C'est un témoin privilégié et nous sommes en droit d'attendre de lui autre chose que des esquives devant une analyse qui visait moins les hommes que les enjeux politiques. L'œuvre dans l'attitude des responsables parisiens du P.C. en juin 1940.

Villon n'infirme en rien notre démonstration de la coexistence de deux lignes contradictoires mais chacune cohérente, chez les militants communistes, dans cette période cruciale. La violence de son attaque contre Tillon ne fait que confirmer les conclusions présentes de cette contradiction. Conséquences qui se sont manifestées lorsque dix-neuf membres du comité d'honneur de l'A.N.A.C.R. (dont les généraux Debré-Bridel, les généraux Angot, Billotte et de Bollardier, Cassou, Guingoin, Frenaud, Emmanuel, Vercoeur, etc.) ont demandé à Villon, en 1976, que Justice soit rendue à Tillon (voir le Monde du 22 novembre 1978).

Ce qui oblige la direction actuelle du P.C.F. à se taire ou à esquiver (comme l'a fait encore une fois Philippe Manolès dans le numéro du 10 juillet), c'est qu'elle s'est constituée sur le dos de ceux qui, en juin 1940, ont la direction de l'époque, firent alors preuve de clairvoyance politique. Une fois éliminés les témoins gênants, comme Tillon, elle a pu s'attribuer après coup leur mérite. « Il faut savoir », dit Tillon, « que la France a triomphé en face du Parti », disait Thorez.

Les difficultés
de l'Europe communautaire

M. MICHEL JOBERT : pour des
affaires de tomates.

M. Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, écrit dans sa lettre de juillet 1980 :

« Ni les chiffres — du chômage, de la production, des prix, de l'exportation, du niveau de vie — ni le climat général ne sont encore l'adversaire. L'Europe du traité de Rome (1957) s'est défilée ces derniers mois après avoir gaspillé plus de vingt années à se faire. La France de ce septennat n'y a pas peu contribué, en substituant le verbalisme et la manœuvre à la volonté. La force des élections européennes de 1979 montre, un an après, combien on a joué à côté des réalités. Alors qu'il fallait affirmer la liberté de l'Europe, on a été socialement une Assemblée sous pouvoir et essentiellement dépourvue du mysticisme de cette liberté. Après avoir toléré toutes les exigences anti-tomates, la France tourne le dos à sa destinée européenne en refusant l'Espagne et le Portugal pour des affaires de tomates et de haricots verts !... »

Tous ceux qui osent encore parler de la « vocation universelle » de la France — alors qu'on les confronte, de façon si naturelle, avec le 1^{er} d'humanité que celle-ci représente — seraient bien avisés de considérer que cette vocation renaitra avec la pratique d'une démocratie vivante. Alors la France sera un exemple à méditer et à suivre. Sinon le 1^{er} la queue irrémédiablement.

Le Conseil constitutionnel, qui avait été saisi le 5 juin par soixante-dix députés socialistes, a décidé que la loi d'orientation agricole est conforme à la Constitution.

Pour extrait,
M. GUYENARD,
Avocat à la Cour.
R.C.P. CASTEL & GABORY,
Avoués près la Cour.

On ne peut plus
s'intéresser au catholicisme
en ignorant
REVUE
COMMUNIO
existe aujourd'hui en France
une revue catholique de
haut niveau théologique

JUSTICE

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE BROGLIE

La commission spéciale entendra l'inspecteur Roux

La commission spéciale chargée d'examiner la demande de comparution de M. Michel Poniatowski devant la Haute Cour de justice a décidé, jeudi 10 juillet, de convoquer l'inspecteur Roux pour le mercredi 16 juillet (nos dernières éditions). Les commissaires socialistes et communistes avaient exprimé à plusieurs reprises, sans succès, le souhait d'entendre ce policier autour de deux rapports

datés du 1^{er} avril et du 24 septembre 1976, dont le second fait état d'un projet d'assassinat dirigé contre le prince Jean de Broglie. Les représentants de la majorité s'y étaient opposés lors des réunions des 11 et 25 juin. Ils ont brutalement changé d'avis sous la pression de deux commissaires R.P.R., MM. Philippe Séguin (Vosges) et Jean Tiberi (Paris).

L'inspecteur Roux, dont les déclarations sont contradictoires avec celles de plusieurs hauts fonctionnaires de police, et notamment de M. Jean Ducret, directeur de la police judiciaire, a parité d'abandon depuis le début du mois de juillet. Il s'est exprimé dans plusieurs journaux, à la télévision et devant deux députés socialistes membres de la commission, qui ont recueilli son témoignage, en présence d'un huissier, le 2 juillet. M. Roux a dit sans doute, tout ce qu'il avait à dire. Les députés de la majorité peuvent penser qu'il n'ajoutera aucune révélation à celles qu'il a déjà faites, et que l'occasion leur sera donnée de semer le doute sur la crédibilité de ses déclarations. D'autant que la cohérence est parfois défectueuse.

Il n'empêche que l'audition de ce policier apparaît comme un recul des commissaires U.D.F. et singulièrement de M. Gérard Longuet, rapporteur de la commission, qui nous déclarait le 4 juillet : « Dès lors que l'on entendrait l'inspecteur Roux, il faudrait aussi convoquer toute la hiérarchie policière en cause, de M. Ducret à M. Lemaire, l'inspecteur-maternel de M. Roux. Or la commission n'est pas compétente pour refaire l'instruction de l'affaire de Broglie. »

M. Longuet explique aujourd'hui qu'il a accepté de proposer lui-même cette audition pour « crever un abcès ». Le refus de

convoquer M. Roux avait été, en effet, interprété comme une volonté de la majorité d'enterrer l'affaire. « Dès lors que la presse et l'opinion sont informées des déclarations de M. Roux, il serait mal compris que nous ne l'entendions pas », estime M. Longuet. Les informations du policier n'ont, dit-il, qu'un rapport très indirect avec la compétence de la commission. Celle-ci doit répondre à trois questions posées par les socialistes : M. Michel Poniatowski a-t-il vu le secret de l'instruction ? Est-il rendu coupable de dissimulation de documents à la justice ? (Les deux rapports de M. Roux, qui selon les témoignages recueillis par la commission, ne sont montés dans la hiérarchie policière que jusqu'à M. Ducret), et de non-assistance à personne en danger ?

« Malchance »

M. Philippe Séguin, bien qu'il ait « contrainst » Longuet à accepter l'audition du policier, ne tient pas un langage différent de celui du rapporteur. Entendre M. Roux, c'est, pour lui, « dégonfler une vessie », dans la mesure où ce que l'inspecteur a dit jusqu'à présent ne fournit aucun élément de réponse aux trois questions posées. Les commissaires R.P.R. ne doivent pas se donner le ridicule de refuser un témoignage dont les éléments principaux sont sur la place

M. Ducret reconnaît l'existence d'écoutes téléphoniques

(Suite de la première page.)

Fournant l'inspecteur Michel Roux se souvient qu'il a vu une fiche d'écoutes de Bernard André et que dans celle-ci figuraient les termes « contrat » et qu'il y était question d'un personnage important. « Un contrat ? », dira-t-il lors de la confrontation M. Ducret, mais il pouvait s'agir d'un contrat commercial ! », alors que pour un policier un contrat a signifie sans ambiguïté un meurtre.

Le directeur de la police judiciaire a même été plus loin en affirmant que la fiche d'écoutes, postérieure au meurtre du 25 décembre 1976, publiée, mercredi 9 juillet par le *Canard enchaîné* était un « faux », bien que publiée sous le code « Rondo 13 » qui est celui réservé aux écoutes de la police judiciaire. M. Ducret prétend, en effet, que ces fiches ne doivent pas porter la mention « confidentiel » mais « secret-défense », ce qui, selon les spécialistes, est pour le moins discutable.

Quoi qu'il en soit, il est maintenant avéré que Bernard André a été placé sur table d'écoutes (1), ce qui d'ailleurs ne peut se faire qu'avec une autorisation émanant directement du ministère de l'Intérieur, et que ces écoutes n'ont jamais été versées au dossier. De plus, ils sont en général transmis au ministère de l'Intérieur. Oh sont-ils maintenant ? Pour M. Ducret, les fiches d'écoutes sont en principe détruites au bout de deux ans, mais on s'est bien gardé d'en faire état devant le magistrat instructeur. Il sera d'ailleurs intéressant pour M. André Chevalier d'entendre à ce propos le commissaire Marcel Leclerc qui, à l'époque, dirigeait la B.R.I. (antique) et a toujours nié avoir procédé à des écoutes téléphoniques.

L'aveu de M. Jean Ducret ne va guère permettre à l'enquête de progresser mais il illustre une nouvelle fois l'attitude pour le moins ambiguë de la police qui n'en est plus à une contradiction prise dans cette affaire. Les indices s'ajoutent aux indices. La police avait pratiquement tous les éléments en main avant que l'assassinat soit connu. Elle connaît, sait tous les protagonistes de l'affaire. Le 24 novembre 1976, soit un mois avant le meurtre, devant le restaurant Chez Simone, elle avait identifié Guy Simoné, Albert Leyris, Serge Vénére, Simon Kolkowicz et André Bernard. Le 8 décembre 1976, à Marly-le-Roi, devant l'auberge où

les policiers de la B.R.I. qui filaient certains d'entre eux, ont été repérés par Guy Simoné, ils retrouveront Jacques Mégnan et celui qui deviendra le meurtrier, Gérard Frêche. La B.R.I. estimant repérée cessera alors toutes les filatures. Deux jours plus tard, le 10 décembre, la troisième tentative d'assassinat échouera rue Blanche. La quatrième, le 24 décembre, sera fatale à Jean de Broglie.

M. Ducret n'en a pas moins continué d'affirmer devant M. Chevalier que les deux rapports de la direction B.R.I. qu'il avait transmis par M. Roger Poubin, sous-directeur des affaires criminelles à la police judiciaire, étaient « fantaisistes » malgré la qualité des informations apportées par l'inspecteur Roux. Des informations qui permettraient d'arrêter tout le monde. Les jours qui suivirent le meurtre, le commissaire Claude Canoles le sait lui qui prenait connaissance de ces rapports, le 24 décembre 1976, téléphone à l'inspecteur Roux et lui déclare : « Si vous me les amenez, vous êtes un Dieu ! ». Ce fut chose faite !

Les policiers n'en ont pas moins continué d'affirmer sous serment devant le magistrat instructeur qu'ils n'étaient pas au courant du projet d'assassinat. Il faudra que ce soit Albert Leyris lui-même qui le 1^{er} février 1977, et M. Guy Fioch le 1^{er} février 1977, et M. Fioch à M. Ducret dans le cabinet de M. Chevalier, que tous ne s'avez pas mis en contact de ces rapports dont j'ai eu connaissance par ailleurs. » Des rapports dont les policiers du groupe René Douy chargé de filatures de Bernard André connaissent le contenu grâce à l'inspecteur Roux, qui leur en avait parlé.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Le 1^{er} février 1977, M. Michel Poniatowski avait décidé le 16 février 1977, à propos des écoutes téléphoniques, alors qu'il était ministre de l'Intérieur, de ne pas procéder que lors de son arrivée place Beauvau, j'ai demandé communication du 7, d'après des écoutes téléphoniques. J'ai pu constater que celles-ci étaient en ligne augmentées. Sur instruction du président de la République, je me suis alors rendu au centre des écoutes où, en compagnie de mon prédécesseur, j'ai fait écouter des cent quarante-sept écoutes à caractère politique. Depuis, il n'y a plus d'écoutes d'hommes politiques, de journalistes et de syndicalistes. Les seules écoutes sont celles relatives à la criminalité, et particulièrement des affaires de drogue.

publique : c'est ce qu'on a fait valoir à M. Jean Tiberi au cours de la réunion du conseil politique du R.P.R. le 8 juillet. M. Longuet affirmait depuis longtemps qu'il était en mesure de répondre aux trois questions socialistes par la négative. Il l'a montré jeudi en présentant à ses collègues un document qui se veut « note de synthèse » des travaux de la commission et qui, en réalité, apparaît comme un pré-rapport. En quarante et une pages, M. Longuet énumère les faits, les témoignages, les arguments qui lui permettent de conclure à l'innocence de M. Poniatowski et de ficeler l'affaire en trois mots : « malchance » et « coordination insuffisante » des services de police. Pour lui, tous les éléments d'une bavure policière, regrettable et involontaire, sont réunis sans avoir obtenu l'autorisation.

Les socialistes et les communistes récusent ce que M. Pierre Joxe (P.S., Seine-et-Loire) qualifie de « prétendue synthèse ». Tout ce qui contribue — les déclarations de M. Roux y compris — à montrer que M. Jean Ducret a menti sur plusieurs points de détail est signe d'intérêt, selon eux, car susceptible d'ébranler le système de défense de M. Poniatowski qui repose entièrement sur le fait qu'il n'a pas transmis à son police judiciaire M. Ducret, assure qu'il n'a pas transmis à son supérieur hiérarchique, avant le meurtre, le rapport de l'inspecteur — menaces de mort à l'encontre de Jean de Broglie — et qu'en conséquence le ministre de l'Intérieur de l'époque n'a pas pu en avoir connaissance.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Le 30 juin, vers 3 heures du matin, Marina, vingt ans, une de ses amis, dix-huit ans, quittent le quartier de Montparnasse, à Paris, à bord d'une Renault-Alpine. Note, le conducteur de la voiture, roule trop vite. La Renault-Alpine est aussitôt repérée par une patrouille de police. Marina et Véra prennent pour la voiture ne leur appartenant pas, elle a été volée dans la Seine-Saint-Denis.

Commence alors une poursuite dans le quatorzième arrondissement. Vers 3 h. 40, porte de Vanves, les policiers tirent. Six balles, Marina est grièvement blessée. Transportée d'urgence à l'hôpital Beaujon, elle mourra, mardi 1^{er} juillet, des suites de ses blessures.

Selon la sixième brigade territoriale, chargée de l'enquête, « la voiture des malfaiteurs a percuté un véhicule venant en

sens inverse et les policiers ont tiré sur les pneus du véhicule volé. Le conducteur a tenté alors de faire marche arrière pour se dégarer des six émanations et prendre la fuite. »

La famille de Marina a chargé un avocat de porter plainte, convaincu qu'il s'agit d'un « homicide » et non pas d'un concours de circonstances malheureux », comme l'affirment les policiers. La famille Fagès continue de rechercher le chauffeur du taxi, qui avait été témoin de la scène et avait, en outre, déclaré qu'il s'agissait d'un « assassinat ».

Une information judiciaire a été ouverte. L'inspecteur pénal des services (la « police des policiers ») mène également une enquête. Naga, le conducteur a été placé sous mandat de dépôt.

Le 30 juin, vers 3 heures du matin, Marina, vingt ans, une de ses amis, dix-huit ans, quittent le quartier de Montparnasse, à Paris, à bord d'une Renault-Alpine. Note, le conducteur de la voiture, roule trop vite. La Renault-Alpine est aussitôt repérée par une patrouille de police. Marina et Véra prennent pour la voiture ne leur appartenant pas, elle a été volée dans la Seine-Saint-Denis.

Commence alors une poursuite dans le quatorzième arrondissement. Vers 3 h. 40, porte de Vanves, les policiers tirent. Six balles, Marina est grièvement blessée. Transportée d'urgence à l'hôpital Beaujon, elle mourra, mardi 1^{er} juillet, des suites de ses blessures.

Selon la sixième brigade territoriale, chargée de l'enquête, « la voiture des malfaiteurs a percuté un véhicule venant en

sens inverse et les policiers ont tiré sur les pneus du véhicule volé. Le conducteur a tenté alors de faire marche arrière pour se dégarer des six émanations et prendre la fuite. »

La famille de Marina a chargé un avocat de porter plainte, convaincu qu'il s'agit d'un « homicide » et non pas d'un concours de circonstances malheureux », comme l'affirment les policiers. La famille Fagès continue de rechercher le chauffeur du taxi, qui avait été témoin de la scène et avait, en outre, déclaré qu'il s'agissait d'un « assassinat ».

Une information judiciaire a été ouverte. L'inspecteur pénal des services (la « police des policiers ») mène également une enquête. Naga, le conducteur a été placé sous mandat de dépôt.

Le 30 juin, vers 3 heures du matin, Marina, vingt ans, une de ses amis, dix-huit ans, quittent le quartier de Montparnasse, à Paris, à bord d'une Renault-Alpine. Note, le conducteur de la voiture, roule trop vite. La Renault-Alpine est aussitôt repérée par une patrouille de police. Marina et Véra prennent pour la voiture ne leur appartenant pas, elle a été volée dans la Seine-Saint-Denis.

Commence alors une poursuite dans le quatorzième arrondissement. Vers 3 h. 40, porte de Vanves, les policiers tirent. Six balles, Marina est grièvement blessée. Transportée d'urgence à l'hôpital Beaujon, elle mourra, mardi 1^{er} juillet, des suites de ses blessures.

Selon la sixième brigade territoriale, chargée de l'enquête, « la voiture des malfaiteurs a percuté un véhicule venant en

sens inverse et les policiers ont tiré sur les pneus du véhicule volé. Le conducteur a tenté alors de faire marche arrière pour se dégarer des six émanations et prendre la fuite. »

La famille de Marina a chargé un avocat de porter plainte, convaincu qu'il s'agit d'un « homicide » et non pas d'un concours de circonstances malheureux », comme l'affirment les policiers. La famille Fagès continue de rechercher le chauffeur du taxi, qui avait été témoin de la scène et avait, en outre, déclaré qu'il s'agissait d'un « assassinat ».

Une information judiciaire a été ouverte. L'inspecteur pénal des services (la « police des policiers ») mène également une enquête. Naga, le conducteur a été placé sous mandat de dépôt.

Le 30 juin, vers 3 heures du matin, Marina, vingt ans, une de ses amis, dix-huit ans, quittent le quartier de Montparnasse, à Paris, à bord d'une Renault-Alpine. Note, le conducteur de la voiture, roule trop vite. La Renault-Alpine est aussitôt repérée par une patrouille de police. Marina et Véra prennent pour la voiture ne leur appartenant pas, elle a été volée dans la Seine-Saint-Denis.

Commence alors une poursuite dans le quatorzième arrondissement. Vers 3 h. 40, porte de Vanves, les policiers tirent. Six balles, Marina est grièvement blessée. Transportée d'urgence à l'hôpital Beaujon, elle mourra, mardi 1^{er} juillet, des suites de ses blessures.

Selon la sixième brigade territoriale, chargée de l'enquête, « la voiture des malfaiteurs a percuté un véhicule venant en

SOIXANTE-HUIT MORTS EN MARS 1973

L'État est jugé partiellement responsable de la catastrophe aérienne de Nantes

Le ministère de la défense fait appel

Rendu partiellement responsable d'un accident d'avion, par un jugement du tribunal de Nantes en date du 8 juillet, l'État français a décidé d'interjeter appel devant le Conseil d'État, a annoncé le ministère de la défense (« Le Monde » du 11 juillet).

Le tribunal administratif de Nantes a jugé l'État français responsable à 35 % dans la collision, entre deux avions espagnols, qui avait provoqué la mort de soixante-huit personnes, au sud de Nantes, le 5 mars 1973 (le Monde du 10 juillet). « La maîtrise insuffisante du personnel militaire » qui avait pris le relais des agents de l'aéronautique civile en grève, et « l'adaptation du plan Marot à la circulation aérienne civile » sont, pour les juges de Nantes, « en partie » responsables de l'accident. Le pilote d'un des avions espagnols est déclaré responsable à 15 % de l'accident pour avoir amorcé un virage sans en avoir obtenu l'autorisation.

Le lundi 5 mars 1973, à 12 h. 55, dans la région de Nantes, au-dessus de Montlaur-en-Vendée, deux avions commerciaux espagnols entrent en collision : un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aéronefs, un DC-9 de la compagnie Iberia et un Concorde de la compagnie Spantax. Le premier appareil qui se rendait de Palma à Londres, s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude ; soixante-huit personnes qui étaient à bord périssent. Le second appareil, qui reliait Madrid à Londres, touché à l'ail gauche, se posa en catastrophe sur l'aéroport militaire de Cognac : ses quatre-vingt onze passagers sortent indemnes de l'accident.

C'est à l'armée de l'air qu'il était alors provisoirement confié l'entretien du trafic aérien. Pour répondre à la grille des aér

Le Monde

jours d'été

L'HEXAGONE EN DIAGONALE

par JEAN-MARC THÉOLLEYRE

Vélos, biclous, bécanes

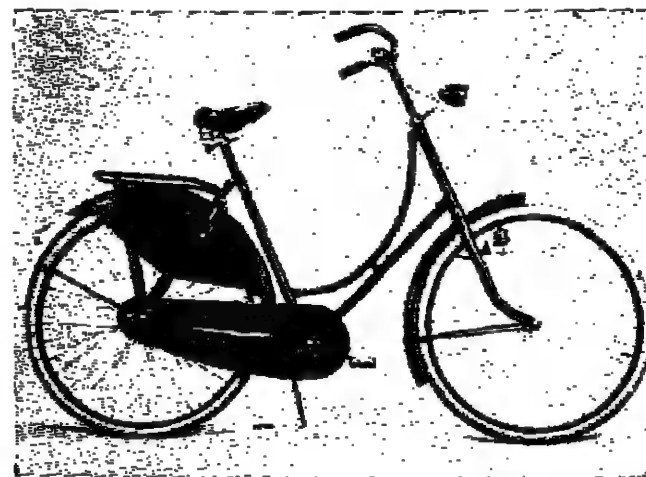
Tout au long de sa route qui le mène de Givet à Hendaye, Jean-Marc Théolleyre a pu constater qu'il y avait en France cyclistes et cyclisme, cyclisme et cyclisme. Pour tout dire, qu'il y avait un cyclisme parisien et un cyclisme provincial. Les uns le pratiquent comme un sport à la mode, les autres enfourchent leur vélo sans même s'en rendre compte et sans « uniforme » particulier. La bicyclette elle-même est plus souvent un outil qu'un produit de haute couture là (voir « Le Monde » depuis le 1^{er} juillet).

une serait d'abord un sport et pour les autres d'abord une école de vie et de conduite. Alors ?

Alors rien. La France des campagnes vit loin de ces agitations, de ces bouches pincées, de ces concentrations. Elle se méfierait plutôt de ce cyclisme qui lui paraît singulier, qu'elle ne prend pas tellement au sérieux et qui même la rendrait plutôt méfiante. Le sien est tout différent, à ras de terre. Il ne se pratique pas en cuissard noir, en maillot de couleur, avec des chaussures spéciales, et sur des machines sorties des ateliers d'artisans réputés aux prix et pratiques de la haute couture. Chez elle on pédale modestement, la casquette ou le chapeau de paille sur la tête, et le plus souvent l'outil sur l'épaule. On le fait toujours sur le même chemin, sur le même parcours. Il conduit de la maison à la boutique du boulanger, de l'épicerie, du boucher, juste avant midi, il conduit de la maison à l'école. Mais cela peut faire 20 kilomètres tous les jours et au bout de l'an représenter une distance que peuvent envier bien des mormons du dimanche, appliqués à comptabiliser et à se sentir fiers d'avoir accompli en tout et pour tout 2 000 ou 3 000 kilomètres. C'est du vélo ordinaire, de la bicyclette prosaïque, à petit train, sans ostentation, quelque chose qui fait partie de l'ordinaire des jours, comme la sonnerie du réveil, le travail, le souci du lendemain ou la brève satisfaction du soir. Il n'y a pas de quoi faire le malin. Ce vélo-là sent son âge, pèse son poids. Il comporte les trois vitesses d'autrefois et pas toujours. Il est un outil parmi les autres, qu'on accote devant la maison ou dans le hangar. Aurait-on l'idée d'en faire tout un plat et même seulement un sujet de conversation ? Un vélo, c'est un vélo, un point c'est tout et l'on s'en soucie autant que d'une guigne. On sait bien d'ailleurs

qu'il est inutile de le surveiller, de le couvrir, de le bichonner. Une goutte d'huile lui suffit de temps en temps pour qu'il fasse son office sans trop rechigner, grincer, regimber. Le plus souvent il est sans couleur, sans âge, de facture ancienne. Il faut vraiment venir d'ailleurs pour remarquer cela. La France des campagnes adopte envers la bicyclette l'attitude raisonnable que n'importe qui adopte vis-à-vis de ses chaussures : c'est pratique, indispensable, utile mais cela n'a rien de particulièrement exaltant. Alors vraiment non ce n'est pas avec elle qu'on va rêver, poétiser, et moins encore, raconter sa vie. Ce n'est pas avec elle que viendrait l'idée de traverser la France, de parcourir 1 000 ou 2 000 kilomètres à la file, pas même 500, pas même 100. La nature, l'odeur des champs, les feux des feuilles, la brûlure du soleil, les giffes de la pluie, on connaît par obligation. C'est la vie d'un bout à l'autre de l'année et cela suffit bien. Non vraiment le cycliste pour le plaisir n'est pas de mise ici. Il faut qu'il l'admette. Il en est un peu triste, un peu déçu. Il croyait...

Oh ! non, il ne croyait pas se faire remarquer, admirer, produire son petit effet. Il pensait seulement parler un peu, goûter le réconfort de la causerie sans façon, la satisfaction de se faire comprendre et de comprendre les autres. Mais ces cyclistes des villages, sans lui faire vraiment grise mine, n'ont rien à lui dire. Ils le regardent comme quelqu'un venu d'ailleurs ou de nulle part, qui a sûrement du temps à perdre. Pourtant Paul de Vivio, dit Vélocio, le père conscript, l'apôtre, le patron vénéré de la gente cyclotouriste, n'avait-il pas écrit de son temps ces fortes affirmations : « Mettez un vélocipède entre les jarrets du premier venu et vous développerez dans l'esprit de cet homme une manière nouvelle de voir, de comprendre, d'apprécier les



Modèle « Favoriet » de la marque néerlandaise Batavus. Bicyclette dite de « ville » d'un pays où ce moyen de locomotion fait partie intégrante de la vie de tous les jours. (Photo tirée du livre « Le Vélo », de Jean Darry, Éditions Denoël, 140 francs environ).

événements, les êtres, les choses qui chaque jour passent à sa portée : il les verra dans un nouvel esprit et sa façon de les juger en sera modifiée sensiblement.

Certes, mais papa Vélocio parlait pour des hommes comme lui, pour ceux qu'il invitait à pédaler précieusement parce que ce n'est pas pour eux nécessité. Il leur fixait des règles, des commandements dont se moquent les usagers naturels de la bicyclette. Ceux-là n'ont pas besoin de préceptes qui ne sont pas faits pour eux, parce qu'ils ne sont pas à la recherche de ce plaisir de rouler dont ils se moquent bien. Alors foin pour eux de préceptes sans objet. Foin de hautes courtes afin de ne pas laisser tomber la pression, de repas légers et fréquents, de manger avant d'avoir faim, de boire avant d'avoir soif. Ils savent bien eux qu'ils n'iront jamais jusqu'à la fatigue anormale qui se traduit par le manque d'appétit et de sommeil. Ils savent d'instinct se couvrir avant d'avoir froid, se découvrir avant d'avoir chaud et pour ce qui est d'exposer son épiderme au soleil, à l'air et à l'eau n'est-ce pas la plus

naturelle des choses pour l'homme des champs ? Quant à ne pas pédaler par amour-propre, s'il en est qui ne risquent pas de succomber à cette tentation, c'est bien eux. Car les autres ont beau dire, avec Vélocio ils ne font que cela. Un autre ancien du cyclotourisme, le Dr. James Ruffiev, ne s'y trompait d'ailleurs pas. Il répondait gentiment et malicieusement à Vélocio : « M. de Vivio, vous nous racontez vos randonnées ; vos récits sont tout vibrants de la fierté que vous éprouvez à « kilométrer », malgré les ans, à vaincre les côtes, le vent, à affronter la pluie, à vous distinguer, en noble et merveilleux exemple, de la tourbe des lâches et des paresseux, qui composent, vous le savez comme moi, le grand fonds de l'espèce humaine. Alors, comme les camarades, vous pédalez par amour-propre. Et c'est très bien. »

Lundi :

UN DIMANCHE
LE BOUT DU CHEMIN...

A BICYCLETTE



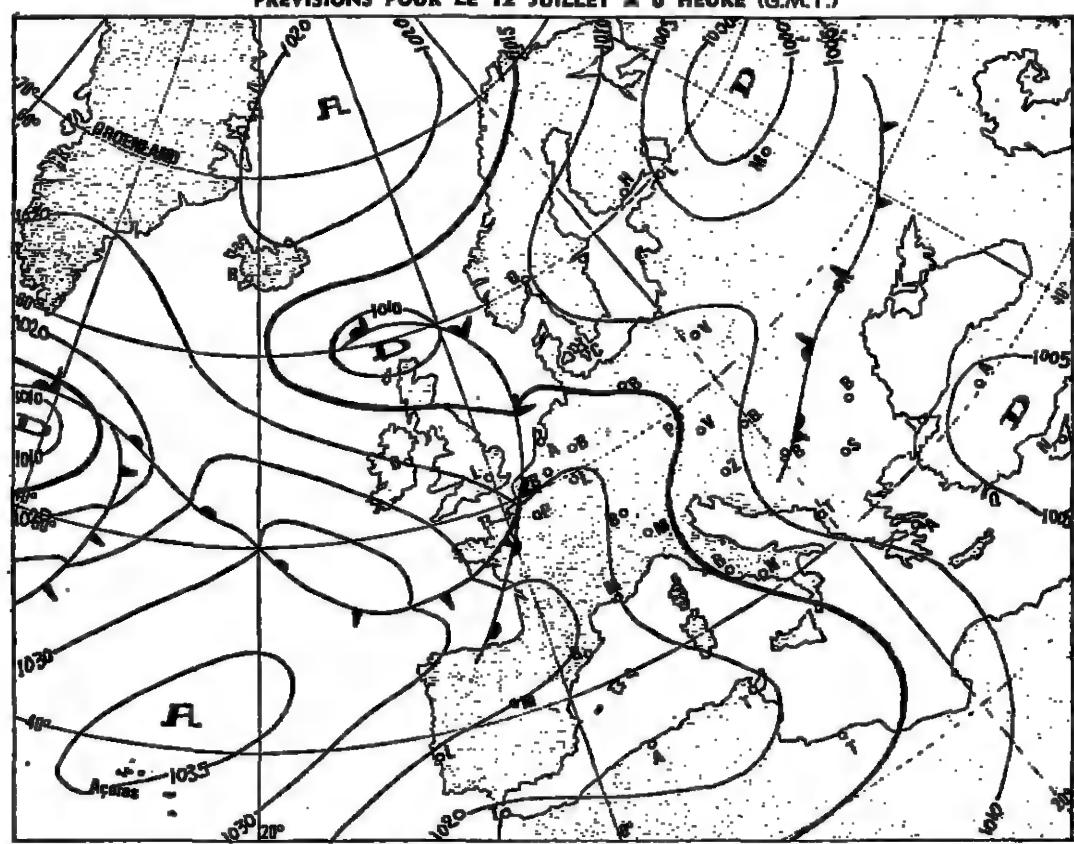
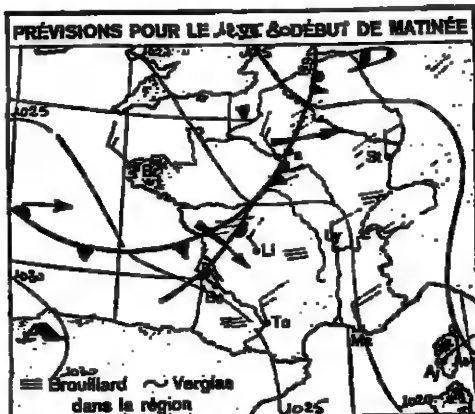
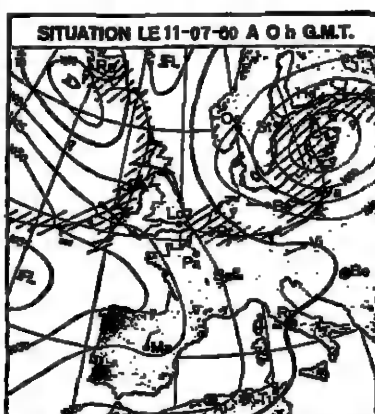
Toujours Zola

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Raymond Martin dans le style de Ruffiev

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉO



14 JUILLET

Les services ouverts ou fermés

PRESE. — Les quotidiens parisiens paraîtront normalement le 14 juillet.

GRANDS MAGASINS. — Les grands magasins parisiens seront fermés le lundi 14 juillet.

BANQUES. — Elles seront fermées du vendredi 11 au soir au mardi 15 juillet au matin (pour les banques habituellement fermées le samedi et pour celles fermées le lundi).

P.T.T. — Les bureaux de poste seront fermés le lundi 14 juillet, et il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile. Toutefois, seront ouverts les bureaux qui le sont habituellement le dimanche, la vente des timbres-poste au détail ainsi que, jusqu'à 11 heures, la distribution au guichet des objets de correspondance en instance ou adressés soit poste restante, soit aux abonnés des boîtes postales.

R.A.T.P. — Service réduit des dimanches et jours fériés le lundi 14 juillet.

ALLOCATIONS FAMILIALES. — Les guichets et services d'accueil situés à Paris (15^e, 13^e et 9^e arrondissements), Nanterre (92), Saint-Denis (93), Rosny-sous-Bois (93), Pantin (93), Maisons-Alfort (94), Garges-lès-Gonesse (95), Saint-Quentin-en-Yvelines (78), seront fermés au public du vendredi 11 juillet, à 12 heures, au mardi 15 juillet au matin. Cependant, le vendredi 11 juillet après-midi, les centres de diagnostic et de soins ainsi que les cliniques dentaires resteront ouverts aux heures habituelles.

SÉCURITÉ SOCIALE. — Les guichets resteront ouverts dans les centres de paiement ou dans les services chargés de régler les prestations au public le ven-

dredi 11 juillet jusqu'à 14 heures. Pour les prises en charge et les renseignements, une permanence sera assurée jusqu'à 15 h. 30. Les centres et services seront fermés le lundi 14 juillet et ouvriront aux heures habituelles le mardi 15 juillet.

MUSÉES. — Les musées de l'Hôtel national des Invalides (Musée de l'Armée, Dôme-Royal, église Saint-Louis) seront ouverts le samedi 12, dimanche 13 et lundi 14 juillet, sans interruption, de 10 heures à 18 heures. Au cours de ces trois journées, le public pourra avoir accès au tombeau de Napoléon jusqu'à 19 heures. La projection permanente de documentaires et de films sur les deux derniers conflits mondiaux aura lieu dans la salle de cinéma du Musée de l'Armée, chaque après-midi, de 14 heures à 18 heures. Le musée des plans-reliefs sera fermé le dimanche matin, mais ouvert à partir de 14 heures, ainsi que le samedi et le lundi toute la journée.

Le musée Marmottan, le Palais de la découverte et la Bibliothèque nationale seront fermés le lundi 14 juillet.

Le Musée des arts décoratifs est fermé jusqu'à l'automne pour travaux.

Le Centre Georges-Pompidou sera ouvert le samedi 12, dimanche 13 et lundi 14 juillet, de 10 heures à 22 heures.

Les expositions du Grand Palais seront ouvertes, de 14 heures à 20 heures, le 14 juillet.

SPECTACLES. — Voir le programme des spectacles, pages 24 et 25.

LOISIRS. — On peut obtenir une sélection des loisirs à Paris durant la semaine en appelant le 720-94-94 (informations en français) et le 720-98-98 (informations en anglais).

(Lire, page 11, l'article de Jacques Isnard.)

PARIS EN VISITES

SAMEDI 12 JUILLET

« Fonctionnement du Centre Pompidou », 11 h., métro Rambuteau, Mme Oswald.

« Dourdan et Saint-Sulpice de Favières », 13 h. 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Garnier-Ahlberg.

« Château de Malmaison-Lafayette », 15 h., au château, Mme Bouquet des Chaux.

« Hôtel de Sully et place des Vosges », 15 h., métro Saint-Antoine, Mme Oswald.

« Le Marais illuminé », 21 h. 30, métro Saint-Paul, Mme Oswald (Colonne nationale des monuments historiques).

« Palais de Tokyo : le Yémen », 15 h., 25, avenue du Président Wilson (d'Art pour tous).

« Les arènes de Lutèce, la Contrescarpe », 15 h. 15, 5, rue de Navarre, Mme Barlier.

« L'Opéra, au dix-neuvième siècle », 14 h. 30, devant l'entrée, Mme Ragueneau.

« L'Académie française et les autres académies », 15 h. 30, quai de Conti, Mme Reynaud.

« Hôtels du Marais illuminés », 21 h. 30, métro Pont-Maria, Mme Ragueneau (Connaissance d'Art et d'Architecture).

« Le Sénat-Palais du Luxembourg », 15 h., 2, rue de la Harpe, Mme Ragueneau.

« De la Concorde à l'hôtel de la Paix », 15 h., statues de Strasbourg, place de la Concorde, Mme Ragueneau.

« Notre-Dame de Paris, Rose-Croix, Bouddhisme », 15 h., métro Cité, Mme Haullier.

« Le Marais illuminé », 21 h. 30, métro Saint-Paul, Mme Haullier.

« Parties hautes de Notre-Dame », 15 h., grille du jardin, à droite, Mme de La Roche.

« Le quartier Maubert l'université de Paris au treizième siècle, Saint-Séverin, Saint-Julien-le-Pauvre », 15 h., métro Maubert (Lutèce visites).

« Étrange quartier Saint-Sulpice », 15 h., métro Saint-Sulpice (Séjour du passé).

« Le village de Pissy », 15 h., métro Pissy (Paris Income House).

« Marais tocoum, l'abbaye de Maubuisson », 12 h. 2, rue de Sévigné, M. Teyssie.

« Les résidences françaises », 11 h., Grand-Palais, entrée de l'exposition (Village de Paris).

« Le Vieux Montmartre », 14 h. 30, métro Abbesses, Mme Rouch-Gain.

« Le Marais éclairé », 21 h., métro Pont-Maria, Mme Rouch-Gain.

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 11 juillet à 6 heures et le samedi 12 juillet à 24 heures :

Un courant de nord-ouest persistera de l'océan Atlantique à l'Europe occidentale sur la face nord des hautes pressions qui persisteront au nord des Açores. Dans ce courant, la perturbation atlantique, qui aborde les îles Britanniques, traversera notre pays en s'atténuant. Elle sera peu active, en particulier sur nos régions du Midi. Samedi, sur nos régions méditerranéennes, le temps sera nuageux avec des éclaircies, plus belles sur les régions méditerranéennes. La matinée sera parfois brumeuse sur le bassin Aquitain et les vallées pyrénéennes. Les vents de nord-ouest resteront modérés à assez forts du golfe du Lion à la Corse. Les températures diurnes s'élèveront un peu.

Sur le reste de la France, les nuages seront encore assez abondants et la matinée sera souvent brumeuse du Massif Central au Nord-Est et au Centre-Sud. Quelques pluies isolées tomberont le matin des Ardennes aux Charentes et le soir du nord du Massif Central aux Vosges et au nord des Alpes. Des éclaircies un peu plus nombreuses se développeront cependant de la Manche au Languedoc. Les vents de nord-ouest seront faibles à modérés. On notera des hausses locales de température, mais les nuages resteront encore inférieurs aux normales saisonnières.

Le vendredi 11 juillet, à 6 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1022,4 millibars, soit 766,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 juillet ; le second, le minimum de la nuit du 10 au 11) : Alaccio, 23 et 12 degrés ; Biarritz, 18 et 14 ; Bordeaux, 18 et 11 ; Bourges, 18 et 11 ; Clermont-Ferrand, 18 et 10 ; Coen, 17 et 12 ; Cherbourg, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 18 et 12 ; Dijon, 18 et 12 ; Grenoble, 15 et 10 ; Lille, 13 et 11 ; Lyon, 16 et 11 ; Marseille, 24 et 16 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 12 et 11 ; Paris-La Bourget, 17 et 12 ; Pau, 17 et 12 ; Perpignan, 23 et 15 ; Rennes, 18 et 12 ; Strasbourg, 18 et 12 ; Tours, 18 et 12 ; Toulouse, 19 et 12 ; Point-à-Pitre, 23 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 14 degrés ; Amsterdam, 18 et 12 ; Athènes, 24 et 22 ; Berlin, 18 et 15 ; Bonn, 18 et 13 ; Bruxelles, 14 et 12 ; Le Caire, 35 et 21 ; Casablanca, 24 et 18 ; Copenhague, 21 et 14 ; Genève, 14 et 8 ; Lisbonne, 27 et 15 ; Londres, 15 et 8 ; Madrid, 24 et 10 ; Moscou, 24 et 13 ; Nairobi, 22 et 12 ; New-York, 27 et 21 ; Palma-de-Majorque, 26 et 13 ; Rome, 23 et 15 ; Stockholm, 24 et 13 ; Téhéran, 28 et 22.

TEMPS PROBABLE JUSQU'AU 13 JUILLET

Les faibles pluies qui auront traversé le pays au cours de la nuit s'élèveront vers l'Italie. La journée sera le plus souvent nuageuse, mais des éclaircies se développeront plus nombreuses sur la moitié sud. Elles seront moins prédominantes sur les côtes méditerranéennes. Quelques brumes matinales pourront persister assez tard sur le sud-ouest et le centre. Les vents seront toujours modérés de nord-ouest et les températures varieront peu. En soirée, arrivée par l'ouest d'une nouvelle zone pluvieuse sur les côtes atlantiques.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 11 juillet 1980 :

DES DÉCRETS

● Portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'État et modification de l'indice pour le calcul du minimum de pension ;

● Approuvant ou modifiant trois cahiers des clauses techniques générales applicables aux marchés publics d'articles textiles.

meubles
Chapo en bois massif

Galerie Chapo :
Mégasalon principal
14 bis rue de Valenciennes 75005 Paris
Tél. 331-23 18

Foyers des Halles
14 bis rue de Valenciennes 75005 Paris
Tél. 331-23 18

Gordet
Rue de St Sulpice 75006 Paris
Tél. 192-72-02-35

JEUX

La locution oubliée

« C'est la lance d'Achille »

Solution du problème n° 5

La proposition n° 1 constituait la bonne explication au sens de la locution. En ce qui concerne les circonstances exactes de l'affaire, rappelons que nous sommes ici dans le domaine de la mythologie (du grec *mythos*, « fable, légende »). Nos lecteurs ne s'étonneront donc pas des diverses hypothèses avancées ci-après : en route pour Troie, les Grecs se seraient trompés de route et, se croyant en Phrygie, auraient envahi la Mysie. D'autres « historiens » pensent que les Grecs débarquèrent sciemment en Mysie, voulant, avant d'attaquer Troie, abattre la puissance des Mysiens. Téléphos, donc, se porta au-devant des envahisseurs. Après avoir tué beaucoup de Grecs, Téléphos s'enfuit quand Achille se présenta... et se prit le pied dans un cep de vigne (peut-être traitreusement mis là par Dionysos, mais ce n'est pas une certitude). Achille le blessa alors d'un coup de lance.

Lorsque les Grecs revinrent, quelques années plus tard, de nouveau en route pour Troie, la blessure de Téléphos n'était toujours pas guérie. Un oracle — certains disent Apollon — lui avait prédit qu'il serait guéri par « ce qui l'avait blessé ». Déguisé en médecin, Téléphos se rendit auprès des Grecs, auxquels il offrit ses services afin de guérir leur flotte jusqu'à Troie — si Achille consentait à le guérir. Achille (ou Chiron ?) mit donc sur la blessure un peu de la rouille qui se trouvait sur sa lance, et Téléphos guérit. Ce dernier, respectant sa promesse, mena les Grecs à Troie.

Il faut ajouter que le nom d'Achille a été donné à une plante — l'achillée — avec laquelle le héros grec... aurait guéri Téléphos. Alors ? Plante ou rouille ? Ou bien onguent fait à partir de ces deux « ingrédients » ? Qui l'a ?

JEAN-PIERRE COLIGNON.

Le « portrait chinois »

Problème n° 6

Le « portrait chinois » — plus connu sous le nom de « Si c'était... » — consiste à faire deviner le nom d'un personnage, réel ou mythique, grâce aux réponses fournies aux questions exprimées sous la forme « Si c'était... un animal, lequel serait-ce ? », « Si c'était... un film, lequel serait-ce ? ». Le portrait est dénommé « chinois » d'après l'acception de « chinoiserie » au sens de subtilités, complications.

Toutes les réponses font appel aux jeux de mots, aux calembours, fondés très souvent sur la polysémie des mots, et à l'érudition... souriante.

1. Si c'était un livre ?
— De la Terre à la Lune ou Cinq semaines en ballon, de Jules Verne.
2. Si c'était un film ?
— Géant, de George Stevens (américain, 1956).
3. Si c'était un monument ?
— Le Panthéon.
4. Si c'était un pays ?
— La Bohême.
5. Si c'était une voiture ?
— Une Talbot.
6. Si c'était un aliment ?
— Du chocolat en plaques ; des lentilles aussi.
7. Si c'était une couleur ?
— Sépia ou une couleur dorée.
8. Si c'était une qualité ?
— L'objectivité.
9. Si c'était des fleurs ?
— Des capucines.
10. Si c'était une grande école ?
— Polytechnique.

(Solution dans nos éditions de lundi.)
(Les mots croisés sont en page 18.)

LOTO TIRAGE N° 28 DU 9 JUILLET 1980

11 14 29 38 41 45

NUMERO COMPLEMENTAIRE 18

6 BONS NUMEROS	14	662 329,60 F
5 BONS NUMEROS	44	105 370,60 F
5 BONS NUMEROS	1 610	8 639,00 F
4 BONS NUMEROS	82 808	167,90 F
3 BONS NUMEROS	1 660 097	12,10 F

PROCHAIN TIRAGE LE 17 JUILLET 1980

VALIDATION JUSQU'AU 16 JUILLET 1980 APRES-MIDI

● Comme il est de tradition les matinées du 14 juillet, à 14 heures, à la Comédie Française et à l'Opéra seront gratuites. Salle Richelieu, les comédiens français joueront la *Nuit des rois* de Shakespeare dans la mise en scène de Terry Hands. Au Palais Garnier sera présenté l'opéra *Les Noces* de Fauré de Mozart, dans la mise en scène de Giorgio Strehler. Le chef d'orchestre, sir Georg Solti, ainsi que les artistes ont accepté

d'abandonner leur cachet, « par amitié » pour l'administrateur sortant de l'Opéra de Paris, M. Rolf Liebermann. Cette représentation au début de laquelle la *Marseillaise* sera jouée par l'orchestre dans la version de Marius Constant, sera en effet la dernière de son mandat. A l'issue du spectacle sur le plateau et rideau baissé, M. Liebermann fera ses adieux à tous les personnels artistiques, techniques et administratifs.

georges rech
homme
quitte la rive gauche

SOLDES EXCEPTIONNELLES
jusqu'au 31 juillet
avant fermeture

Georges Rech, 74, rue de Seine, Paris 6.

هكذا من الأصل

JEUX?

La location oubliée
« C'est... »

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

La Grèce dans le sillage d'un bateau-buissonnier

VACANCES
EUROPÉENNES

VU DE CHEZ EUX

NOS AMIS LES FRANÇAIS

par CONSTANTIN CALLIGAS (*)

PARMI les touristes étrangers, les Français sont ceux qui ont les plus grandes affinités avec la culture, l'histoire et le caractère même des Grecs ; sur le plan du tempérament et des attitudes — des qualités et des défauts — ils sont plus proches des Hellènes que n'importe quel autre peuple occidental. Malgré de petites grognons, on s'aime et on s'entend assez bien. Les Grecs se plaignent parfois de la baisse du « niveau qualitatif général » (comportement et pouvoir d'achat à la fois) et d'une « massification » progressive des touristes français au fil des années. Les Français, à leur tour, se plaignent parfois d'une dégradation de la qualité des services et des comportements (excellente jusqu'au milieu des années 60) inversement proportionnelle à l'augmentation spectaculaire du

volume quantitatif du tourisme étranger en Grèce durant les vingt dernières années.

Mais tout cela semble secondaire ; on revient toujours. La Grèce compte des fidèles à toute épreuve dans toutes les couches de la société française. Les chiffres de cette année, difficile entre toutes, le prouvent.

En effet, tandis que le volume global du tourisme étranger en Grèce marque une baisse de 11,2 % sur les quatre premiers mois de 1980, par rapport à la même période de l'année précédente, le nombre des touristes français qui ont visité la Grèce du 1^{er} janvier au 30 avril 1980 est de 11 % supérieur à celui de la même période de 1979, plus précisément 49 000 contre un peu plus de 43 000 pendant les mêmes mois de l'année précédente.

Malgré la crise

On ne peut évidemment tirer de conclusions sur le volume total du tourisme français en Grèce pour toute l'année 1980 à partir de ces données. Elles sont cependant caractéristiques. La conjoncture économique défavorable a un effet certain sur le volume global du tourisme extérieur français, comme il arrive dans tous les pays du monde industrialisé, mais cet effet ne semble pas se manifester sur le courant touristique français vers la Grèce, du moins pour le moment.

C'est, peut-on dire, le phénomène inverse qui se produit, car, pendant l'année 1979, lorsque la conjoncture économique était meilleure, le nombre de touristes français qui venaient en Grèce fut de 8 % inférieur à celui de l'année 1978 (319 483 en 1979 contre 347 827 en 1978). En pourcentage, les touristes français représentaient 6 % de la totalité du tourisme étranger en Grèce durant l'année 1979 contre 7,7 % pour l'année 1978. Cette année, tandis qu'on escomptait une baisse ultérieure en raison de la dégradation de la conjoncture économique et de la tendance déclinante manifestée pendant l'année dernière, nous assistons, comme on l'a vu, à une hausse.

À Athènes, on avance deux raisons pour expliquer ce phénomène. L'une, c'est que la Grèce, pays peu éloigné de la France, reste encore l'un des moins chers d'Europe. La seconde, c'est que le tourisme français en Grèce a déjà une longue tradition et une infrastructure large et solide à la fois. Plusieurs bureaux de

voyage et de tourisme en Grèce sont spécialisés dans le « tourisme français », tandis que de grandes installations touristiques, gérées par des entreprises françaises ou franco-grecques, sont réservées presque exclusivement aux Français.

La composition sociale des touristes français qui viennent en Grèce a subi des mutations au cours des vingt dernières années. Pendant les années 50 et les premières années 60, le tourisme français en Grèce était marqué par la présence de personnes appartenant aux classes aisées. Au fil des années, et surtout à partir du milieu des années 60, la masse des touristes français augmente et devient plus « populaire ». Actuellement, elle est composée en majorité de cadres, d'employés, d'ouvriers, qui voyagent en groupes organisés. Cependant, le public des croisières (circuit historique avec conférences d'histoire et d'archéologie à bord et sur place), qui constitue une minorité, est d'un niveau qualitatif et culturel plus élevé que la moyenne.

Une catégorie relativement nouvelle est celle de groupes d'agriculteurs français organisés par l'agence filiale du Crédit agricole en collaboration avec les coopératives agricoles grecques. Ils s'agit de week-ends prolongés pendant lesquels le voyage d'agrément est combiné avec des visites dans des entreprises agricoles du pays. Voyages dans un marché commun à venir.

(*) Editorialiste au quotidien Kathimerini.

Des îles, la Grèce en compte un bon millier, peut-être davantage ; les candidats à l'aventure marine n'ont que l'embarras du choix. Aussi, pourquoi les pousser vers des rivages trop « connus », les inviter à poser sac à terre à Égine, à Poros, si proches d'Athènes qu'elles ont perdu toute dignité, toute authenticité ?

Plonger d'un goîle à l'autre, d'une île à l'autre, sans parti pris, relâcher ici ou là sans se savoir attendu, guetté par des boutiquiers avides, tel est le charme discret d'une croisière en voilier sur le versant grec de la Méditerranée. Pour peu que

Kés, la « Cyclade » la moins éloignée du Pirée, résiste encore. Pour combien de temps ? Ses habitants, que le travail des peaux et du métal ne nourrit plus, songent aujourd'hui à tirer quelque revenu du tourisme. Rien, pour le moment, ne trahit

Souvent, l'essentiel se passe derrière cette façade en trompe-l'œil. Il faut savoir s'en éloigner, marcher au milieu des champs de coquelicots, oublier un instant la mer pour la redécouvrir tout autre, étale et silencieuse, au sommet d'un village-belvédère et mesurer ainsi, en plein ciel, l'infime petitesse des choses.

Parfois, comme à Kythnos, découragé par la laideur du mouillage, on se rabat sur l'abri de l'escale. Pourtant, l'autobus, qui attend à quai, conduit à Driopla, un village d'une beauté simple et douce qui vit au rythme du mulet, insensible au temps qui passe.

À établir si, pour aborder leur terre, on a dû, comme eux, jouer avec les vents capricieux et les courants contraires. Entre gens du même monde, on finit toujours, malgré l'obstacle de la langue, par se comprendre et s'apprécier.

Au port, barques de pêche et voiliers de plaisance nouent leurs amarres au même anneau. À l'écart des ferries et des hydroglisseurs. Ceux qui affrontent la mer pour le travail et ceux qui la sillonnent pour le plaisir donnent l'impression de se connaître. Quelle meilleure introduction que celle d'un marin des Cyclades pour partager la vraie vie des îles !

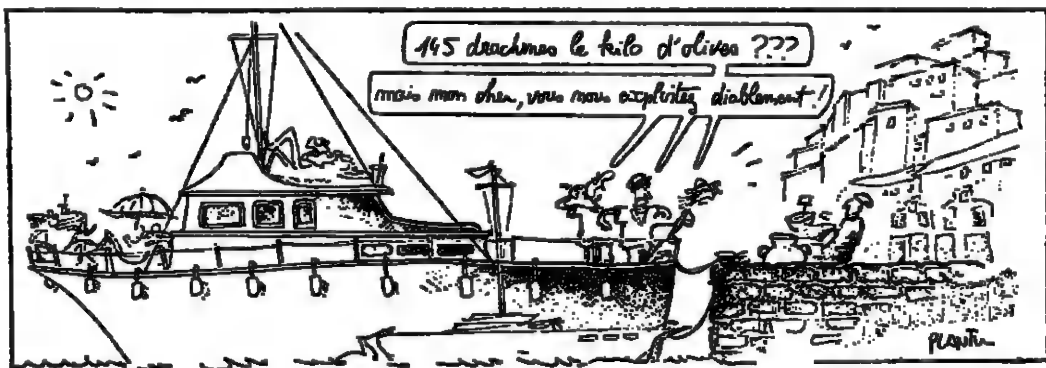
Le hasard des rencontres et des conversations peut ainsi modifier le plan de navigation. Un coup de cœur est si vite arrivé en mer Égée, qui modifie l'itinéraire que l'on se proposait de suivre. Qu'importe ! Le tout n'est pas d'« avaler » des îles au pas de charge, de les traiter à la hussarde.

Au demeurant, la météo est à même de calmer les ardeurs des plaisanciers les plus avisés. Le Méditerranéen peut les contraindre à chercher refuge dans une crique, à naviguer la nuit, quand s'agit de venir d'été, à marcher au moteur lorsqu'il n'y a pas un souffle d'air. La mer Égée n'est pas toujours bonne fille.

Mieux vaut donc, dans ces conditions, faire le bateau-buissonnier. Une croisière n'est pas une régate. Elle est un mélange imprévu de plaisirs marins et d'agréments terrestres.

En Grèce — où terre et eau s'entrelacent avec subtilité — plus que partout ailleurs.

JACQUES DE BARRIN.



(Dessin de PLANTU.)

L'on veuille bien s'écarter du sillage tracé par les « vapeurs » réguliers et les bateaux de croisière.

Sauver Poséidon au large de Sounion, qui le regretterait, alors que le soleil couchant baigne les colonnes de son temple ? Mais à quel bon mouiller au pied de ce sanctuaire pour y découvrir une Grèce triviale : H.L.M. du bord de l'eau, flottille de pédalos, baigneurs « masoutés ».

vraiment cette intention. Si ce n'est un bric-à-brac de souvenirs qui commande l'entrée du village, accroché au sommet de la montagne.

Une île n'est pas seulement un port, une rangée de quelques maisons soigneusement blanches à la chaux à l'approche de l'été, un décor d'opérette pour marins en mal de terre. La croisière ne s'arrête pas le long d'un quai, ni même au bord d'une plage.

Parfois, comme à Hydra, agacé par la gent marchande, on se rabat sur le lever l'ancre aussitôt. Pourtant, l'ascension vers le monastère du Prophète Elias et l'accueil bon enfant de la secour touristique font rapidement oublier les « brutalités » commerciales d'un bas.

Avec ces filets dont, pour la plupart, la mer est le gagnepain, le contact est plus facile

AVANT LE DÉPART

Transports

● AVION. — Le tarif normal en classe tourist Paris-Athènes (aller-retour) s'élève à 2 770 F. La formule du « vol vacances », malgré ses inconvénients (durée de l'escale, retour non remboursable), se révèle très intéressante puisqu'elle coûte seulement 1 400 F. Du côté des charters, deux exemples doivent être cités : celui du Point de Mithousses dont les tarifs varient de 880 F à 990 F selon les dates de départ ; celui d'Air Grèce qui demande 1 300 F au mois de juillet et 1 400 F au mois d'août.

● Atr France (730-70-50), Olympia Airways (750-57-50), Le Point de Mithousses (89-45-14-61), Air Grèce (245-72-05).

● CAR. — Hormis le stop, l'autocar semble être la formule la plus économique pour se rendre en Grèce. La formule du Maglo-Bus, qui laisse au voyageur toute liberté pour ses dates de retour coûte 660 F (aller-retour).

● Maglo-Bus (267-51-70).

● BATEAU. — Le passage en ferry vers Patras peut débiter à Venise (à partir de 495 F pour une personne en aller simple et de 402 F pour une auto), à Brindisi (à partir de 270 F pour une personne en aller simple et de 235 F pour une auto) ou d'Ancone (à partir de 290 F pour une personne en aller simple et de 267 F pour une auto).

● Agences : Y Tour (743-32-84), Karagorgis Lines (260-32-32), Sirt Tour (260-31-50), O.T.T. (268-50-50), Ravitracos (268-55-50), Operatour (245-72-38), Voyages Vacances au Soleil (233-72-23), Pharos France (260-30-18).

● AUTO. — Prix du litre de super : 96 drachmes (3,82 F). Prix

du litre d'essence : 32 drachmes (3,40 F). Péage autoroutier : compte tenu des dernières augmentations, les 100 kilomètres reviennent environ à 10 F.

Logement

● HOTELS. — Chambre pour une personne avec petit déjeuner : à partir de 378 drachmes (40 F) ;

— Chambre pour une personne en pension complète : à partir de 784 drachmes (84 F).

● LOCATIONS DE VILLAS ET D'APPARTEMENTS :

● Grèce Conseil (538-97-47), la Méditerranéenne de voyages (265-50-55), Loca Grèce (232-79-23), Loustrama (322-30-43), Olympe (238-52-46), Pharos France (260-30-18).

A faire

Parmi les moyens de transport astucieux pour découvrir une Grèce un peu différente, figure le bateau. Parce qu'il ne faut jamais beaucoup s'écarter du basting des vagues pour découvrir un temple d'Athènes ou un théâtre dédié à Apollon. Parce qu'on apprécie mieux les angles du marbre et le cru de la lumière lorsqu'on a été bercé par la houle et les changements d'ama-

Deux formules : Jumbo propose trois îles grecques en saut de puce grâce aux « vapeurs » réguliers (à partir de 2 880 F, comprenant avion, bateaux, transferts, quatorze nuits en chambre double avec petit déjeuner).

Locobord International donne aux marins un peu plus avertis la po-

abilité de louer des voiliers de sept à vingt-deux mètres, avec ou sans équipage. Ainsi un sloop de sept mètres coûtera, au plus fort de l'été, et au départ du Pirée, 3 500 francs par semaine à ses quatre occupants ; un ketch de onze mètres reviendra, pour la même durée, à 8 000 francs à ses huit hommes d'équipage. Skipper sur demande : 200 francs par jour.

● Jumbo (toutes agences et 765-01-95), Locobord International (232-37-45).

À lire

On a publié énormément d'ouvrages sur la patrie de Socrate. Les guides Nagel, Fodor, Bleu, couvrent parfaitement cette terre

benie des dieux et des touristes. Citons en plus de ces « bibles » du voyageur, quelques titres :

— La Grèce, Petite Pléiade, par M. Cranki (20 francs environ).

— La Grèce en jeans, Hachette, par L. Stylianoudi (28 francs environ).

— La Grèce sans monument, Hachette, par M. Sivilgion (51 francs environ).

— Et grec, Plon, par J. Lacarrière (50 francs environ).

— La Grèce, Hachette-Club Méditerranée, par J. Bugier (89 francs environ).

● Office national hellénique du tourisme, 3, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 269-45-34 ou 269-65-76. Du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures.

LOTO

11 14 29

RÉSIDENCES

secondaires ou principales

Campagne • Mer • Montagne

À 15 km de ROYAN (17)
Affaires exceptionnelles Centre de Loisirs, 3 piscines, jeux 3.000 m² terr. + parking 3.500 m² bord plage. Terr. + Construc. 900.000 F T.T.C.
Centre Commercial 985 m² couvert, 1 ha terr., parking, prévu essence. Terr. + Construc. 1.050.000 F T.T.C.
Renseignements : M. BEAUFILS, 17120 Barzan-Plage. (46) 90-30-71.

FOURNAIE Région Bourguignonne. Très belle maison 4 pièces + grand garage du XV^e siècle. Gros œuvre bon état. Ensemble de caractère sur 2.400 m². Prix : 280.000 F. AGENCE DANIEL MADON, 52, rue de la République, 97110 Châteauneuf-sur-Loire. Tél. (47) 54-25-24 et 54-25-21.

● Pavillons bord direct plage, 2 à 4 p. Nouveau village de Barzan-Plage, à part de 250.000 F T.T.C. Villas + gar. de 55.000 à 75.000 F T.T.C.
● Terrain viabilisé avec dalle béton prête à construire, à part 135.000 F avec terrain de 30 à 1.000 m². Renseignements : M. BEAUFILS, 17120 Barzan-Plage. (46) 90-30-71.

CONTINENTS
LIC. 1324
EN FÊTE
HIMALAYA
Pèlerinage
D'AMARNATH
15 j. - 17/08 - 7300 F
82, RUE QUINCAMPOIX
75003 PARIS - 271.42.12

RIO : 4980 F

PRIX ÉTÉ 80 DÉPART PARIS

MIAAMI	2940 F
MEXICO	3570 F
BOGOTA	3780 F
ÉQUATEUR	4280 F
BUENOS AIRES	5190 F
BOLIVIE	4530 F
MANAGUA	3700 F
PANAMA	3580 F
NEW YORK	2400 F
LOS ANGELES	3650 F

NOUVEAU, (1) 329.40.40
8, rue Mabillon - 75006 Paris

Le Monde
PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Le numéro de juillet-août vient de paraître (60 pages)

LA MAXIMAPHILIE

LA « RÉVOLUTION » DE LA ROTATIVE
(Timbres et types)

L'illustration des timbres français de 1980... et les nouveautés du monde entier

No vente dans les kiosques à partir du 3 juillet : 7 Francs
Numéro spécimen sur demande : 11 bis, bd Haussmann, 75009 Paris

La découverte de la nature dans une Sologne libre

Le rendez-vous avait été fixé à 8 heures devant l'église de Marolles-en-Gault. A cette heure, en plein été, la Sologne est déjà bien éveillée, les oiseaux au plus fort de leurs récitals, mais les odeurs qui montent des étangs évoquent encore le petit matin.

Alain Beignet nous attendait, ponctuel, devant l'église Solognote d'origine, photographes animaliers. Il a lancé, voici trois ans, des randonnées consacrées à la découverte de la nature, en collaboration avec la M.L.C. de Marolles-Beuvron, chef-lieu du canton. Entre-temps a été créé, en Loir-et-Cher, sur l'initiative de la préfecture, un groupement d'intérêt économique sur le tourisme qui a repris à son compte un certain nombre d'activités touristiques, dont les randonnées.

Alain Beignet nous attendait, ponctuel, devant l'église Solognote d'origine, photographes animaliers. Il a lancé, voici trois ans, des randonnées consacrées à la découverte de la nature, en collaboration avec la M.L.C. de Marolles-Beuvron, chef-lieu du canton. Entre-temps a été créé, en Loir-et-Cher, sur l'initiative de la préfecture, un groupement d'intérêt économique sur le tourisme qui a repris à son compte un certain nombre d'activités touristiques, dont les randonnées.

Pour les jeunes, la Sologne évoque irrésistiblement les aventures de Thierry la Fronde. Pour d'autres, elle est synonyme de chasse, de propriétés privées ou de résidences de vacances. Mais la Sologne, ce sont aussi, et peut-être bien surtout, les étangs. Des étangs par dizaines, plus ou moins en une journée que les bords de mer trois semaines au mois d'août. Ils regorgent de nymphéas qu'Alain Beignet apprend à ne pas confondre avec les nénuphars, de juncs qui portent des noms bien plus savants et divers, et d'oiseaux que les profanes s'efforcent d'appeler « canards » aux noms inconnus et vaguement mystérieux : le grèbe huppé, le foulque, le héron candide et le héron bifrons, le chipeau et le space qui porte un patronyme pour haut fonctionnaire de la V^e République : buseard des roseaux.

Sur le coup de 19 heures nous avons déjeuné — entre deux versées — au bord d'un étang regorgeant de mouettes rieuses. Et le soir venu, Alain Beignet nous a fait découvrir les richesses et le calme de la Sologne sans pour autant violer le territoire d'autrui. Alain Beignet est confiant : il pense que la multiplication de telles initiatives finira par faire fléchir les propriétaires, et que ceux-ci se montreront moins jaloux de leurs terres.

En dépit des résidents secondaires

Alain Beignet a un faible pour les oiseaux. En semaine, quand il ne guide pas une randonnée, il passe des heures en « planque » pour faire « la » photo insolite. Celle du héron qui régurgite par ses pattes la nourriture dont il est allé faire provision. Tout au long de la journée, il apprend à reconnaître les chants, les cris d'alarme et les cris tout court des différentes espèces nichées dans les arbres : marles, mésanges, rouges-gorges, troglodytes, pouillots véloce ou fauvette.

Alain Beignet a un faible pour les oiseaux. En semaine, quand il ne guide pas une randonnée, il passe des heures en « planque » pour faire « la » photo insolite. Celle du héron qui régurgite par ses pattes la nourriture dont il est allé faire provision. Tout au long de la journée, il apprend à reconnaître les chants, les cris d'alarme et les cris tout court des différentes espèces nichées dans les arbres : marles, mésanges, rouges-gorges, troglodytes, pouillots véloce ou fauvette.

Alain Beignet a un faible pour les oiseaux. En semaine, quand il ne guide pas une randonnée, il passe des heures en « planque » pour faire « la » photo insolite. Celle du héron qui régurgite par ses pattes la nourriture dont il est allé faire provision. Tout au long de la journée, il apprend à reconnaître les chants, les cris d'alarme et les cris tout court des différentes espèces nichées dans les arbres : marles, mésanges, rouges-gorges, troglodytes, pouillots véloce ou fauvette.

BEATRICE HOUGHARD.

* Pour tous renseignements : G.L.E. Touraine, 1, place du Châtelet, 41000 Blois. La journée : 35 francs.

BIBLIOGRAPHIE

L'épopée du Languedoc-Roussillon

HACON son 18 juin. Pour M. Pierre Racine, la date à marquer d'une pierre blanche, c'est, sans conteste, le 18 juin 1963, puisque, ce jour-là, a été créée la Mission interministérielle pour l'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon. Conseiller d'Etat, ancien directeur du cabinet de M. Michel Debré, lorsqu'il était premier ministre, M. Racine a été, le même jour, nommé président de la Mission et il y a demeuré jusqu'aujourd'hui. Il y a accompli une œuvre remarquable, une œuvre d'exception, une œuvre d'exception, une œuvre d'exception.

Plusieurs fois effectivement, il apparaît, au long de son itinéraire, comme un observateur sagace des événements (le voyage du général de Gaulle en Languedoc en octobre 1967) et des tendances actuelles de la civilisation des loisirs.

Pour lancer la station du Barcarès, Pierre Racine écrit à Picasso et lui demande son « lit ». Il lui envoie une lettre. Avec des architectes réputés il imprime à La Grande-Motte, on a Cap d'Agde, une allure architecturale « révolutionnaire » que certains trouveront incongrue, destructive Jean Ballard, le père de La Grande-Motte, justifie ainsi ses pyramides, qui ont le mérite de « créer le site ». « Il s'agit de créer un site au milieu de la terre au milieu des eaux. Il fallait des pylônes pour l'œuvre et dresser la ville comme « un monticule » qui remonte aux Célestins languedociens. C'est donc en cherchant à « monter » que je fus, peu à peu, conduit à la forme pyramidale des immeubles ».

La Mission vient d'être reconduite jusqu'à fin 1982, car il reste encore d'importantes investissements à lancer. Après, il faudra trouver une structure, plus décentralisée, plus souple et penser davantage à la gestion qu'aux équipements.

Pierre Racine n'a pas été seulement un gestionnaire avisé des deniers publics et un inventeur de procédures astucieuses pour juguler la spéculation foncière (idéa la vente des terrains, tout acquéreur est tenu de construire dans les trois ans, faute de quoi il est déchu, et la vente se trouve annulée : cette clause a joué

plusieurs fois effectivement, il apparaît, au long de son itinéraire, comme un observateur sagace des événements (le voyage du général de Gaulle en Languedoc en octobre 1967) et des tendances actuelles de la civilisation des loisirs.

Pour lancer la station du Barcarès, Pierre Racine écrit à Picasso et lui demande son « lit ». Il lui envoie une lettre. Avec des architectes réputés il imprime à La Grande-Motte, on a Cap d'Agde, une allure architecturale « révolutionnaire » que certains trouveront incongrue, destructive Jean Ballard, le père de La Grande-Motte, justifie ainsi ses pyramides, qui ont le mérite de « créer le site ». « Il s'agit de créer un site au milieu de la terre au milieu des eaux. Il fallait des pylônes pour l'œuvre et dresser la ville comme « un monticule » qui remonte aux Célestins languedociens. C'est donc en cherchant à « monter » que je fus, peu à peu, conduit à la forme pyramidale des immeubles ».

La Mission vient d'être reconduite jusqu'à fin 1982, car il reste encore d'importantes investissements à lancer. Après, il faudra trouver une structure, plus décentralisée, plus souple et penser davantage à la gestion qu'aux équipements.

Le George-V redore ses ors

L'HOTEL George-V, l'un des grands palaces parisiens rachetés par la chaîne anglaise Trusthouse Forte, fait peau neuve. En retrouvant ses origines, « Je veux en faire un palace mondain », affirme M. Christian Falcucci, directeur général de l'hôtel, qui a entrepris une action tout minutieuse pour redonner au George-V son lustre et son bon goût d'autan.

Une série d'innovations se présentent également : la carte du restaurant sera modifiée : les plats « simples » qu'un pourvoyeur sur un buffet remplacent la cuisine trop classique, les menus seront modifiés en fonction de la saison, des plats régionaux seront proposés. Une maison du caviar permettra aux Parisiens de venir, moyennant 120 francs, déguster 50 grammes d'œufs d'esturgeon à la sortie du cinéma.

Un architecte et un décorateur ont mis au point un programme de rénovation. Les deux cent quatre-vingt-quatre chambres et cinquante-six appartements de l'hôtel seront rénovés au cours des trois prochaines années. Des doubles fenêtres seront installées, une insonorisation sera mise en place. La vidéo sera installée dans les chambres. A l'entrée, les portes à tambour remplaceront les portes vitrées actuelles. Les volumes des salons et salles à manger seront modifiés : le coût total de ces travaux s'élève à 38 millions de francs.

Le George-V, dont la clientèle provenait en particulier des U.S.A. (35 %) et du Moyen-Orient (13 %), veut se reconquérir : « Les Européens doivent descendre ici », explique M. Falcucci. Il y existe un important potentiel de population : 380 millions de personnes. D'autre part, et la police change, la clientèle doit, elle aussi, changer ses habitudes : le costume et la cravate, une tenue impeccable seront exigés à l'entrée du restaurant.

D'un palace pour Américains, le George-V pourra-t-il devenir à nouveau celui du Vieux Monde. — M.-C. R.

En bref

● Un chèque de voyage en France. — Le chèque de voyage libellé en francs français, dont la création avait été annoncée au début de 1980, a été mis en circulation depuis le 1^{er} juillet. Il est émis par la Société française du chèque de voyage (S.F.C.V.) associant la Banque nationale de Paris, le Crédit lyonnais, le Crédit agricole, le Crédit commercial de France et American Express. Les chèques sont disponibles en coupures de 100 F, 200 F, 500 F et 1 000 F. Ils sont de même format et même couleur que les chèques de voyage d'American Express, peuvent être remboursés, en cas de perte ou de vol, par le réseau international de cette société.

● Pour connaître la forêt. — Vingt-cinq massifs forestiers pourront être parcourus cet été par les amateurs de nature, grâce aux visites guidées organisées par l'Office national des forêts. Les forestiers, les guides, les guides régionaux peuvent indiquer les lieux et heures de rendez-vous sont publiés sous forme de tableaux.

On peut se procurer (en joignant un timbre pour la réponse) en écrivant à F.O.N.F., visites guidées 1980, 2, avenue de Saint-Mandé, 75010 Paris Cedex 12, ou en téléphonant à « Allo forêts » : 551.61.71.

Hippisme

La cravache dans le gazon

LES deux plus célèbres jockeys d'Europe — et probablement les meilleurs — se souviennent du Grand Prix de Saint-Cloud 1980 Lester Piggott, en selle sur Noble Saint qui, d'évidence, ne nourrissait pas de nobles pensées, s'est fait désarçonner comme un aporé, en se rendant au départ, sous les yeux goguenards de dix mille spectateurs Yves Saint-Martin a tenté d'échapper sa cravache à 200 mètres de l'arrivée.

La chute de Piggott n'a pas eu d'autre portée qu'anecdotique, reprise en main et remisée, Noble Saint a montré que, de tous manières, le défilé le dépassait. Mais le fait que Saint-Martin ait tenté sa cravache lui échapper de-doigts a peut-être tout changé. Son partenaire, Shapour, a été classé dead-heat, pour la première place, avec Dunette. Encore que la cravache ne fasse pas toujours courir les chevaux plus vite, on peut penser que celle qui gicla dans le gazon de Saint-Cloud lui aurait au moins assuré le nez d'une victoire exclusive.

Hormis cet incident de la cravache perdue, le résultat est resté l'esprit : Shapour venait d'être second du Jockey-Club ; Dunette avait, l'an dernier, gagné le Prix de Diane. Certes, elle avait, depuis, couru assez obscurément. Mais son jockey, Claude Douze, qui ne cesse, cette saison, d'enchanter les jumeaux les plus experts, explique qu'il s'était agi de courses sans train où elle s'était « usée sur le

mor ». « en voyant le jour trop tôt ». Dimanche, au contraire, Polliceman ayant pris la tête à 1 000 mètres de l'arrivée, toute la course accéléra, et Dunette fut beaucoup plus à son aise.

La performance de Polliceman, précisément, ajoute au crédit qu'il convient d'accorder au résultat : le gagnant du Jockey-Club, peut-être un peu présomptueux en changeant de rythme si loin du poteau (mais, après tout, une semblable audace lui avait réussi à Chantilly), a gardé une troisième place relativement méritoire pour lui, en tout cas élogieuse pour les deux lauréats.

La grande perdante de l'affaire a été Scorpio, favori, sur le crédit que lui valait sa victoire dans les Hardwicke Stakes. Il a été aussi terni que son compagnon de box, Northern Baby, une semaine plus tôt. Décidément, dans son écurie, le charme est rompu. Heureusement, tout un bataillon de « deux ans », achetés à coups de centaines de milliers de dollars aux Etats-Unis, s'apprête à y prendre la relève des lottes brisées.

Dilemme, au retour aux balances. La Société sportive et de la municipalité de Saint-Cloud avaient prévu sculpter en argent (massif) et vase de Sèvres pour le propriétaire du vainqueur, mais, évidemment, à un seul exemplaire. Jadis, dans de tels cas, les deux chevaux ex æquo recouraient sur le champ (et sur le même parcours), avec le trophée pour enjeu. Cette fois, la Société, généreuse, a décidé de commander une seconde sculpture. La ville, plus parcimonieuse (son maire, qui la représentait, M. Fourcade, est, il est vrai, un ancien ministre du budget), a fait tirer le vase de Sèvres au sort, à elle ou face, entre l'âge Khan, propriétaire de Shapour, et le propriétaire américain de Dunette, Mrs Harry Love. C'est celle-ci qui a gagné.

Remous dans Landemeau. Le major Tinsley, propriétaire de Polliceman, qui est aussi éleveur et vend certains de ses poulains, intente une action en justice contre l'Agence française de vente du pur-sang. Motif : cette société, qui avait chargée de vendre un produit de son élevage, a, selon lui, retenu d'autorité 10 % du prix pour les donner à un intermédiaire. Si le dossier va jusqu'au poteau, c'est-à-dire jusqu'au poteau, l'audience vaudra son poids de levain.

Mais ce n'est pas le temps de lever le linge sale. Sous une apparence de prospérité, en tout cas de stabilité, la situation des courses est foncièrement mauvaise. Les effectifs des propriétaires, par conséquent des chevaux, fondent : 27 % de poulinières, donc, grosso modo, de naissances, en moins en quatre ans. Des courses de chevaux sans chevaux : voilà le risque, demain déjà, les courses de galop ne pourraient plus être quotidiennes sans quelques grandes décuries internationales qui ont planté la tente — mais pas profondément en soi — en France.

LOUIS DENIEL.

Au-delà de Bangkok

LES éditions Hachette viennent de publier un nouvel album dans la collection « Voir » : la Thaïlande. Son auteur, Christine Routier-Le Diraison, décrit avec bonheur et sympathie ce pays qui a resté cette porte étroite à la merci d'un courant d'air violent et imprévisible.

L'ouvrage, abondamment illustré de photographies en couleurs, est placé sous le regard du Bouddha car, écrit l'auteur, « il serait vain de tenter d'échapper à la fascination de ce tête-à-tête ».

A cet égard, la crise des vocations n'est pas encore de mise en Thaïlande où 10 % de la population masculine vivent dans les monastères.

Au-delà de Bangkok, « la trop aimée, la mal aimée », que beaucoup de touristes se font pour une unique horizon, cet album évoque l'infinité diversifiée de la campagne thaï sur les rives du Mékong ou au cœur des montagnes. « La vraie nature de l'Asie ».

* La Thaïlande, collection « Voir », Hachette-Realtà, 122 pages, prix, environ 120 F.

Une oasis de culture hôtelière moderne

Chez nous il est possible de faire des excursions en montagne, selon votre goût à pied, à bicyclette, à cheval, à ski de fond ou à ski alpin. Vous pouvez admirer et la faune et la flore, en été faire du ski de fond ou à ski alpin, vous pouvez faire du ski de fond ou à ski alpin, vous pouvez faire du ski de fond ou à ski alpin.

Une chaise longue la paix de notre parc forestier, ou profiter du confort de nos intérieurs. Vous pouvez aussi vous faire gâter par nos délicieuses cuisines. Même la culture est en fête en majestueuses chez nous. En vérité une oasis ! Informations et réservations : Tél. 1941/8139 (118), Tél. 74125, 7018 Films.

Park Hotel Waldhaus
H. Waldhaus, H. Waldhaus
Une oasis de culture hôtelière moderne.

L'ANGLETERRE AVEC VOTRE VOITURE

GRATUIT PAYANT

Avec Hoverlloyd, seule la voiture paie, pas les passagers (jusqu'à 5). Alors si vous voyagez à 3, 4 ou 5, cela devient super économique. Hoverlloyd assure la traversée Calais-Ramsgate en 40 minutes sur coussin d'air, jusqu'à 27 fois par jour en saison.

Renseignements et réservations à votre agence de voyages ou directement à Hoverlloyd Paris.

HOVERLLOYD
278-75.05 24 rue de St-Quentin 75001 Paris



Les Galiotes à Carnac

Carnac : la Bretagne ensoleillée. De grandes plages de sable fin, la voile, le golf, et tous les sports, en bonne compagnie. Les Galiotes : 17 maisons et 74 appartements de qualité, du studio au 3 pièces, dans le calme et la verdure, à moins de 500 m des plages. Un rare privilège.

Pour recevoir une documentation gratuite, retourner ce bon à l'adresse ci-dessous : Nom : _____ Adresse : _____

UFI-ATLANTIQUE : 3, place du Général-Giraud, 35000 Rennes. Tél. : (99) 30.32.78

هكذا من الأصل

échecs N° 873

1. G4	g5	19. axb4	Dxb4
2. Cc3	d6	20. fxd3	Dxb4
3. Cc4	exd4	21. Tg3! (1)	Dxb4
4. Cxd4	Cc5	22. Td3!	Dxb4
5. Cc5	a5	23. Fxf4! (1)	Fxf4
6. Fd2 (a)	g6	24. Txd6	Fb1 (1)
7. f4	e4	25. Td2! (1)	Dc2
8. Kh1	Cg6	26. Txf6	Tg6-g5
9. Fd5	Fd1 (b)	27. Tg1	Dd1 (b)
10. Fxd4	Cg5	28. Fxg1	xg8
11. Dg3 (c)	a5	29. Dg5	Tg1
12. f3	g5 (b)	30. Td6	Tg1
13. a2	d7	31. Dd5!! (1)	Ag5
14. Ta-d1	Dd7	32. Dd4+	h3
15. Fd1 (1)	d6	33. Cxb1	h3
			Abandon (0).

(Tournoi de Bad-Kissingen, 1988)
Blancs : A. KARPOV
Noirs : R. HUBNER
Défense sicilienne.

NOTES :

a) D'autres répliques sont possibles : 6. g.; 6. F63; 6. F4; 6. Fd3; 6. F64; 6. g2.

b) On remarquera que, dans cette formation bien connue du « système de Scheveningue », les Noirs renoucent à la défense usuelle D7 pour accélérer le développement de leur aile - D.

c) Manœuvre thématique de passage de la D sur l'alle - R. Dans une partie Jansa-Potapewski (Sborn, 1980), la suite fut 11. a4.

10. D6: 12. D6i. C6x4: 13. D6i. T6x11:
 14. b6x2. C6x4: 15. D6i. C6i:
 16. F6i. C6x4: 17. C6i. F6i: 18.
 19. D6i. C6x4: 20. D6i. C6x4: 21. D6i.
 Nous démontrons facilement la
 correction de leur sacrifice de quatuor
 pions. Les idées suivantes ont été
 les unes des 512 idées. Coupes
 Brémikov, Fortiche, au cours du
 même tournoi, en 1964, nous pass
 1. D6i. C6x4: 2. D6i. C6x4: 3.
 4. D6i. C6x4: 5. D6i. C6x4: 6.
 7. D6i. C6x4: 8. D6i. C6x4: 9.
 10. D6i. C6x4: 11. D6i. C6x4: 12.
 13. D6i. C6x4: 14. D6i. C6x4: 15.
 16. D6i. C6x4: 17. D6i. C6x4: 18.
 19. D6i. C6x4: 20. D6i. C6x4: 21.
 22. D6i. C6x4: 23. D6i. C6x4: 24.
 25. D6i. C6x4: 26. D6i. C6x4: 27.
 28. D6i. C6x4: 29. D6i. C6x4: 30.
 31. D6i. C6x4: 32. D6i. C6x4: 33.
 34. D6i. C6x4: 35. D6i. C6x4: 36.
 37. D6i. C6x4: 38. D6i. C6x4: 39.
 40. D6i. C6x4: 41. D6i. C6x4: 42.
 43. D6i. C6x4: 44. D6i. C6x4: 45.
 46. D6i. C6x4: 47. D6i. C6x4: 48.
 49. D6i. C6x4: 50. D6i. C6x4: 51.
 52. D6i. C6x4: 53. D6i. C6x4: 54.
 55. D6i. C6x4: 56. D6i. C6x4: 57.
 58. D6i. C6x4: 59. D6i. C6x4: 60.
 61. D6i. C6x4: 62. D6i. C6x4: 63.
 64. D6i. C6x4: 65. D6i. C6x4: 66.
 67. D6i. C6x4: 68. D6i. C6x4: 69.
 70. D6i. C6x4: 71. D6i. C6x4: 72.
 73. D6i. C6x4: 74. D6i. C6x4: 75.
 76. D6i. C6x4: 77. D6i. C6x4: 78.
 79. D6i. C6x4: 80. D6i. C6x4: 81.
 82. D6i. C6x4: 83. D6i. C6x4: 84.
 85. D6i. C6x4: 86. D6i. C6x4: 87.
 88. D6i. C6x4: 89. D6i. C6x4: 90.
 91. D6i. C6x4: 92. D6i. C6x4: 93.
 94. D6i. C6x4: 95. D6i. C6x4: 96.
 97. D6i. C6x4: 98. D6i. C6x4: 99.
 100. D6i. C6x4: 101. D6i. C6x4: 102.
 103. D6i. C6x4: 104. D6i. C6x4: 105.
 106. D6i. C6x4: 107. D6i. C6x4: 108.
 109. D6i. C6x4: 110. D6i. C6x4: 111.
 112. D6i. C6x4: 113. D6i. C6x4: 114.
 115. D6i. C6x4: 116. D6i. C6x4: 117.
 118. D6i. C6x4: 119. D6i. C6x4: 120.
 121. D6i. C6x4: 122. D6i. C6x4: 123.
 124. D6i. C6x4: 125. D6i. C6x4: 126.
 127. D6i. C6x4: 128. D6i. C6x4: 129.
 130. D6i. C6x4: 131. D6i. C6x4: 132.
 133. D6i. C6x4: 134. D6i. C6x4: 135.
 136. D6i. C6x4: 137. D6i. C6x4: 138.
 139. D6i. C6x4: 140. D6i. C6x4: 141.
 142. D6i. C6x4: 143. D6i. C6x4: 144.
 145. D6i. C6x4: 146. D6i. C6x4: 147.
 148. D6i. C6x4: 149. D6i. C6x4: 150.
 151. D6i. C6x4: 152. D6i. C6x4: 153.
 154. D6i. C6x4: 155. D6i. C6x4: 156.
 157. D6i. C6x4: 158. D6i. C6x4: 159.
 160. D6i. C6x4: 161. D6i. C6x4: 162.
 163. D6i. C6x4: 164. D6i. C6x4: 165.
 166. D6i. C6x4: 167. D6i. C6x4: 168.
 169. D6i. C6x4: 170. D6i. C6x4: 171.
 172. D6i. C6x4: 173. D6i. C6x4: 174.
 175. D6i. C6x4: 176. D6i. C6x4: 177.
 178. D6i. C6x4: 179. D6i. C6x4: 180.
 181. D6i. C6x4: 182. D6i. C6x4: 183.
 184. D6i. C6x4: 185. D6i. C6x4: 186.
 187. D6i. C6x4: 188. D6i. C6x4: 189.
 190. D6i. C6x4: 191. D6i. C6x4: 192.
 193. D6i. C6x4: 194. D6i. C6x4: 195.
 196. D6i. C6x4: 197. D6i. C6x4: 198.
 199. D6i. C6x4: 200. D6i. C6x4: 201.
 202. D6i. C6x4: 203. D6i. C6x4: 204.
 205. D6i. C6x4: 206. D6i. C6x4: 207.
 208. D6i. C6x4: 209. D6i. C6x4: 210.
 211. D6i. C6x4: 212. D6i. C6x4: 213.
 214. D6i. C6x4: 215. D6i. C6x4: 216.
 217. D6i. C6x4: 218. D6i. C6x4: 219.
 220. D6i. C6x4: 221. D6i. C6x4: 222.
 223. D6i. C6x4: 224. D6i. C6x4: 225.
 226. D6i. C6x4: 227. D6i. C6x4: 228.
 229. D6i. C6x4: 230. D6i. C6x4: 231.
 232. D6i. C6x4: 233. D6i. C6x4: 234.
 235. D6i. C6x4: 235. D6i. C6x4: 236.
 237. D6i. C6x4: 237. D6i. C6x4: 238.
 239. D6i. C6x4: 239. D6i. C6x4: 240.
 241. D6i. C6x4: 241. D6i. C6x4: 242.
 243. D6i. C6x4: 243. D6i. C6x4: 244.
 245. D6i. C6x4: 245. D6i. C6x4: 246.
 247. D6i. C6x4: 247. D6i. C6x4: 248.
 249. D6i. C6x4: 249. D6i. C6x4: 250.
 251. D6i. C6x4: 251. D6i. C6x4: 252.
 253. D6i. C6x4: 253. D6i. C6x4: 254.
 255. D6i. C6x4: 255. D6i. C6x4: 256.
 257. D6i. C6x4: 257. D6i. C6x4: 258.
 259. D6i. C6x4: 259. D6i. C6x4: 260.
 261. D6i. C6x4: 261. D6i. C6x4: 262.
 263. D6i. C6x4: 263. D6i. C6x4: 264.
 265. D6i. C6x4: 265. D6i. C6x4: 266.
 267. D6i. C6x4: 267. D6i. C6x4: 268.
 269. D6i. C6x4: 269. D6i. C6x4: 270.
 271. D6i. C6x4: 271. D6i. C6x4: 272.
 273. D6i. C6x4: 273. D6i. C6x4: 274.
 275. D6i. C6x4: 275. D6i. C6x4: 276.
 277. D6i. C6x4: 277. D6i. C6x4: 278.
 279. D6i. C6x4: 279. D6i. C6x4: 280.
 281. D6i. C6x4: 281. D6i. C6x4: 282.
 283. D6i. C6x4: 283. D6i. C6x4: 284.
 285. D6i. C6x4: 285. D6i. C6x4: 286.
 287. D6i. C6x4: 287. D6i. C6x4: 288.
 289. D6i. C6x4: 289. D6i. C6x4: 290.
 291. D6i. C6x4: 291. D6i. C6x4: 292.
 293. D6i. C6x4: 293. D6i

[illegible]

3. Cx62, Px62; 5. Cx62. L'ensemble classé de ce jeu.

SOLUTION DE L'ETUDE N° 378
 E. Asche, 1980.

(Blancs : Bg1, Th6, P66, Ch6, P66 et P63.)
 (Noirs : Bg7, Td7 et g4, P65 et g5.)
 1. Td4; 2. Cx62; 3. Cx62, Td5;
 4. Th4; 5. C65, Nf4; 6. Bg1;
 7. C66; 8. Td5; 9. C66, Nf4; 10. Td5;
 11. Td4; 12. Td7; 13. Bg1; 14. Td7;
 15. Td4. 0-1. (Bgs : 11. Cx67, 12. Cx67.)

● Le cinquante-quatrième championnat de France d'échecs aura lieu dans le hall des sports de l'île de Portneuf (près de la commune d'Étrel), du 20 au 31 août 1980.

Le tournoi open, qui regroupera plus de cinq cents participants, est ouvert aux joueurs de tous niveaux. S'adresser au comité d'organisation du championnat de France des échecs, hôtel de ville, 82800 Portneuf-sur-Saône. (Participation à la compétition : 5 euros.)
 90 francs; juniors, 50 francs.)

nulle). Rg6 : s. f6, b4+ ; 10.
ad, b3 ; 11. Tg8+ et 12. Exd3 avec
un des Blancs.

ÉTUDE
A. ROYCROFT
(1975)

a b c d e f g h

BLANCS (4) : Rg1, Tg8, Ff6,
R7.
NOIRS (5) : Rh8, Fd3, Cc2,
b5 et c4.
Les Blancs jouent et gagnent.

CLAUDE LEMOINE.

LA DÉFENSE EN DEUX TEMPS

Une levée de chute vulnérable (200) procure en général un top en tournoi par paires lorsqu'il n'y a pas de main dans la ligne du camp défensif. Ce fut le cas dans cette donne où vous jouerez le flanc en Est.

	♠	K	V	9			
		D	5	4			
		5	4	3			
		D	5	5	3		

10	8	7	6			5	4	3	2
				N	O				E
10	2								
		K	7	S					
		R	V	10	8				

Ann. : N. Nord. N.-S. vain.

Quest.	Nord	Est	Sud
Blackst	X	Reisl.	Y-
—	—	—	—
contre	—	—	—

Ouest a entamé le 10 de cœur second et a défaussé le 7 de pique sur le troisième coup de cœur. Comment *Reininger*, en 3^e, a-t-il joué ? Quel tour aura-t-il joué d'une levée DIEUX CARREAUX ?

Réponse : —

Avec quelle main Sud a-t-il pu dire, vulnérable, $\clubsuit A \spadesuit 3$? Normalement, il a six carreaux, mais Ouest doit alors avoir en main au moins deux carreaux de cœur. Avec trois cœurs et deux atouts, la défense doit trouver une autre levée pour la chute. Ouest a donc joué $\spadesuit 3$ et a piqué et l'as de trèfle, et il faut donc espérer que Ouest ait le roi de trèfle.

Après cette réflexion, après le troisième cœur, est de contre-attaquer trèfle. Mais, attention, Sud, qui a en principe neuf cartes rouges (trois cœurs et six carreaux), a joué $\spadesuit 3$ et a piqué et l'as de trèfle. Il mettra l'as de trèfle et il défassera son

« Coucou tréfle sur le troisième plateau du mort (en faisant un peu de l'impassé à la dame s'il n'a pas cette carte) ... »

Alors, comment faire chuter et tuer ?

Au début, pas deux levées sûres à l'aveugle.

Voilà le déroulement du coup : j'espère avoir coupé le quatrième oncle avec le 8 de carreau. Sud a joué un gros carreau pris par Nord. C'est tout. Ça compte alors. Ouest n'avait plus que deux trèfles et qu'il avait le roi le trèfle. Or, si continuait carreau, Nord avait trèfle. Ça n'est pas la surprise de mort de l'a de trèfle qu'on veut faire tomber, au moment où Nord, le dernier about d'Ouest, a joué le 10 de carreau. Respirer donc contre-attaque.

Le 10 de carreau, Sud a joué le trèfle pris par l'as. Sud a joué l'as de pique, puis la dame de pique prise par le roi de pique de Nord. Ça compte le 10 de carreau. Mais, si j'ai jeté le 8 de trèfle, Ouest a coupé pour la chute.

Savoir imaginer les distributions adverses est souvent indispensable. Ainsi, dans la donne suivante jouée au Golf's Club, le chelam aurait réussi si le déclarant avait pensé que Ouest avait la coupe d'entré à carreau.

♠	—	
♥	A 7 6 5	
♦	A 10 4	
♣	V 9 8 7 3 2	
		♠ D 6 2
		♥ 10 10
		♦ R V 9 8
		7 3 2
		♣ A 3
		♥ R 8 4
		♠ R D V 4 3 2
		♦ D 6
		♣ 5

Ann. : E. don. Pers. vuln.

ouest	Nord	Est	Sud
—	—	4 ♦	4 ♥
—	6 ♥	—	—

On est ayant entamé le valet de
Ouest, pour le 3 d'Est, comment
lui aurait-il dû jouer pour ga-
ner ce PETIT CHELEM A
GUEUX contre toute défense ?

Notes sur les enchères :

L'ouverture de 4 ♦ n'est
pas très classique. En effet, un
tel barrage indique une couleur
de huit ou neuf cartes, mais sans
4 à côté, ce sont dans une
maître. Sur 4 ♦, l'enchère
de 4 ♥ est normale ainsi que
celle de 6 ♥, car Nord (Rei-
nensbach) a estimé peu probable
que Sud ait deux trèfles perdants.

PHILIPPE BRUGNON.

GRENOBLE RÉCIDIVE

La finale de l'Interclubs 1980, jouée à Lyon, les 14 et 15 juin, a vu comme en 1979 la victoire de l'équipe de Grenoble 1, forte de ses trois premières séries (Nino n° 6; Mollard n° 8; Delac n° 13), victoire acquise non sans mal : les gagnants ont en effet perdu leur deuxième match devant Lyon (Bohé, Robert, Lewandowski). L'esprit de camaraderie et le suspense qui caractérisent l'Interclubs lui procurent un succès grandissant. Deux points de son règlement sont sans

doute à revoir : il est choquant qu'une équipe comme l'Etoile 1 de Paris ait été éliminée en gagnant

TIRAGE		
1	INTERFME	
2	- CRAIES	FEE
3	AUHEHE	AGE
4	UU + LEWMI	HAT
5	WU + NERA?	LM
6	- AABCONS	WE
7	COARDES	CAC
8	OR + CAAL	and

	TIRAGE	SOLUTION	REF.	POINTS
1	R T E R F M E			
2	- C R A I E S	F E R M E (n)	H 4	26
3	A U U H E T Z	A C I R N E S (b)	5 E	90
4	U + L R W M I	H A T E	4 K	63
5	W U + N E R A	L I M E T E	M 1	18
6	- A A R O O S	W H A R (P)	4 A	53
7	O A B B E S	C A S I O N S (n)	7 E	92
8	O R + O A A L E	A D O R S A	8 A	54
9	O A + Q O O I L	B O R S A L	9 F	20
10	O O + I I M T E	L A Q U A I	7 B	39
11	O O + V L E T N	L I M E T E	5 J	29
12	E R U U P T T	V O L O N T E	14 N	80
13	P U T U R T I	D E Y	5 B	33
14	T U + N E E D O	(T) I P U L E (d)	1 J	30
15	E E + V S U B G	T O M B U	15 A	29
16	B O + E L A R E	O U E R E	13 K	38
17	F E I E D T	A L L E R G E (c)	2 T	70
18	J I D G + N N S	T I E S	1 E	43
19	S G + F U I N E	D J I N N E	13 A	32
20	U S + F K	F E I G N E	H 10	36
21	F U	S E X	O 11	34
22	P U	P L A Q U A N T	J 7	17
23		U N	N 11	8
		TOTAL		862

NOTES

(a) **THESACOS** est toujours au

SOLUTION PROPOSEE : 805 pts.

Solution du problème n° 87. —
POTACHE ou POTASSE, H 3, 80. —
SAISON, G 8, 70. — HYDRATE (I)
C, 90. — BRAQUEN (T), 15 A. 368.
— CAUPIER, K 5, 128. — TOTAL : 634.
Dix-neuf lecteurs ont trouvé cette
solution. Douze ont trouvé une éle-
vation contre-solution à 600 points
contre solution deus n° 87.
POTASSE ou POTASSE, H 3, 80. —
SAISON, G 8, 70. — HYDRATE (I)
C, 90. — BRAQUEN (T), 15 A. 368.
— HA (M) ADEYAS (singe), 11 A.
— QUERRA (C) HO (arabe), 13 A.
— PARTIQUEZ (T 77), 7. 268.
Vingt-quatre lecteurs ont trouvé
d'autres solutions inférieures. Après

**FINALE DE L'INTERCLUBS,
CINQUIEME MATCH.
GRENOBLE (*). 15 JUIN 1966.**

(*) Tournois mardi, mercredi et vendredi. Tél : 87-55-06.

du
week-end

Horizontalement

I. Bien qu'il soit peu fortuné,
il n'a pas, malgré l'apparence,
l'habitude de jurer la manche.

II. Rend un son neuf; Duellistes.
— III Sur pied; Ou c'est
presque la précédent, ou c'est une
monnaie; En restant.

IV. Toute
la lyre; Obligatoirement, voire
si je vous déplaît.

V. Instru-
ment; C'est la Toscane.

[illegible]

VI. Terra en Toconco: Peut être bon. — VII. Paritians: Fit un nettoyage de peau. — VIII. Poisson; Recherche. — IX. C'est un poisson. — X. C'est un poisson. — XI. Méprise les nourrices sèches. — XII. C'est n'est pas très juste: Raul n'importe comment. — XIII. Avec les cadavres.

Verticalement

1. Amateurs dans les deux sens du terme. — 2. C'est n'est pas à la portée de n'importe qui: Il cause. R cause. — 3. Acquiert du poisson. — 4. C'est un poisson. — 5. C'est un poisson. — 6. Collecte: En bouche méridionale. — 7. Voyelles. — 8. Poisson. — 9. Demandes à la fois. — 10. Inventé à la médecine. — 11. Demande du feu. — 12. En mouvement. — 13. Implantation. — 14. Servir: A bout du premier. — 15. C'est un poisson. — 16. C'est un poisson. — 17. C'est un poisson. — 18. C'est un poisson.

Les ana-croïses sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent à un nombre d'années possibles, mais impraticables sur la grille. Comme au scrabble, on peut conjugués. Tous les mots figurent dans la

SOLUTION DU N° 190

Horizontalement

I. Hors concours. — II. Eradile.
Bles. — III. Lr.; Lépidé; C.B.
— IV. Igne; Célè; V. Chaus;
Mensuel. — VI. Or; Pain;
— VII. Buensance. — VIII.
Tousse; Ntur. — IX. Enture;
Fé; In. — X. Elise; Preste;
XI. Synthésies.

Verticalement

I. Éléporées — 2. Origin;
Omb; — 3. Aca; Nl; Sufm.
4. Sténucense; — 5. Clés; 6. Heu-
res. — 6. Olp; Mans. — 7. Nei-
gues; Fh. — 8. Demas; Pré;
9. Obsomantes — 10. OI;
Sues; — 11. Roche; Custe;
— 12. Subalterna.

FRANÇOIS DORLET

horizontalment
1. ARIOPH (+ 1). - 2. ARI-
PHST (+ 3). - 3. ERIHPH-
(+ 1). - 4. AABENH. - 5.
ADEPHRU. - 6. AEPHIL (+ 1).
7. EGIHNO. - 8. AGENEIR
(+ 3). - 9. DEIRIST (+ 3).
10. AHGIRSE (+ 3). - 11.
HINROSSU (+ 5). - 12. AMN-
DOTT. - 13. AGNMOON. -
14. ACINOSU (+ 1). - 15. ERI-
PHART. - 16. AACILO.

verticalment
17. CRIH.NOPU. - 18. ERI-
HNET. - 19. ERIHNP. - 20.
GINOPU. - 21. EGIRRSU. -
22. AGHILMS (+ 1). - 23.
EALOPES. - 24. EGIHSTT. -
25. AABEYOSU. - 26. ARDD-

Solution du n° 100
 orthographe
 1. MAUSOLEE — 2. FOR-
 RAN. — 3. IGNIFUGE — 4.
 AIREPSE (AREPSE), EME-
 LESAS, ESSAIMER, MESSIERA
 ESSEMAI, SEMERAI, SERIA-
 LES. — 5. HICKORY — 6. AR-
 DIRMAT (MARRATT). — 7.
 CERTERES (ECRITES, CERITES
 ECRIRES, TIERCES). — 8. MU-
 TILES (MUTILES). — 9. CO-
 QUEBIN. — 10. TINAMOU (MA-
 TINEU). — 11. SAXONNE.

12. MAINMIÈRE (ANTIMISME). —
 13. PROTONS (PORTONS). —
 14. ULNAIRE (LUNAIRE, LAI-
 TEUR). — 15. ARNAQUA. — 16.
 REFREFF (REFRAIRE, REFFE-
 RAD). — 17. OFFETS. — 18.
 JOUASSE (SAOUES). — 19.
 SARABIN. — 20. HAFNIUM.
 21. VAUDOIS. — 22. OCTAVIE.
 23. KUMMELS. — 24. LAVA-
 25. ARÉISME (OMÉ-
 26. EMERIS, MARRES,
 27. HENNUYER.

A 15x15 grid with numbers 1-15 on the left and top. The grid contains a black and white pattern. The black cells are located at (row, column): (2, 10), (3, 10), (4, 10), (5, 10), (6, 10), (7, 10), (8, 10), (9, 10), (10, 10), (11, 10), (12, 10), (13, 10), (14, 10), (15, 10), (1, 11), (2, 11), (3, 11), (4, 11), (5, 11), (6, 11), (7, 11), (8, 11), (9, 11), (10, 11), (11, 11), (12, 11), (13, 11), (14, 11), (15, 11), (1, 12), (2, 12), (3, 12), (4, 12), (5, 12), (6, 12), (7, 12), (8, 12), (9, 12), (10, 12), (11, 12), (12, 12), (13, 12), (14, 12), (15, 12), (1, 13), (2, 13), (3, 13), (4, 13), (5, 13), (6, 13), (7, 13), (8, 13), (9, 13), (10, 13), (11, 13), (12, 13), (13, 13), (14, 13), (15, 13), (1, 14), (2, 14), (3, 14), (4, 14), (5, 14), (6, 14), (7, 14), (8, 14), (9, 14), (10, 14), (11, 14), (12, 14), (13, 14), (14, 14), (15, 14), (1, 15), (2, 15), (3, 15), (4, 15), (5, 15), (6, 15), (7, 15), (8, 15), (9, 15), (10, 15), (11, 15), (12, 15), (13, 15), (14, 15), (15, 15).

A 10x10 grid with some cells filled with black squares, representing a sparse matrix. The grid is labeled with numbers 1 through 10 along the top and right edges.

هكذا من الأمل

A L'HOTEL DE VILLE

Les trésors des musées de Paris

conjuguer au
SCRABBLE ?
L'outil de référence
indispensable
BESCHERELLE
dictionnaire des 12000 verbes
prix poche
chez votre libraire
 **HATIER**

Le Monde

Services des Abonnements
des Éditions du Monde
74127, PARIS - CEDEX 23
C.C.P. Paris 4027 69

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
262 F	521 F	461 F	590 F
TOUTES PAYS ÉTRANGERS			
367 F	661 F	556 F	720 F

ÉTRANGER
(par mandat-poste)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG			
PAYS-BAS			
124 F	248 F	208 F	270 F
II - SUISSE - TURQUIE			
230 F	456 F	723 F	940 F

Par voie aérienne
Facile sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois fois) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : déterminez la date à laquelle vous souhaitez (ou devez) recevoir le journal (au plus) : nous abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine ou moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'obligation de réimprimer les lettres reçues en capitales d'imprimerie.

En v.a. : U.G.C. BIARRITZ - SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS
7 PARNASSIENS - En v.f. : HELDER - GAUMONT CONVENTION
GAUMONT HALLES - FRANÇAIS Englien.

ISABELLE HUPPERT
Lili MONORI

LES HÉRITIÈRES

JAN NOWICKI
MARTA MÉSAROS

SELECTION OFFICIELLE
FESTIVAL DE CANNES 1980

FRANCE ÉLYSÉES, v.a. (70 ans son stéréophonique - SAINT-GERMAIN
RUCHETTE, v.a. - RICHELIEU, v.f. - WEPLER, v.f. - GAUMONT
CONVENTION, v.f. - 3 NATION, v.f. - MONTFARNASSE PATHE, v.f.
PATHE Champigny - ARGENTEUIL - AVIATIC Le Bourget
ULYSSE Orsay - BUXY Val-d'Yerres

Toujours aussi violent...
l'inoubliable western
de Sam Peckinpah !!



MARIGNAN PATHE v.a. - SAINT-LAZARE-PASQUIER
QUARTIER LATIN v.a. - 7 PARNASSIENS v.a.
GAUMONT CONVENTION v.a. - 14-JUILLET-BASTILLE v.a.
14-JUILLET-BEAUGRENELLE v.a.

LE CHEF-D'ŒUVRE
DE BRIAN DE PALMA

IL VENDIT
SON ÂME
AU
ROCK 'N' ROLL

PHANTOM
of the
PARADISE

Grand Prix
Festival d'Avoriaz
1975

Interdit aux moins de 13 ans

UGC ERMITAGE v.a. - GRAND REX - BRETAGNE EDITH HEART - UGC DANTON VO DOLBY
NITZAL - UGC GODELINS - MAGIC CONVENTION - 3 MURAT
DECEMBRE 1980 LE PORTE AVIONS NUCLEAIRE NITZ
DISPARAIT DANS LE PACIFIQUE AVEC SES 6.000 HOMMES...
POUR REAPPARAITRE EN 1941

KIRK DOUGLAS

NIMITZ
RETOUR VERS L'ENFER

CYRANO VERSAILLES - MELIES MONTREUIL - CARREFOUR PANTIN
ARTEL ROSEL - ARTEL NOGENT - ARTEL CRETEIL - SAMMA ARGENTEUIL
FLANADES SARGELLES - BUXY VAL PYERRES - UGC POISSY - GENEY
CASINO LE RAUCY - DOMINO NANTES - MEAUX 1-2-3
ARCEL CORBEIL - VOX RAMBOUILLET - VELIZY 2

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Lacenaire (344-97-34), 20 h. 30 :
Les quatre jumelles.
Aire libre (322-70-78), 22 h. : la
Comédie des fous.

Les salles subventionnées

et municipales

Opéra (742-97-80), 20 h. : La Bohème.
Comédie - Française (336-10-20)
20 h. 30, la Nuit des rois.
Centre Pompidou (377-15-30), 19 h. :
le cinéma expérimental dans les
années 60.

Les autres salles

Aire libre (322-70-78), 20 h. 30 :
Délire à deux ; 22 h. : Froppet.
Arts-Sécheret (387-23-23), 20 h. 30 :
le Pic du bonnet.
Carreau du Temple (324-53-25), 21 h. :
la Claque de Molière.
Cartoucherie, Théâtre du Soleil
(374-34-68), 20 h. : Méphisto ;
Théâtre de l'Épave de Bois (374-
20-21), 21 h. : le Navet de Ramon ;
Théâtre de la Tempête (323-36-36),
20 h. 30 : l'Incorruptible et la triste
histoire du général Segaloma et de
l'Exilé Matalana.
Centre d'art collégiale (258-97-82),
20 h. 45 : Pinok et Matho
(minimes).
Closure Saint-Sébastien, 22 h. : le Fou
de la reine.
Comédie des Champs-Élysées
(773-37-21), 20 h. 45 : J'ouïs bien.
Comédie-italienne (321-23-23), 21 h. :
la Léonardine.
Essalon (378-46-43), 20 h. 30 : Mau-
passant ; 22 h. : les Bonnes.
Fontaine (374-74-40), 20 h. 45 :
Tupac-Tosco.
Gaité Montparnasse (323-16-18),
20 h. 15 : Rufus ; 22 h. : Le Père
Noël est une ordure.
Hôtel de Fourcy (241-41-45), 21 h. :
les Exploits d'Arséniou.
Ruchette (323-36-69), 20 h. 30 : la
Cantatrice cheuve ; la Leçon.
Lacenaire (344-97-34), Théâtre noir,
19 h. 30 : En compagnie d'Apollon-
naire ; 20 h. 30 : Haute surveil-
lance ; 22 h. 15 : le Journal de
Nikky ; Théâtre rouge,
18 h. 15 : Idée fixe ; 22 h. 15 :
After Liverpool. — II. 18 h. 15 :
Parlons français.
Marie-Starr (308-17-80), 20 h. 30 :
Pour l'amour de l'humanité.
Marigny (223-20-74), 21 h. : Kean,
désordre et génie. — Sôlô,
20 h. 45 : Marcel Prévert ; 22 h. 30 :
V comme Vian.
Michel (265-35-62), 21 h. 15 : Deux
sur campé.
Montparnasse (320-90-90), 20 h. 30 :
la Cage aux folles. — II. 20 h. 30 :
Jugement.
Palais des glaces (307-49-53), 20 h. 30 :
Le Paré officier trois fois.
Palais-Royal (297-50-81), 20 h. 30 :
Joyeux Plagues.
Prélat (303-02-65), 20 h. 30 : la
Maison de Bernard Albe.
Saint-Georges (378-53-47), 20 h. 30 :
L'Alde-mémoire.
Tat Théâtre d'Essai (274-11-51),
19 h. : le Sorcière ; 20 h. 30 : les
Bonnes.
Théâtre 18 (226-47-47), 21 h. : la
Mère coupable, 1922.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 45 :
le Fils dans le milieu.
Théâtre en rond (387-38-74), 20 h. 30 :
Boule clo.
Tristan-Bernard (322-09-40), 21 h. :
Un tramway nommé Désir.
Variétés (223-02-22), 20 h. 30 : Je
veux voir Moussov.

Les cafés-théâtres

Ar See fin (306-30-35), 21 h. 15 : la
Collection ; 22 h. 30 : la Revanche
de Nana ; 23 h. 45 : A Rivage.
Bistrot Beaubeurg (271-33-17),
20 h. 10 : Deux pour le prix d'un ;
21 h. 30 : Napoléone.
Blanc-Manteaux (387-16-70), 20 h. 15 :
Arché - Méc ; 21 h. 30 : l'Homme
à la coque ; 22 h. 30 : les Belges.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 11 juillet

Café d'Edgar (320-50-11), I. 20 h. 30 :
Sœurs siamoises cherchent frères
siames ; 22 h. : les Deux Sœurs ;
23 h. 15 : Couple-moi le soufflé. —
II. 22 h. 30 : Popock.
Café-des (378-46-42), 22 h. : Pla-
grants défilés.
Café de la Gare (278-52-51), 20 h. 30 :
Gocaines, Coluche ; 22 h. : Char-
lie couture.
Le Clow (335-00-44), 22 h. 30 : Car-
cos.
Le Comédien (277-41-40), 21 h. :
Promesses de la chanson ; 23 h. :
J. Moons et Presque.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 :
le Petit Prince ; 21 h. 30 : J.-P.
Rambal.
Cours des Miracles (348-85-60),
20 h. 30 : M. Pereira ; 21 h. 30 : la
Maisonnette ; 22 h. 45 : Essayez
dans nos pédalos.
Croc-Diamants (272-50-09), 20 h. 30 :
Pascale ; 21 h. 45 : Chiens de
pique ; 22 h. : Andrieu.
L'Eschade (240-26-27), 21 h. 30 :
Monsieur Robin, A. Cunio et
Echard.
L'Esquise (342-71-16), 20 h. 30 :
Dimanche matin ; 22 h. : M. Et-
chart.
Le Fanal (233-01-17), 19 h. 45 : L'une
mange, l'autre boit ; 21 h. 15 : le
Léonard.
Per Play (707-06-99), 21 h. : Lesser
Family.
Petit Casino (378-36-50), I. 21 h. :
Sacrées-moi votre enfance ;
22 h. 15 : Du moment qu'on n'est
pas sourd. — II. 20 h. 45 : Si la
concubine avait ; 22 h. : Ce
s'attrape par les pieds ; 22 h. 45 :
Sussane, ouvre-moi.
Le Palais-Vergil (278-97-03), 20 h. 30 :
Tranches de vie ; 21 h. 30 : Cher-
che homme pour sauter terrain
en pente ; 22 h. 45 : Raymond.
Séducte (345-53-14), I. 21 h. : Les
lions ont... mais les panthères pas.
II. 21 h. : le Navire Night.
Sopap (278-47-45), 21 h. 30 :
Compagnon non fumeur.
Théâtre de Dix-Heures (308-07-48),
20 h. 30 : les Jumelles ; 21 h. 30 :
Cocagne et Delaunay ; 22 h. 30 :
Otto Wessely.

Lacenaire, 19 h. 30 : Z. Zepora
(Albino, Beethoven, Liszt).
Hôtel Miranet, 20 h. 30 : S. Meuse
(Bach).
Sainte-Chapelle, 21 h. : Ensemble
J.-F. Gonzalez (Mozart, Bach).

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Ruchette, 21 h. 30 :
Dany Doris Sextet.
Chapelle des Lombards (236-45-11),
20 h. 30 : Non stop salou.
Club Saint-Germain (223-01-08),
22 h. 30 : Quartet Utrecht.
Danols (384-72-00), 20 h. 30 : Jacques
Thollon Quartet.
Gibus (700-73-88), 22 h. : Banlieue
S&S.
Le Dreher (233-48-44), 22 h. : M.
Bouquet, M. Vander, L. Trussardi,
C. Belloni.
Palace (246-10-87), 20 h. 30 : Ensem-
ble of Chicago.
Riverbop (323-33-71), 22 h. 30 : Allen
Quartet, Christian Vander.
Slow-Club (233-94-38), 21 h. 30 :
Olivier Franco Quintet.
Théâtre Weir (707-55-13), 20 h. 30 :
Eugène Monn.

XVII Festival du Marais

Hôtel d'Aumont, 21 h. 30 : Il ne
faut jurer de rien.
Café-Salou, 20 h. 30 : la Princesse
de Babylone.
Hôtel de Marais, 20 h. 30 : Théâtre
Horton du sonnet.
Hôtel de Beauvais, 20 h. 30 : F.
Kleynjans (Berlioz, Arria, Kley-
jans, Fonce, Villa-Lobos) ; 22 h. :
Strasbourg Purée.
Paré du Marais, 18 h. 30 : Mar-
y Lino ; 20 h. 30 : Amédée
Bricolo, clown.
Hôtel Carnavalet, 21 h. 15 : Ensemble
Percival, dir. G. Robert (J. Gluck,
Renard, Le Nouvel).

THEATRE FONTAINE
MAGALI NOËL
dans
LA STAMP
un spectacle musical de
LOUIS THIERRY
LOCATION 874.74.40 et AGENCES

Le music-hall

Sobies (323-44-54), 20 h. 45 : Samoc
Pipino Odum.
Cryps Saint-Agnès (296-08-32),
20 h. 45 : Christine Mondet.
Daumes (321-02-10), 21 h. : Fiesta
Piamena.
Fontaine (374-74-10), 22 h. 45 : Luc
Berthomier (chansons pour voir).
Olympia (742-25-49), 21 h. : Sacha
Distel.
Porte-Saint-Martin (307-37-53), 21 h. :
le Grand Orchestre du Splendid
Théâtre du Petit Forum (287-53-47),
20 h. 30 : Proscéda Guimard-
Delaunay.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-
44-45), 21 h. : Sans le mot e con a,
monieur, le dialogue n'est plus
possible.

Les concerts

Conciergerie, 18 h. 30 : la Mau-
rache (chansons et danses du
Moyen Âge et de la Renaissance).

THEATRE EN ROND 3878814
HUIS CLOS
JEAN-PAUL SARTRE

DERNIÈRE LE 12

La presse
et le public
unanimement : Le spectacle
le plus fou de l'année

ODEURS
prolongé à
BOBINO

DERNIÈRES
COMEDIE DES
CHAMPS-ÉLYSÉES
FRANCIS PERRIN
J'SUIS BIEN!
de
GÉRARD LAMALLE
Location: Théâtre, Agences
et par Téléphone 256 02 15

ANTOINE
208 77 71
2 heures de rires
et de bonheur

TA BOUCHE
la célèbre opérette
20 H 30 - MATINÉE
SAM. - DIM. 15 H

MARIGNAN, v.a. - STUDIO HARPE, v.a. - BERLITZ -
MONTFARNASSE 83 - GAMBETTA - CLICHY PATHE
PATHE BELLE-ÉPINE Thiais - GAUMONT Evry

UN GRAND CLASSIQUE DU CINÉMA

LA NUIT DES MORTS VIVANTS

En v.a. : U.G.C. MARBEUF - CLUNY ÉCOLES.
En v.f. : REX - 7 PARNASSIENS - 3 MURAT - 3 SECRETAN
GAUMONT Evry - BELLE-ÉPINE Thiais - FLANADES Sargelles
MULTICINE Champigny - CLUB Les Maréaux - REX Meaux
ARCEL Corbeil.

ils vont arriver...

HORROR
SHOW

MERcredi 16

Palme d'Or Cannes 1963

Burt LANCASTER Alain DELON Claudia CARDINALE

LE GUEPARD
UN FILM DE Luchino VISCONTI

Serge REGGIANI Paolo STOPPA Rina MORELLI Romolo VALLI

MERcredi 16

YILMAZ GÜNEY

le Troupeau

Une épopée
Une histoire d'amour
Un exode
La vraie histoire
d'un pays

سلا من الأمل

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La m/m col.	T.E.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Pour une gestion moderne du personnel

Filiale d'un grand groupe industriel, nous mettons en place les moyens qui doivent nous permettre de progresser dans la qualité de la gestion de nos ressources humaines. Nous créons plusieurs postes et recherchons des cadres de formation supérieure ayant une solide compétence acquise dans la fonction personnel et dans le secteur industriel.

Coordination de la fonction personnel 150 000 +

Chef du personnel de l'établissement, vous élaborerez et mettez en place, en liaison avec le directeur du personnel de la société, la politique sociale de l'entreprise. Vous impulsez les différents services et assurez les relations avec les partenaires sociaux. Homme de dialogue, possédant une forte compétence de droit social appliqué à l'entreprise, votre expérience vous permet de maîtriser en généraliste tous les aspects de la gestion du personnel. Une expérience préalable en tant que chef du personnel d'une unité de moyenne importance serait appréciée. réf. 5048 M

Recherche de cadres et politique de formation 130 000

Nous vous confions, outre la responsabilité du recrutement des ingénieurs et cadres, la mise en place du plan de formation et de la gestion des carrières. Vous animez une petite équipe de collaborateurs. Vous avez environ 35 ans, une expérience de 8 à 10 ans dans une fonction similaire. réf. 5049 M

Gestion administrative du personnel et politique de communication 130 000

Votre mission comporte, outre les aspects administratifs paie et statistiques, l'ouverture sur la politique de communication dans l'entreprise. Une forte compétence en matière de droit du travail est indispensable, une formation de base juridique appréciée. réf. 5050 M

Recrutement des Etats 95 000 / 100 000

Vous êtes responsable du recrutement et du suivi du personnel ouvrier et maîtrise, des études de qualification de postes de travail, de la gestion des mutations dans l'entreprise. Trois à cinq ans d'expérience dans une fonction similaire, une formation en sciences économiques ou humaines sont nécessaires pour réussir dans cette fonction. réf. 5051 M

Jacqueline Sigolet vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. Indiquée, 1, rue de Berri 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

recherchons 4 ingénieurs commerciaux sur région parisienne

pour vendre de la mini-informatique
clé en main dans le domaine de la santé
salaire fixe + frais de route
+ commission motivante
libres pour stage de formation
au siège à Marseille le 15 septembre,
date d'embauche.
Tél. en PCV à P.S.I. 16 (91) 90.87.50
pour R.V. sur Paris les 15, 16 et 17 juillet
ou envoyer C.V. à P.S.I.
Le Mirabeau - 4, Quai d'Arenç 13002 Marseille

E.C.L. pour début août 6 ANALYSTES- PROGRAMMEURS

— 2 COBOL/VS MVS TSO
— 1 idem. + PAC 700
— 1 PL/I IMS/VS
— Une très bonne expérience
de DLI sous IMS COBOL
— 1 MARK IV.
Adresser C.V. détaillé
ou télégramme à E.C.L.
PARIS 55, rue Herminet
75018
TEL : 29-14-60

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES Spécialisée en distribution recherche

COLLABORATEUR très expérimenté

Compétences Commerciales,
financières et de gestion
exigées
avec pratique confirmée.
Env. C.V. à M. 44-24, Contesse
Publicité, 20, av. de l'Opéra,
PARIS 17, qui transmettra.

DEUX RÉDACTEURS formation universitaire

pour suivre plus particulière-
ment les secteurs Presse et
Publicité. Préférence sera don-
née à candidats possédant justifi-
er d'une bonne expérience de ces
questions. Adresser candida-
tures avec références à S.G.P.
13, av. de l'Opéra, Paris (17).

PAUL JACQUET COMPTABLE USINE

recherche
conviendrait à personne ayant
gestion ou comptabilité
D.E.C.S., diplôme des O.M.
pour l'industrie, 3 ch., 2 salles,
études des prix de revient,
contrôle achats,
compte, gestion usines.
Salaire selon compétence.
Poste à pourvoir
en recensement.

Envoyer C.V., photo et prêt. Paul Jacquet, 44, rue Pontoliva, 9570 BEZONS Service de Personnel.

Importante société recherche
en stable
**ANALYSTES
PROGRAMMEURS**
N.P. 3022
Compétences: COBOL,
Téléphone: 292-46-77, poste 7.

**IMPORTANTE FABRIQUE
SIEGES MODERNES**
recherche
**INSPECTEUR
DES VENTES**
HAUT NIVEAU

Gestion secteur adéquate
Province.
Norme de terrain
et de synthèse
Ecr. avec C.V. et prétentions
SIEGES STEINER,
18, boulevard de la République,
93160 NOISY-LE-GRAND.

Le Groupe T.M.O. CONSULTANTS

(l'une des dix premières sociétés d'études et de
conseil en marketing et communication) recrute
pour ses différentes sociétés :

- Un chargé ou Directeur d'Etudes DISTRIBU-
TION. Expérience souhaitée dans les études
auprès de la distribution.
- Un Chargé ou Directeur d'Etudes INFORMA-
TIQUES ET INDUSTRIELLES. Expérience
souhaitée. Anglais nécessaire.
- Un Chargé d'Etudes DÉBUTANT OU SEMI-
DÉBUTANT, diplômé d'une école commer-
ciale.
- Une ASSISTANTE TERRAIN pour le suivi
des enquêtes. Expérience indispensable.

Adresser C.V. et lettre manuscrite à Mlle Weber,
T.M.O. CONSULTANTS,
22, rue du Quatre-Septembre, 75002 PARIS.

automobiles

vente

8 à 11 C.V.

PART VENDU MORGAN + 4
1200 km, année 77, ETAT NF
Grand-Duché de Luxembourg.
Tél. : 95-51-90.

+ de 16 C.V.

MERCEDES 200 SE, 1979
grise mét., 8.500 km, toutes
options, 20115 autoroute,
air climatisé, intérieur velours
officiel, exceptionnelles GARANTIE
24 mois ou 34.000 km, crédit
PRIX 96.000 F. Hertz : 29-42-90.

S.A.W. 728, 1980, injection,
grise, 10.000 km, toutes
options, garantie 24 mois
ou 34.000 km, 103.000 F., crédit.
HERTZ : 29-42-90.

travail à domicile

Demande

REWRITING
CORRECTIONS DOCUMENTAIRES
par UNIVERSITAIRE EXPER.
Tél. : 707-49-18.

demandes d'emploi

Photographe complète gdr exp.
rech. empl. stable responsable
serv. phot. indus. pub. lib. sept.
Ecr. Graphim, 2, r. d. Roses,
Chilly-Mazarin, 91300 qui tr.

Chauffeur expérimenté, titulaire
permis GR portant angl., esp.,
allemand ch. place stable au
remplacement. Tél. : 97-49-18.

SECRÉTAIRE
réf. 1er ordre, frappe st. docum.
(titulaire, machine, sciences).
Ecr. à 6.000 « le Monde » Pub.
5, r. des Italiens, 75007 Paris.

l'agenda du monde

L'immobilier

appartements vente

appartements vente

Artisans

ENTREPRISE, airbus ré-
parations, effectuées rapi-
dement, travaux de pein-
ture, décoration, coordi-
nation tous corps d'état. Devis gra-
tuit. Tél. : 360-47-84 et 970-30-62.

Cours

Pers. de langue maternelle
américaine ayant l'expé-
rience de l'enseignement dans cours anglais
tous niveaux. Tél. : 354-44-48.

Débaras

DÉBARAS INTÉGRAL
Cave, grenier, appartement.
Tous locaux. Tél. : 606-60-86.

Décoration

PAPIERS JAPONAIS
Importation directe
à partir de 140 F le rouleau.
ARNOUX, 48, r. d. Polissiers,
92000 NEUILLY-SUR-SEINE.
Tél. : 764-47-63.

Enseignement

VENCE

9 km NER, 20 km NEIGE,
INSTITUT MONTAGNE
ENSEIGNEMENT PRIVE LAIC

INTERNAT

JEUNES GENS

INTERNAT

JEUNES FILLES

PRIMAIRE - SECONDAIRE

classes préparatoires

L'ÉCOLE D'INFIRMIÈRES

PISCINE et TENNIS PRIVÉS
6, av. des Péloux, 91400 VENCE.
Tél. : (90) 58-02-01.

Films vidéo

VIDÉO FILMS X
Prix et choix incomparables.
Transfert vidéo de films S.A.
Import. dec. : 20 F. Ecrire
GIL FILM VIDEO, B.P. 131
97000 FORT-DE-FRANCE.
Films ARTADOR FILMS Lyon,
Marseille, Nice, Bordeaux,
Saint-Etienne, Grenoble, Lille.

Hôtels payants

Pennine franc, résident étranger
ch. Paris, personne confiante
pouvant héberger et conseiller
hébergement 17 ans, demi-pension-
naire. Ecrire M. HOUDART,
24, avenue Jean d'Alphonse,
7000 MONS (BELGIQUE).

Liaisons aériennes

VOIS SPÉCIAUX
ATLANTES 1.800 F.
UNIS 1.000 F.
AGADIR - CASABLANCA
MARKECH 1.100 F.
Prix mini aller et retour,
J.S.P. licence A 804
3, rue de la Danse,
TEL : 761-32-71.

Mode

Costumes grandes maroques
A PRIX RÉDUITS
Marchandise à emporter.
ELAN, 172, rue de Charonne,
75011 Paris. Tél. : 971-60-94,
4 h-18 h, lundi au samedi.

Occasions

Occasions entre particuliers.
meubles anciens ou modernes
objets, bijoux, matériel.
Dépôt-vente V.V.M. 537-21-46
17, bd Vital-Bouchot, NEUILLY.

Photo

A vendre, cause double emploi,
visiteur Hasselblad N.C. 3. Viseur
2.200 F. cédé 1.500 F. 828-85-81.

Soldes

FABRICANT SOLDE
à prix d'usine.
STOCK LUSTRIER
PETITS MEUBLES
— Style, rustique, moderne,
bois, bronze, fer, cristal.
GRAND CHOIX POUR
RÉSIDENTS SECONDAIRES
Marchandise à emporter.
ELAN, 172, rue de Charonne,
75011 Paris. Tél. : 971-60-94,
4 h-18 h, lundi au samedi.

Simland

EN VENTE DANS TOUS LES GRANDS MAGASINS.

Libres

ACHAT LIVRES
une collection de livres
chez VOUS (cinéma, théâtre)
SACELP : 223-31-41, poste 80.
Livres LA FLEUR
État neuf, vendus au choix 50 %
particulier. Tél. : 67-74-65.

Moquette

40.000 m² de moquette, laine
et synthétique, tous articles.
TEL : 757-19-19.

Occasions

Occasions entre particuliers.
meubles anciens ou modernes
objets, bijoux, matériel.
Dépôt-vente V.V.M. 537-21-46
17, bd Vital-Bouchot, NEUILLY.

Photo

A vendre, cause double emploi,
visiteur Hasselblad N.C. 3. Viseur
2.200 F. cédé 1.500 F. 828-85-81.

Soldes

FABRICANT SOLDE
à prix d'usine.
STOCK LUSTRIER
PETITS MEUBLES
— Style, rustique, moderne,
bois, bronze, fer, cristal.
GRAND CHOIX POUR
RÉSIDENTS SECONDAIRES
Marchandise à emporter.
ELAN, 172, rue de Charonne,
75011 Paris. Tél. : 971-60-94,
4 h-18 h, lundi au samedi.

Simland

EN VENTE DANS TOUS LES GRANDS MAGASINS.

Soins de beauté

ACHAT LIVRES
une collection de livres
chez VOUS (cinéma, théâtre)
SACELP : 223-31-41, poste 80.
Livres LA FLEUR
État neuf, vendus au choix 50 %
particulier. Tél. : 67-74-65.

Tennis

ACHAT LIVRES
une collection de livres
chez VOUS (cinéma, théâtre)
SACELP : 223-31-41, poste 80.
Livres LA FLEUR
État neuf, vendus au choix 50 %
particulier. Tél. : 67-74-65.

Tennis

ACHAT LIVRES
une collection de livres
chez VOUS (cinéma, théâtre)
SACELP : 223-31-41, poste 80.
Livres LA FLEUR
État neuf, vendus au choix 50 %
particulier. Tél. : 67-74-65.

Tennis

ACHAT LIVRES
une collection de livres
chez VOUS (cinéma, théâtre)
SACELP : 223-31-41, poste 80.
Livres LA FLEUR
État neuf, vendus au choix 50 %
particulier. Tél. : 67-74-65.

Tennis

ACHAT LIVRES
une collection de livres
chez VOUS (cinéma, théâtre)
SACELP : 223-31-41, poste 80.
Livres LA FLEUR
État neuf, vendus au choix 50 %
particulier. Tél. : 67-74-65.

Tennis

ACHAT LIVRES
une collection de livres
chez VOUS (cinéma, théâtre)
SACELP : 223-31-41, poste 80.
Livres LA FLEUR
État neuf, vendus au choix 50 %
particulier. Tél. : 67-74-65.

Tennis

ACHAT LIVRES
une collection de livres
chez VOUS (cinéma, théâtre)
SACELP : 223-31-41, poste 80.
Livres LA FLEUR
État neuf, vendus au choix 50 %
particulier. Tél. : 67-74-65.

Tennis

ACHAT LIVRES
une collection de livres
chez VOUS (cinéma, théâtre)
SACELP : 223-31-41, poste 80.
Livres LA FLEUR
État neuf, vendus au choix 50 %
particulier. Tél. : 67-74-65.

1^{er} arrdt.

HALLES Excep-
tionnel
Rue plénone, très beau
DUPLEX 85 m², AMÉNAGE
CARACTÈRES, POITRES
4^e et dernier étage, très clair.
IMMEUBLE CLASSÉ. Tél. : 264-64-71.
PRIX TRÈS INTÉRESSANT.

4^e arrdt.

MAISON (près)
Magnifique double living
1 chbr tout confort, refait av.
d'âge plein sud sans vis-à-
vis. A SUIVRE. PRIX 575.000 F.
325-75-42.

7^e arrdt.

BOULEVARD MILITAIRE
magnifique studio 22 m²,
cuisine, bains - 567-32-88.

11^e arrdt.

Prix OBERKAMPF
2 Pces tout confort, refait neu.
130.000 F. - 265-25-91.

16^e arrdt.

M^e EXELMANS BON
immeuble
pièce de taille, chaudière
LIVING DOUBLE 3 CHAMBRES
entrée, cuisine, bain, 75 m²,
bois sur rue et au jardin,
24, RUE BOULEAU
Sam., dimanche, 13 h. à 18 h.

17^e arrdt.

M^e ROME BON
immeuble
5 PIÈCES entrée, cuisine,
bns, w.-c., 39 m²
5.000 F LE MZ
39, RUE TRUFFAUT.
Sam., dim., lundi 9 h. à 18 h.

78 - Yvelines

ACHERES (RE) 94, 3 ch.
parking, impeccable. Prix
307.500 F. Tél. 911-11-11.

SAINT-GERMAIN

près forêt
54, dble, 1 ch., 1 terr. 25 m².
PRIX 620.000 F. Tél. : 911-11-11.
ST-GERMAIN VERMOREL
15^e RER, 3-4 pièces
43.300 francs. Tél. 911-11-11.

92

ANTONY méro Paro-
dieu
ETAGE ELEVE vue imprenable
dble living 3 ch., 2 salles.
TEL. : 930-20-32.
555-82-32.

94

Val-de-Marne
Face au bois
A vendre dans Résidence
St. avenue Foch - VINCENNES
Immeuble de Standing
en pierre de taille massive.
Appartements de 3 et 5 pièces.
Terrasses - Balcons sur verdure.
SPACIA, 14, rue de la Pélopie
75008 PARIS - Tél. : 322-45-02.

95 - Val-d'Oise

ETANVILLE
DS RESID. TRÈS BON STGE
1^{er} F4 très bien aménagé
avec hall d'entrée, diaphragme
poutre, débarras, 2 caves,
1 garage. PRIX : 220.000 F.
Tél. : 012-29-25 après 17 h.

60 - Oise

Chantilly-Gouvieux
Le parc des saigues
LANCÉMENT 3^e TRANCHE

60 - Oise

Chantilly-Gouvieux
Le parc des saigues
LANCÉMENT 3^e TRANCHE

60 - Oise

Chantilly-Gouvieux
Le parc des saigues
LANCÉMENT 3^e TRANCHE

60 - Oise

Chantilly-Gouvieux
Le parc des saigues
LANCÉMENT 3^e TRANCHE

PROVINCES

VACANCES EN HAUTE-SAONNE
THOLLON - CRUSILLES
D'ABONDANCE Stud. 4 pers.
14000 F avec 10000 comptant
THOLLON - 1201 F. 70-40-82
Logements grand standing sur
les rives. Bureau de vente
ouvert tout l'été.
Rue de la Croix-Blanche,
70200 THOLLON - 1201 F. 70-40-82
SEVIGNY-PARISSET

Le Monde

équipement

DANS LES CONSEILS RÉGIONAUX

● HAUTE-NORMANDIE : la S.N.C.F. délaisse la région

De notre correspondant

Rouen. — Le conseil régional de Haute-Normandie, présidé par M. André Bellet, s'est réuni hier (11 juillet) à l'initiative de la S.N.C.F. dans la région depuis 1945.

Ce « plan » contient un véritable réquisitoire contre la politique menée par la S.N.C.F. dans la région depuis 1945. Les élus ont regretté l'absence de liaison entre Rouen et Caen, chefs-lieux de deux départements, l'Eure et la Seine-Maritime. Il existe bien une voie ferrée, déposée sur quelques kilomètres, seulement, dont la S.N.C.F. a gardé la propriété des emprises; sa réouverture pour la région, selon le rapport, est envisagée à long terme, mais cela exigeait des investissements colossaux. Actuellement, il semble donc plus raisonnable aux élus régionaux de renforcer la desserte routière et de créer des lignes de cars rapides entre les deux villes.

Au sud du département de l'Eure, la situation est beaucoup plus préoccupante puisque n'existe aucune liaison directe entre une ville comme Verneuil et Rouen.

En Seine-Maritime, la ligne Le Havre-Fécamp, abandonnée pour le trafic voyageurs depuis cinq ans, devrait être remise en service. Les travaux nécessaires seraient peu importants puisque les trains de marchandises y circulent encore. Dans l'esprit des élus du conseil régional, cette opération présenterait de nombreux avantages positifs et surtout provoquerait un choc psychologique dans l'opinion publique en faveur des transports collectifs. Si la région s'entend rapidement avec la S.N.C.F., cette réouverture pourrait se faire dans les meilleurs délais. Elle aidera la ville

de Fécamp (23 000 habitants), qui voit ses derniers navires de pêche à la morue disparaître, à retrouver un équilibre économique aujourd'hui très menacé.

Les lignes de voyageurs qui existent actuellement : Le Havre-Rouen, Rouen-Caen, Rouen-Amiens et Rouen-Dieppe, dont, en général, la satisfaction. Mais les conseillers généraux demandent des horaires cadencés (1) entre Le Havre et Rouen et des trains supplémentaires sur les autres lignes. À ce propos, la S.N.C.F. a confirmé l'électrification de la ligne Rouen-Amiens pour 1984 avec une réorganisation totale de cette liaison.

Reste l'épineux dossier du Grand Rouen, sans oublier l'agglomération d'Elbeuf (50 000 habitants), située à 20 kilomètres de Rouen mais très jalouse de son indépendance. À Rouen même, la gare de la S.N.C.F. devrait, selon les conseillers régionaux, répondre aux caractéristiques d'accueil d'une grande métropole régionale.

Alors que les communes du sud-ouest de Rouen s'urbanisent, la S.N.C.F. a supprimé, dans les années 60, la liaison voyageurs entre Rouen-rive gauche et Elbeuf. Aujourd'hui, les conseillers régionaux demandent la réouverture de cette ligne qui, d'après eux, « concernerait directement mille personnes ». On aboutirait ainsi à la création d'une grande ceinture à l'intérieur de la boucle sud de la Seine.

ETIENNE BAZZET.

(1) Du type des trains qui sont en service sur la Côte d'Azur et en Lorraine, par exemple.

● MIDI-PYRÉNÉES : les promesses du plan Sud-Ouest tardent à se concrétiser

(De notre correspondant régional.)

Toulouse. — La session d'été du conseil régional de Midi-Pyrénées, présidée par M. Alain Savary, député (P.S.) de la Haute-Garonne, a été marquée par les propos de son président et des représentants (majoritaires) de la gauche à propos des promesses faites au Sud-Ouest dans le cadre du VIII^e Plan et contenues dans le discours prononcé par M. Giscard d'Estaing le 17 novembre 1979, à Maastricht.

M. Savary n'a pas hésité à employer le terme de « carence » pour qualifier le peu d'empressement mis par le pouvoir central à faire entrer ce plan dans la réalité.

C'est sur le chapitre de l'agriculture que les critiques ont été les plus vives, et des cas précis ont été cités : à la Gers tient la première place dans l'agriculture en Midi-Pyrénées, à l'échelle nationale il n'est qu'en cinquième-dernière position, tandis que l'Ariège vient en quatre-vingt-dixième position. La réponse du gouvernement à cette situation préoccupante est l'attribution d'un crédit de 4 400 000 F. Pour beaucoup, cette somme est insuffisante et les élus ont souligné à ce propos le manque de concertation entre l'administration et les organismes professionnels agricoles. Pour l'essentiel, ces crédits seront affectés à la lutte contre la brucellose, à l'assainissement et au drainage des sols, à l'aide aux jeunes agriculteurs et aux industries agro-alimentaires. — L.P.

● PICARDIE : la majorité et le P.S. mettent en échec les communistes.

(De notre correspondant.)

Amiens. — Au conseil régional de Picardie, à majorité de gauche, et dont le président est M. Raymond Maillet (P.C.), les socialistes ont voté avec les partisans du gouvernement le budget supplémentaire de la région pour 1980. Les communistes (treize voix) ont voté contre. Les élus communistes proposent de rogner 6 923 millions de francs sur les crédits routiers, l'État n'assurant pour la déviation de Soissons (Aisne) que 32 % du financement au lieu des 57 % prévus. Ils souhaitent reporter cette somme sur la création notamment d'un Centre d'aide par le travail à Abbeville et sur des aides aux familles pour la rentrée (100 francs par enfant d'âge scolaire). Les communistes n'ont pas été suivis.

Pour ce qui est de l'aide aux familles précédemment, le préfet a souligné qu'il serait obligé de demander, par l'intermédiaire du gouvernement, l'annulation d'une disposition qu'il estime contraire à la loi et aux compétences des régions. Tandis que les communistes stigmatisaient le « ralliement des socialistes à la droite », les représentants du P.S. se félicitaient de n'être pas « tombés dans le panneau » et assuraient qu'ils auraient voté la proposition communiste si elle avait été légale et s'ils avaient eu le sentiment qu'elle pouvait être efficace. — M.C.

TRANSPORTS

PRIORITÉ AU RENFORCEMENT DU RÉSEAU NATIONAL

Les experts du Plan demandent une pause dans la construction des autoroutes et des voies rapides

En ville comme à la campagne, la voiture consomme beaucoup trop de carburant. Ce constat de simple bon sens vient d'être dressé par le comité des transports

du VIII^e Plan. Dans son rapport, qui a été présenté ce 11 juillet par M. Pierre Girardet, président du comité, président d'Air France, il propose notamment de restreindre

l'utilisation de l'automobile dans le centre des villes et de limiter le développement des autoroutes et des voies rapides.

La voiture dépense beaucoup trop de carburant : 54 % de la consommation globale d'énergie des différents modes de transport intérieur et, en agglomération, trois fois plus que les transports collectifs. Malgré l'enrichissement du pétrole, les Français utilisent encore trop souvent leur automobile.

Avant 1974, la consommation de carburant des voitures particulières augmentait de 11 % par an; de 1974 à 1978, cette croissance est tombée à 5 %; de 1978 à 1979, elle s'est stabilisée à 3,5 %. « Au total, note le rapport du comité des transports du VIII^e Plan, la crise de 1974 a entraîné une certaine inflexion des tendances mais pas de modification profonde des comportements. » Pourtant, les particuliers utilisent de plus en plus souvent la voiture diesel, dont le parc progresse de 30 % par an. Mais ce n'est là qu'un maigre succès car, indique le comité, « la désertion du parc automobile n'est obtenue qu'au prix d'une inflation fiscale très forte et peut-être d'inconvénients sur le plan des nuisances ».

La surconsommation de carburant est due à l'attitude souvent déraisonnable des automobilistes. « Les analyses effectuées en région parisienne montrent qu'un tiers d'une faible réduction (10 %) de l'usage de l'automobile en zone dense des gains substantiels de temps et d'énergie pourraient être obtenus. »

D'autre part, la voiture est utilisée pour près de la moitié des déplacements sur des trajets très courts, moins de 2 kilomètres. « Sur de telles distances, la surconsommation en essence, due aux démarrages à froid, est très importante, de l'ordre de 30 à 60 %; il conviendrait donc d'encourager les automobilistes à se déplacer sur ces trajets, à pieds ou à deux-roues. »

Enfin, les conducteurs ne respectent pas les limitations de vitesse. « Un strict respect des limitations actuellement en vigueur entraînerait une économie de 500 000 tonnes de pétrole par an, sans compter les effets bénéfiques sur le style de conduite, la régularité des trafics, la sécurité et les nuisances. »

Il apparaît qu'on ne pourra pas jouer sur le prix des carburants pour enrayer cette tendance. « L'action sur les prix se heurte à certaines limites telles que la nécessité sociale de ne pas pénaliser inutilement certaines catégories défavorisées ou encore de préserver des secteurs indispensables au bon fonctionnement de notre économie. » L'objectif du Plan est pourtant de réduire la consommation unitaire moyenne de 8 à 15 % dans un scénario dit « rose » de la variation du prix du carburant. Mais la manière d'atteindre l'objectif des automobilistes reste assez floue. « Ce comportement des conducteurs peut être la source de gains importants s'ils s'orientent davantage vers une conduite douce, le respect des limitations de vitesse, le maintien en bon état des véhicules. » Le comité, d'autre part, étudie une réduction drastique de 25 % par rapport à la quantité consommée en 1978 (28,9 millions de tonnes) de la quantité de pro-

duits pétroliers mis à la disposition des transports intérieurs. Après cinq années, la crise se produirait en 1985. La consommation devrait être réduite à 21 millions de tonnes. Il serait alors indispensable de privilégier les transports collectifs ou d'augmenter les déplacements pour conséquence personnelle, qui devraient être réduits de 40 à 50 %.

Le comité préfère écarter, pour le moment, ce scénario et un éventuel rationnement car « il n'est pas convenable de mettre en place dès aujourd'hui des mesures préventives vraiment coûteuses et contraignantes qui, pour anticiper la crise, nuiraient à la compétitivité du système de transport ».

Il convient plutôt d'adapter maintenant les infrastructures routières et autoroutières, en ville ou à la campagne. « L'assombrissement du contexte économique et énergétique ne permet plus de persister dans le refus de véritables choix. En agglomération, on est ainsi conduit à privilégier les modes économiques d'espace et plus particulièrement le transport collectif par autobus. »

Pour faciliter la circulation, donc la compétitivité de ce mode de transport, il faut décongestionner le centre des villes. « La construction de nouvelles pétales routières et de parkings dans les centres denses paraît en général à proscrire. Le développement du centre des villes devrait être réservé aux liaisons de rocade, d'une part pour décharger les centres denses de la circulation de transit, d'autre part pour permettre les déplacements de banlieue à banlieue. »

La politique des transports doit donc répondre désormais à une nouvelle logique. « Il devient tout à fait déraisonnable de continuer à privilégier simultanément transports individuels et collectifs. Il est nécessaire d'instaurer une politique globale des transports fondée sur l'objectif, pour chaque type de déplacement, du mode de transport le moins coûteux. »

Non rentables non indispensables

Mais la politique menée jusqu'à aujourd'hui a plutôt favorisé le réseau de voies rapides, bien que les réseaux départemental et communal représentent 95 % des 660 000 kilomètres de voirie. Si bien que la priorité budgétaire accordée au réseau de voies rapides s'est accompagnée d'une diminution progressive et importante du rythme de la réalisation des infrastructures de réseau national. Comme il reste 10 000 kilomètres de routes à traiter, il faudrait quinze ans au rythme actuel pour y parvenir.

Le comité souhaite donc que la priorité soit donnée à la réalisation de ce programme. Du coup, le développement des grandes liaisons rapides ne bénéficierait plus que de « disponibilités budgétaires résiduelles ».

Ce réseau, conçu pour faciliter le trafic sur les axes très empruntés, pose aujourd'hui une question de rentabilité. Les difficultés financières des autoroutes Paris-Strasbourg ou Lyon-Chambéry-Grenoble le prouvent. Continuer de construire de grandes liaisons

rapides — autoroute à péage ou chaussée à deux voies séparées — n'est pas forcément une bonne solution. « Le désenclavement de certaines régions ne passe pas nécessairement par la formule autoroutière, qui implique de surcroît le péage, ou par celle de la route « 2x2 voies » presque aussi coûteuse; d'autres formules, moins onéreuses, seraient souvent plus appropriées : routes à deux voies réservées, le cas échéant, la possibilité d'une extension ultérieure à quatre voies. À financer, il apparaît « plus raisonnable de modifier le rythme des infrastructures nouvelles ». D'autre part, les incertitudes qui pèsent sur la conjoncture économique rendent très aléatoire l'estimation des besoins nouveaux. Or « le taux élevé de la croissance minimisait autrefois les conséquences des erreurs de prévision. Il n'en est plus de même aujourd'hui; une plus grande prudence s'impose donc ».

Selon le comité des transports, les liaisons rapides « 2x2 voies » sont 20 à 25 % moins coûteuses que les autoroutes, mais « la non-désertion des carrefours et le maintien des accords des riverains,

qui sont les principales sources d'économie, conduisent à rendre ces routes beaucoup moins sûres que les autoroutes. En outre, la réalisation progressive d'un réseau de voies rapides hors péage entraînerait des discriminations difficiles à justifier entre les usagers soumis au péage sur les autoroutes et ceux qui circuleront sur les routes à « 2x2 voies ».

Le comité des transports remet donc en cause l'accroissement des investissements routiers. À son avis, il apparaît « plus raisonnable de modifier le rythme des infrastructures nouvelles ». D'autre part, les incertitudes qui pèsent sur la conjoncture économique rendent très aléatoire l'estimation des besoins nouveaux. Or « le taux élevé de la croissance minimisait autrefois les conséquences des erreurs de prévision. Il n'en est plus de même aujourd'hui; une plus grande prudence s'impose donc ».

Le Monde DIMANCHE

Au sommaire du numéro du 13 juillet

- Les délices de la « fauche ».
- L'U.R.S.S., pays le plus sportif du monde.
- Les énergies de la mer.

- Le cavalier éclectique.
- 70 livres en bref.
- L'image d'Épinal reprend des couleurs.
- Chantons français !
- Tewfik El Hakim, patriarche des lettrés arabes.
- 1947 : de la grève à l'émeute.

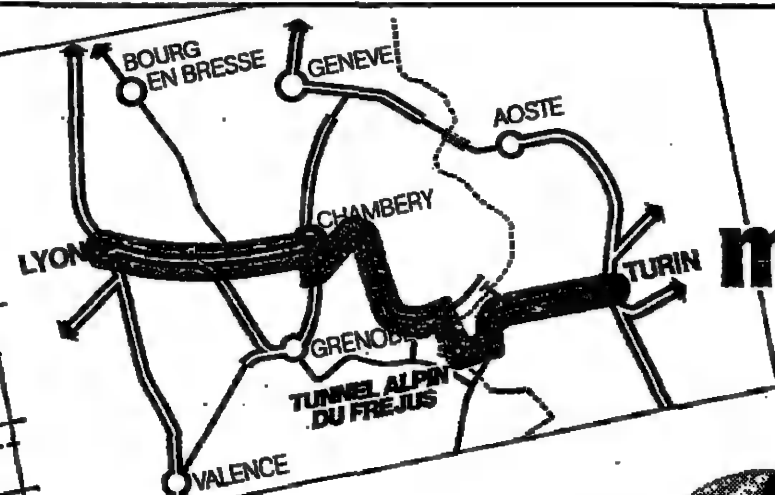
Les programmes commentés de la télévision et de la radio

L'été du « Monde Dimanche » :

- Une ville, un écrivain : Bénarès, par Severo Sarduy.
- Jours d'été : Gendarmes à Saint-Tropez.
- Trait libre : Morgan.
- As-tu vu Montezuma ? (chapitre IV), par Balthazar.
- Ce fut une très belle apocalypse (4^e épisode), par Gérard Mathien.
- Sports de plein air : vol à voile.
- Une nouvelle de Yak Rivaiz.

En vente avec le numéro daté dimanche-lundi : 3,50 F

Un nouveau chemin



mène à Rome.

Pour aller à Rome, pour découvrir le Piémont, revoir les lacs Borromées, skier à Cesana, rêver au bord du lac Majeur, écouter un opéra à la Scala de Milan ou « mourir » à Venise, empruntez désormais le Tunnel Alpin du Fréjus. Situé au cœur de la vallée de la Maurienne, le Tunnel Alpin du Fréjus qui relie Modane à Bardonnèche est maintenant la nouvelle voie pour aller de France en Italie, la plus directe de Lyon vers Turin, Milan ou Rome... Ses 12,868 km, ses systèmes de ventilation et de sécurité en font aussi le tunnel le plus moderne d'Europe. Avec le Tunnel Alpin du Fréjus, un nouveau chemin mène à Rome. Prenez-le !

TUNNEL ALPIN DU FREJUS

هكذا من الأصل

VIII^e PLAN

Le rétablissement financier de la Sécurité sociale nécessite à la fois la lutte contre le chômage et de nombreux « sacrifices »

C'est à une profonde remise en cause de la politique sociale, mais surtout économique, qu'il faut le rapport de M. René Lenoir (1) sur la « protection sociale » afin de maîtriser les dépenses, mais aussi d'atténuer les inégalités.

Pour la première fois dans l'histoire des commissions sociales du Plan, l'indemnisation et la réalité du chômage sont examinées en même temps que les problèmes de l'assurance-maladie, de retraites et de famille, tant la clef de l'emploi est indispensable à utiliser et l'on veut éviter la faillite de la Sécurité sociale.

Un des premiers signes de courage — nombreux dans ce rapport — est de s'attaquer au « royaume des mythes » tant diffusés par les milieux politiques et patronaux.

En représentant 40 % du produit intérieur brut (P.I.B.), le total des transferts (impôts et cotisations) a-t-il atteint ou dépassé le seul critère ? En se gardant de toute incantation, les rapporteurs estiment qu'il n'est pas de seul à priori au-delà duquel l'accroissement de la pression fiscale et sociale deviendrait intolérable.

Ces prélèvements tendent-ils à la production ? La encore, exemples à l'appui, il est démontré qu'il n'y a pas de parallélisme étroit entre accroissement des charges et diminution des investissements. En revanche, l'accroissement de ces charges a surtout pénalisé les salariés dont les rémunérations sont plus faibles en France qu'en Allemagne.

La Sécurité sociale a-t-elle un effet redistributif ? Avec nuances, il est indiqué que la redistribution ne joue pas seulement en faveur des personnes défavorisées car elle profite aussi à certaines catégories de privilégiés en raison de l'indépendance de l'effort contributif (au bénéfice des non-salariés), de l'impôt (au profit, notamment, des cadres supérieurs et des familles par le jeu du quotient familial) et des retraites (à l'avantage de corporations aux métiers réputés pénibles il y a des dizaines d'années).

Examinant la situation financière des régimes sociaux, le rapport note aussi que, à effectifs constants, ces institutions ne seraient pas déficitaires (2). C'est le chômage qui, en grande partie, est à l'origine des difficultés prévisibles. Avec une croissance du P.I.B. de 2,5 % par an, impliquant une aggravation du chômage et une diminution de 0,5 % par an des cotisations, le déséquilibre de la Sécurité sociale pourrait atteindre, en 1985, 50 milliards de francs auquel s'ajouterait un déficit de 30 milliards de francs pour l'indemnisation du chômage.

Le rapport rejette donc cette solution et préconise en priorité une relance des investissements et un accroissement de l'emploi : « Une réduction du nombre des chômeurs de 500 000 apporterait une économie de l'ordre de 100 milliards de francs (40 milliards au titre des cotisations et 60 milliards au titre des charges) ». Et de proposer une politique cohérente en faveur d'une croissance de 3 à 4 % — ce qui implique, néanmoins, des efforts dans le seul domaine social. « La question, peut-on lire, n'est pas de partager une gâlette de misère mais d'imposer ici et là des sacrifices afin de parvenir à terme à un gâteau plus gros ».

« Ici et là », les sacrifices proposés ne sont pas négligeables. Côté dépenses : un ralentissement de la progression des retraites et des prestations familiales, ainsi qu'une maîtrise plus grande des dépenses de santé.

Côté recettes, les rapporteurs se prononcent pour une plus grande solidarité nationale et interprofessionnelle, ce qui suppose un relèvement des impôts directs et des taxes ainsi que des cotisations des non-salariés (« quelques milliards de francs ») ; le paiement de cotisations par les chômeurs secourus ; le décalage des cotisations et de l'impôt ; la réforme du quotient familial, les charges des entreprises — moteur de la croissance — ne devant pas être alourdies.

Le rapport propose aussi des modifications importantes dans les divers systèmes de prestations. Pour l'action sociale, une meilleure

organisation de son financement et une priorité à accorder aux enfants du quart-monde. Pour la famille, il suggère une petite amélioration des « services » rendus, une aide plus grande aux familles nombreuses de quatre enfants et plus, mais aussi en voie de constitution, un aménagement du temps de travail.

Pour les retraites, il constate tout d'abord qu'un problème financier va rapidement se poser, « malgré un coefficient démographique favorable » : selon le taux de croissance de 0 à 6 % de la P.I.B., le « trou » varierait de 5 à 15 milliards de francs. Le rapport se prononce donc à la fois pour des sacrifices et pour des améliorations. Outre l'effort sur l'emploi et le décalage des cotisations nécessaires à une réduction des cotisations nécessitant une réforme des régimes de retraites complémentaires, M. Lenoir propose notamment : la progression des retraites en fonction du salaire moyen et non plus du salaire comme c'est le cas aujourd'hui (3) (économie : 7,5 milliards de francs en 1985) ; « l'interdiction du cumul abusif » des pensions minimales (économie : 1,5 à 3 milliards) ; la suppression des retraites privilégiées avant soixante ans, notamment des cheminots, électriciens, etc. ; le versement par l'UNEDIC de cotisations pour les chômeurs (recettes : 6,8 milliards de francs en 1985).

En contrepartie, des améliorations sont avancées : retraite des soixante ans pour quarante-cinq années de cotisations, extension du droit propre à la retraite pour les femmes (coût : 8,5 milliards de francs) ; minimum vieillesse porté à 60 % du S.M.I.C. (coût : 6,2 milliards de francs).

Pour la santé, le rapport Lenoir analyse les différentes possibilités d'accroître la part des assurés aux frais de la maladie (ticket modérateur). Il rejette comme « infusée » l'accroissement du ticket modérateur ou d'une franchise compensée par une « aide personnalisée aux bas revenus ». En revanche, il n'est pas le système d'une « franchise proportionnelle aux revenus » ou d'un « ticket modérateur forcé

taire à l'hôpital », mais il insiste sur les dangers de ces formules : complexité, risque d'inégalité, efficacité réduite, surtout lorsqu'on sait que 70 % des dépenses d'assurance-maladie sont le fait de 10 % des consommateurs, en général de grands malades.

D'où l'insistance du rapport sur une meilleure maîtrise de l'offre, c'est-à-dire l'autodiscipline des médecins, la gestion des hôpitaux, etc. Au total, les rapporteurs constatent le ralentissement du « train de vie » du pays tout entier — pour des raisons internationales — proposent une « modération » de la protection sociale ; elle doit être conçue comme une contribution à la nécessaire reprise de l'investissement, gage de la consolidation d'un acquis précieux à tous.

Mais, conscients des remous qu'une telle politique susciterait, la C.G.C. s'est opposée au décalage et à la réforme du quotient familial, la C.G.T. a dénoncé la plupart des mesures : la C.F.D.T. a critiqué les orientations portant sur les retraites et la maladie), M. Lenoir lance deux avertissements : « Si des sacrifices doivent être imposés à tous, le bon sens et la justice commandent de supprimer d'abord des privilèges devenus inadmissibles » et à l'adresse du gouvernement : « Si, par manque de courage, les pouvoirs publics s'interdisent de supprimer les résistances sociologiques inhérentes, le système de protection sociale ne serait plus réformé dans le sens du progrès ». Avec une brutalité encore trop courtoise, on ne peut mieux dire qu'il est bientôt minuit pour la Sécurité sociale et que sa sauvegarde nécessite des réformes et non plus des réplais.

J.-P. D.

La réduction de la durée du travail ne peut se faire qu'à certaines conditions

L'une des manières de réduire le chômage peut-elle consister à répartir différemment le revenu national et le temps de travail ? Question maintes fois posée, à laquelle a tenté de répondre le comité emploi-revenus du VIII^e Plan que préside M. Jacques Lecallion, professeur à l'université de Paris-I.

« Contraint de situer ses réflexions au cœur même de ce qui fait l'objet des luttes sociales, le comité pouvait difficilement espérer parvenir à un consensus », reconnaît d'emblée M. Lecallion. Entre ceux qui proposent un renforcement des capacités d'autofinancement des entreprises pour accroître les investissements généraux d'emploi, et ceux qui proposent dans le but de développer l'emploi, de privilégier l'activité par l'accroissement prioritaire des revenus susceptibles de couvrir les besoins mal satisfaits, il y a, en effet, tous les termes d'une polémique.

Cependant, constatant que la part des ménages dans le revenu national est allée jusqu'à atteindre 84 % en 1977, le comité semble s'être rallié à l'idée que la « croissance des emplois exige que le pouvoir d'achat moyen des ménages progresse moins rapidement que le revenu national durant les premières années du VIII^e Plan ». Mais, pour que les accroissements du pouvoir d'achat qui pourraient être consentis se traduisent sur les revenus d'activité, il est formulé le souhait de ne pas voir s'accroître le poids des cotisations sociales pesant sur les salariés. Ni sur les entreprises, il est vrai, ce qui aboutit à formuler le vœu d'une budgétisation partielle des cotisations patronales correspondantes.

En effet, le comité plaide à la fois pour un allègement des charges des entreprises et pour un meilleur partage de la masse salariale. Ce dernier objectif suppose un resserrement de l'éventail des salaires, les rémunérations les plus élevées subissant le poids du soutien des revenus les plus modestes. Il apparaît ainsi aux partenaires sociaux d'agir en fonction des besoins d'activité pour assurer le relèvement des bas salaires dans des

conditions satisfaisantes. Enfin, le chômage peut-elle consister à répartir différemment le revenu national et le temps de travail ? Question maintes fois posée, à laquelle a tenté de répondre le comité emploi-revenus du VIII^e Plan que préside M. Jacques Lecallion, professeur à l'université de Paris-I.

« Contraint de situer ses réflexions au cœur même de ce qui fait l'objet des luttes sociales, le comité pouvait difficilement espérer parvenir à un consensus », reconnaît d'emblée M. Lecallion. Entre ceux qui proposent un renforcement des capacités d'autofinancement des entreprises pour accroître les investissements généraux d'emploi, et ceux qui proposent dans le but de développer l'emploi, de privilégier l'activité par l'accroissement prioritaire des revenus susceptibles de couvrir les besoins mal satisfaits, il y a, en effet, tous les termes d'une polémique.

Cependant, constatant que la part des ménages dans le revenu national est allée jusqu'à atteindre 84 % en 1977, le comité semble s'être rallié à l'idée que la « croissance des emplois exige que le pouvoir d'achat moyen des ménages progresse moins rapidement que le revenu national durant les premières années du VIII^e Plan ». Mais, pour que les accroissements du pouvoir d'achat qui pourraient être consentis se traduisent sur les revenus d'activité, il est formulé le souhait de ne pas voir s'accroître le poids des cotisations sociales pesant sur les salariés. Ni sur les entreprises, il est vrai, ce qui aboutit à formuler le vœu d'une budgétisation partielle des cotisations patronales correspondantes.

Nouveau chèque de voyage en francs français.

(fort de 90 ans d'expérience internationale.)

Bonne nouvelle pour les voyageurs et les touristes. La Société Française du Chèque de Voyage (SFCV), s'appuyant sur une longue expérience dans ce domaine, vient de lancer de nouveaux chèques de voyage, libellés en francs français.

Ces nouveaux chèques de voyage SFCV, vous les trouverez dans les principaux établissements financiers en France

et dans le monde : en particulier les agences et les correspondants des établissements co-fondateurs : la Banque Nationale de Paris, le Crédit Lyonnais, le Crédit Agricole, le Crédit Commercial de France, et tous les bureaux American Express.

Emportez ces chèques de voyage en toute confiance.

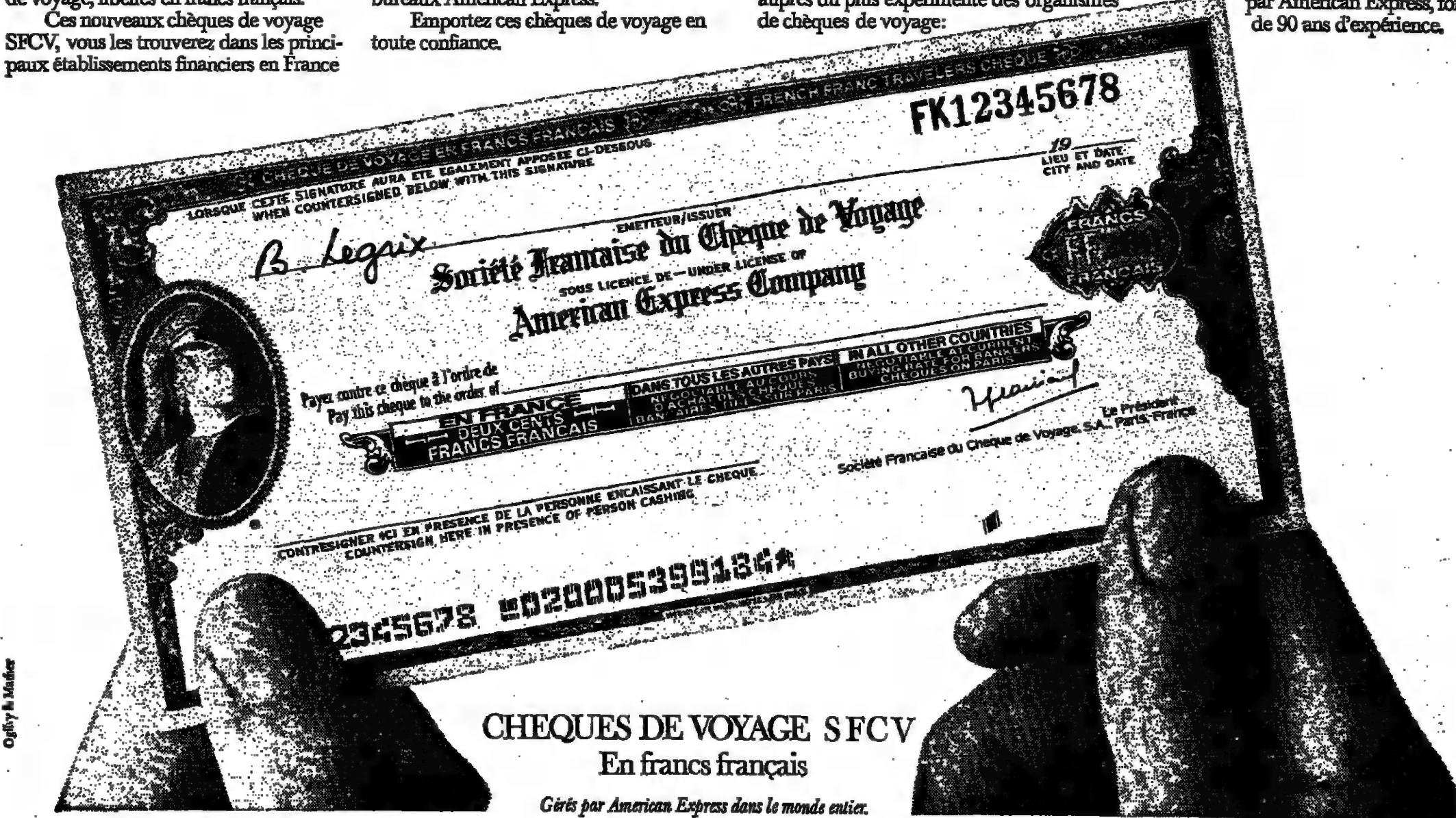
Utilisez-les dans les magasins, les restaurants, les hôtels, pour vos billets d'avion ou vos locations de voiture.

En cas de perte ou de vol, vous pourrez obtenir un remplacement intégral auprès du plus expérimenté des organismes de chèques de voyage :

le réseau mondial American Express.

Avant de partir à l'étranger en vacances ou pour affaires, munissez-vous des nouveaux chèques de voyage SFCV en francs français. Ils sont gérés

par American Express, forte de 90 ans d'expérience.



CHEQUES DE VOYAGE SFCV
En francs français

Gérés par American Express dans le monde entier.

سكذا من المال

La réduction de la durée du travail
ne peut se faire qu'à certaines conditions

AFFAIRES

ÉTRANGER

Difficiles négociations pour le sauvetage de la Franco-Belge

Après le dépôt de bilan de la Société franco-belge de matériel de chemins de fer et sa mise en liquidation judiciaire (le Monde du 8 juillet 1980), de difficiles négociations ont eu lieu entre l'administration judiciaire, M. Chassagnon, et ses divers interlocuteurs, pouvoirs publics et constructeurs de matériel ferroviaire.

Ces négociations qui devaient aboutir au plus tard le mercredi 16 juillet pour éviter une fermeture de l'entreprise, se sont terminées sans succès. Le représentant de la Franco-Belge, M. Chassagnon, a déclaré au comité d'entreprise, à Reims, le représentant de M. Chassagnon. La discussion est restée bloquée, car les cinq constructeurs sollicités pour constituer deux sociétés d'exploitation — l'une pour les wagons de marchandises, avec un chiffre d'affaires de 11 milliards de francs, occupant la première place en France.

C'est du moins le souhait émis par M. Chassagnon, président d'Elf-Aquitaine, le 10 juillet, au cours d'une conférence de presse, au cours de laquelle il a également répondu aux critiques de ceux qui estiment que le rachat des actifs de Rhône-Poulenc est une mauvaise affaire pour son groupe. « Rhône-Poulenc n'a pas rendu ce qui était attendu et gardé ce qui est bon. L'opération a été profitable aux deux parties », a affirmé M. Chassagnon.

En ce qui concerne Elf-Aquitaine et compte tenu de la profonde évolution des marchés pétroliers, le groupe avait un besoin impératif de trouver de nouveaux débouchés pour les coupes légères issues de son raffinage et des produits ATO-Chimie, dont les deux groupes pétroliers français se partagent le capital avec des objectifs industriels divergents. L'achat par la division raffinage de la raffinerie de Matignon, qui était une affaire d'opportunité, a été jugé par M. Chassagnon, « une opération qui n'a pas pu se faire ». « Cette société n'a pas su évoluer et se trouver ainsi incapable de répondre à la demande », a-t-il déclaré. « J'ai bien les entreprises qui marchent et tiennent debout, et l'avenir nous commande de bouger. J'y pense depuis trois ans et cela n'aggrave pas », a encore ajouté M. Chassagnon.

D'où la démarche d'Elf-Aquitaine, qui l'a conduit à s'entendre avec Rhône-Poulenc et l'idée qui la pousse maintenant à envisager la fusion de la raffinerie de Matignon avec la raffinerie de la division raffinage de la raffinerie de Matignon, qui était une affaire d'opportunité, a été jugé par M. Chassagnon, « une opération qui n'a pas pu se faire ». « Cette société n'a pas su évoluer et se trouver ainsi incapable de répondre à la demande », a-t-il déclaré. « J'ai bien les entreprises qui marchent et tiennent debout, et l'avenir nous commande de bouger. J'y pense depuis trois ans et cela n'aggrave pas », a encore ajouté M. Chassagnon.

BRITISH LEYLAND ANNONCE L'ARRÊT DÉFINITIF DE LA PRODUCTION DES M.G.

Cette fois, c'est bien fini. A moins d'un miracle de dernière heure, la M.G., célèbre petite voiture de sport britannique, disparaît du marché. Son constructeur British Leyland vient d'annoncer la fin de l'abandon, où sont produites les robustes petites voitures, fermant ses portes en octobre prochain metant au chômage ses huit cents salariés.

Après l'indignation provoquée il y a un an par la décision du groupe d'arrêter définitivement la production — de la M.G., après des millions de « fans », regroupés de par le monde en clubs, on avait cru un moment à un sauvetage possible. Le consortium d'industriels américains, anglais et suédois avait d'abord réuni Lord Aston Martin et Lagonda, se proposant de racheter la marque et de reprendre la fabrication à l'usine d'Abingdon.

La décision d'arrêter la production n'a jamais pu se concrétiser, faute de pouvoir réunir les sommes nécessaires au sauvetage : 25 millions de livres. En annonçant sa décision, British Leyland n'a pas complètement coupé les ponts et s'est déclaré prêt à ouvrir les discussions. Mais le consortium, jusqu'ici silencieux, n'a plus qu'une semaine pour donner une réponse concrète de ses bonnes intentions.

L'accord entre Rhône-Poulenc et Elf-Aquitaine

« L'opération a été profitable aux deux parties » déclare M. Chassagnon

Les actifs de Rhône-Poulenc dans la chimie de base, rachetés par le groupe Elf-Aquitaine (le Monde du 11 juillet) pourraient être réunis à ceux de la Chimie (filiale commune d'Elf-Aquitaine et du groupe Total) dans un ensemble industriel qui, avec un chiffre d'affaires de 11 milliards de francs, occuperait la première place en France.

C'est du moins le souhait émis par M. Chassagnon, président d'Elf-Aquitaine, le 10 juillet, au cours d'une conférence de presse, au cours de laquelle il a également répondu aux critiques de ceux qui estiment que le rachat des actifs de Rhône-Poulenc est une mauvaise affaire pour son groupe. « Rhône-Poulenc n'a pas rendu ce qui était attendu et gardé ce qui est bon. L'opération a été profitable aux deux parties », a affirmé M. Chassagnon.

En ce qui concerne Elf-Aquitaine et compte tenu de la profonde évolution des marchés pétroliers, le groupe avait un besoin impératif de trouver de nouveaux débouchés pour les coupes légères issues de son raffinage et des produits ATO-Chimie, dont les deux groupes pétroliers français se partagent le capital avec des objectifs industriels divergents. L'achat par la division raffinage de la raffinerie de Matignon, qui était une affaire d'opportunité, a été jugé par M. Chassagnon, « une opération qui n'a pas pu se faire ». « Cette société n'a pas su évoluer et se trouver ainsi incapable de répondre à la demande », a-t-il déclaré. « J'ai bien les entreprises qui marchent et tiennent debout, et l'avenir nous commande de bouger. J'y pense depuis trois ans et cela n'aggrave pas », a encore ajouté M. Chassagnon.

D'où la démarche d'Elf-Aquitaine, qui l'a conduit à s'entendre avec Rhône-Poulenc et l'idée qui la pousse maintenant à envisager la fusion de la raffinerie de Matignon avec la raffinerie de la division raffinage de la raffinerie de Matignon, qui était une affaire d'opportunité, a été jugé par M. Chassagnon, « une opération qui n'a pas pu se faire ». « Cette société n'a pas su évoluer et se trouver ainsi incapable de répondre à la demande », a-t-il déclaré. « J'ai bien les entreprises qui marchent et tiennent debout, et l'avenir nous commande de bouger. J'y pense depuis trois ans et cela n'aggrave pas », a encore ajouté M. Chassagnon.

La France et l'Italie les plus touchées

En pourcentage de la population active âgée de 15 à 24 ans (y compris les forces armées).

	1980	1979	1978	1977	1976
Allemagne fédérale	6,7	6,4	5,8	4,75	5,50
France	4,2	5,4	13,3	15	16,50
Grande-Bretagne	3,1	2,6	11,9	10,75 (1)	14
Italie	3,1	2,7	2,6	16	16
Etats-Unis	10	9,9	11,2	3,75	4
Japon	1,4	2	3,6		

(1) Exclusion faite des élèves qui viennent de quitter l'école et des étudiants adultes.
(Source : O.C.D.E.)

LES PRÉVISIONS DE L'O.C.D.E.

La forte aggravation du chômage des jeunes est de nature à poser un problème social grave

La récession pourrait être moins profonde qu'après 1973-1974, mais le redressement risque d'être moins rapide. Telle est l'appréciation que portent sur les effets du deuxième choc pétrolier les experts de l'O.C.D.E. dans leur rapport semestriel sur « les perspectives économiques ». Ces prévisions sont dans leur ensemble, soulignent-ils, « singulièrement incertaines », en raison notamment de la conjoncture aux Etats-Unis. Toutefois, « la balance des risques penche probablement du mauvais côté : la réalité doit s'écarter des estimations ce serait plutôt en pire qu'en mieux ».

Compte tenu de ces réserves d'usage depuis le début de la « crise », le produit national brut des vingt-quatre Etats membres de l'Organisation progresserait de 1,25 % en 1980. Les contrastes sont grands selon les pays : - 2,25 % pour le Royaume-Uni, + 0,25 % pour le Canada, + 2 % pour l'Allemagne fédérale et la France ; + 3,5 %

En dépit de la faiblesse de la production, le nombre des chômeurs passerait de vingt millions, au premier semestre de 1980, à plus de vingt-trois millions, près de 7 % de la population active — un an plus tard. Plus de la moitié de cette aggravation pourrait affecter les Etats-Unis. De plus, les effets du chômage seront ressentis particulièrement par les jeunes, deux ou trois fois plus frappés que les adultes, dont le chômage risque d'atteindre un niveau « de nature à poser un problème social grave ».

Pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. (sauf la Turquie), le chômage des jeunes a atteint 11,2 % en 1979 contre 10,4 % en 1978-1979. Cette évolution s'accompagnerait d'un ralentissement progressif de l'inflation, dont le taux pourrait être ramené des 12 % observés au cours des premiers mois de 1980 à un peu moins de 10 % durant le premier semestre de 1981. Toutefois, de même qu'en matière de croissance, cette moyenne masque une grande diversité de résultats : au milieu de 1981, la hausse des prix pour-

rait, dans les grands pays, varier de 3,5 % en R.F.A. à quelque 15 % en Italie.

Il en est également ainsi pour le déficit des transactions courantes, qui globalement représenteraient 81 milliards de dollars en 1980 contre 37 milliards en 1979 pour revenir à un rythme annuel de 45 milliards au cours des six premiers mois de 1981. « Il est encourageant, note à ce sujet l'O.C.D.E., de constater que l'Allemagne et le Japon supportent, actuellement, une large part de ce déficit total », évalué à 40 %.

Fondamentalement, la situation apparaît fragile, parce qu'elle repose en grande partie sur la confiance des investisseurs et sur tout des consommateurs, qui jusqu'ici ont accepté une dégradation de leur situation financière, afin de maintenir le volume de leurs dépenses. Cette confiance est soumise à dure épreuve dans un monde où les dépenses militaires, par an, représentent la moitié de la dette du tiers-monde. Indiquant que les pays en développement doivent « faire face à des besoins de financement extérieur considérablement accrus », l'O.C.D.E. se contente d'ajouter : « Il est donc probable que de prêter une aide accrue pour les nations à faible revenu et un rôle important pour les institutions financières internationales ».

MICHEL BOYER.

AGRICULTURE

SELON M. BARRE

Le Crédit agricole devra partager ses bénéfices

La longue réunion de travail consacrée jeudi 10 juillet au Crédit agricole — plus de trois heures — à laquelle participaient à Matignon les représentants de l'agriculture, le premier ministre, MM. Monory, M. Chassagnon, Dehaene, ainsi que le directeur de la Banque de France et celui du Trésor, ne s'est pas conclue par des décisions mais des indications sur les intentions du gouvernement : la Caisse nationale devra partager ses bénéfices (1 milliard de francs en 1979). Le problème du financement des crédits est réglé pour 1980 et 1981, avec le lancement de l'emprunt obligatoire supplémentaire (le Monde du 5 juillet), mais il n'est pas question de replacer les crédits affectés à ce poste hors encadrement. Pas question non plus d'accroître encore les compétences du Crédit agricole. Comme attendu, M. Dehaene avait pu dire : « Toute la ruralité, rien que la ruralité, il semble que la doctrine de M. Barre soit : Toute la réforme de 1978, rien que la réforme de 1978. » Les participants à cette réunion ont convenu d'une nouvelle réunion en septembre, la Caisse nationale du Crédit agricole devant faire des propositions sur l'attribution de ses bénéfices.

Le constat du premier ministre est simple : le Crédit agricole est assés sur un tas d'écarts, les agriculteurs ont des difficultés et le gouvernement a des difficultés et le gouvernement a des difficultés. L'hypothèse envisagée serait de diviser en trois parts égales les bénéfices, une pour l'Etat, une pour l'agriculture, une pour l'institution de la banque verte et les caisses régionales. Le conseil d'administration de la Caisse, à qui la décision appartient, insistera pour que l'ensemble de ces sommes ait une destination agricole.

Cette réunion aura permis, de l'avis des participants, de lever des équivoques entre les discours officiels et ceux des pouvoirs publics, sur le financement du logement, mais, concernant les engagements pris, conformément par le Crédit agricole sous la pression du gouvernement.

La conversation n'a pas dévié, semble-t-il, sur les questions d'actualité. Les ministres ont revu notamment les responsables syndicaux présents s'étant satisfaits des déclarations du premier ministre qui ressemblent bien à un coup d'arrêt donné dans la marche vers la banalisation de la Banque verte.

J. G.

pour l'Italie : + 5,5 % pour le Japon. Ces perspectives diffèrent sensiblement de celles qui avaient été diffusées il y a six mois. Dans leurs prévisions de décembre, les experts du châtelet de la Monnaie s'attendaient à une croissance de 1 % en 1980. Toutefois, compte tenu de la hausse des prix du pétrole, ils avaient envisagé un revirement en baisse le pronostic, évaluant l'augmentation du P.N.B. de la zone O.C.D.E. à 0,5 % au milieu de l'année 1980.

En décembre, puis, en janvier, ils se montraient encore plus affirmatifs sur les risques d'une expansion zéro, prévoyant « un tasse à peu près nul » le Monde du 20 février.

Si il est peut-être trop facile d'oublier que les erreurs des spécialistes de la prévision, il n'en reste pas moins utile de s'interroger sur les raisons de leurs erreurs. Elles ne sont pas multiples : les données statistiques, qui sont parfois faibles, les interventions gouvernementales à contre-temps et aggravant les déséquilibres. Ne fait-on pas, par exemple, trop confiance aux prévisions ? Le budget de certaines n'importe-t-il pas à prendre des séries de chiffres pour des vérités ? Les modèles économétriques, qui ne tiennent pas compte des modifications de comportement, n'imposent-ils pas leurs équations ?

Toujours est-il que, pour les experts de l'O.C.D.E., « il s'agit, en priorité, de poursuivre l'application des politiques budgétaires et monétaires restrictives afin de maîtriser l'inflation et de limiter le choc pétrolier ». Cette action « essentielle » ne constitue toutefois « qu'un premier pas sur la longue route qui mène à une croissance plus satisfaisante et à un niveau d'emploi élevé ».

Dans l'immédiat, les perspectives à ce sujet sont « plutôt som-

meuvent moins grandes en Suède, en Allemagne et au Japon, tandis que le chômage des jeunes est pratiquement inexistant en Autriche et en Suisse. Enfin, la situation des jeunes femmes est particulièrement difficile, notamment en France et en Italie, où les taux de chômage s'établissent autour de 40 %.

Sauf au Japon

Au-delà des explications conjoncturelles : l'arrivée sur le marché du travail des générations issues de « l'explosion des naissances », coïncidant avec le ralentissement de la croissance des facteurs structurels jouent aussi un rôle important, note l'O.C.D.E. Ainsi « l'évolution des aspirations en matière d'emploi, conjuguée au développement des programmes de garantie des ressources et à l'augmentation du nombre des ménages ayant plusieurs sources de revenus, a sans doute modifié l'attitude des jeunes à l'égard du travail ».

A l'aide d'un modèle économique-démographique, les experts ont établi des projections du taux de chômage des jeunes (voir tableau). Il en ressort que ce chômage risque de connaître une forte aggravation au cours des douze à dix-huit prochains mois, sauf au Japon où le nombre des jeunes atteignant l'âge de travailler est maintenant en diminution. La dégradation la plus

Un petit cheval au galop

Le « Petit cheval » est le symbole de la marque Desoutter qui, à partir du 1^{er} juillet 80, assure la commercialisation de ses outils pneumatiques industriels par l'intermédiaire de sa propre filiale Desoutter SA.

Dans les nouveaux locaux de Nanterre, la clientèle trouvera un stock abondant et permanent, les services de changes, réparations et après-vente, ainsi que les services commerciaux et techniques.

Chez Desoutter SA, nous mettons tout en œuvre pour assurer un service de haute qualité auprès de la clientèle industrielle que nous remercions à l'avance de sa confiance. C'est notre petit cheval de bataille !

Desoutter

Desoutter SA,
53, rue du Port-92000 Nanterre
Tél. : (1) 725.12.32 +
Téléc. : 613853

Desoutter SA - Outils pneumatiques industriels - c'est le perçage, le taraudage, le vissage, le meulage, les moteurs, les unités automatiques de perçage AFD, les unités de serrage, etc.

LES NOUVELLES RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES

par Eustache Paléologue

« Une approche très différente de celle à laquelle nous sommes habitués »

Michel Lelart
C.N.R.S.

Collection « Tiers-Monde »

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

ancs français.

male.)

45878

45878

45878

45878

45878

45878

45878

45878

45878

45878

PÊCHE

LA COUR DE JUSTICE
EUROPÉENNE
CONDAMNE
LA GRANDE-BRETAGNE

Bruxelles (A.F.P.). — La Cour de justice européenne de Luxembourg a condamné jeudi 10 juillet la Grande-Bretagne pour avoir pris en 1977 des mesures unilatérales de conservation des stocks de poisson. Ces dispositions constituaient des discriminations à l'égard des pêcheurs des autres États membres de la C.E.E., apprend-on à Bruxelles de source proche de la Commission européenne.

En outre, la Grande-Bretagne n'avait pas obtenu l'approbation de la Commission européenne pour mettre en œuvre ces mesures, alors qu'un accord de pêche, conclu par les Neuf à la Haye en 1976, en faisait l'obligation à Londres.

L'une de ces mesures concernait l'interdiction de la pêche au hareng, à l'est de l'Irlande du Nord. Une autre mesure était l'extension de la zone où la pêche est interdite, en Irlande, au nord-est de l'Écosse, ce qui, selon Copenhague, avait entraîné de graves problèmes pour la flotte danoise.

La Commission européenne, soutenue par le Danemark, la France, l'Irlande et les Pays-Bas, avait saisi la Cour de Luxembourg en février 1979.

« La Grande-Bretagne n'a nullement l'intention de se conformer immédiatement au verdict de la Cour européenne », a déclaré aussitôt un porte-parole du ministère de l'Agriculture. Le porte-parole a ajouté que, avant d'agir, le ministère souhaite étudier très soigneusement le jugement de la Cour.

Au Danemark, la satisfaction est générale, nous indique notre correspondant à Copenhague. Jusqu'en 1979, les pêcheurs danois ont dû chasser dans cette zone contestée à l'est de l'Écosse des tonnes de petit poisson appelé « eperlange » (qu'on ne trouve jamais sur les tables des consommateurs) qui sert à faire de la farine destinée à nourrir le bétail danois, surtout les porcs.

Autre sujet qui préoccupe les Danois : les zones de pêche des crevettes qu'il faut négocier avec l'Irlande et la Norvège.

ENVIRONNEMENT

PROTESTATION DES RIVERAINS CONTRE L'OUVREMENT ÉVENTUEL D'UNE TROISIÈME PISTE A ORLY.

Afin d'éviter une nouvelle crise aérienne, l'aéroport de Paris vient de renouer (momentanément ?) à la mise en œuvre permanente de la piste numéro 2 d'Orly. Il veut ainsi rassurer les élus et les populations voisines qui se disent insuffisamment consultés sur les mesures envisagées.

L'aéroport d'Orly dispose en fait de trois pistes. Les deux principales, numérotées 3 et 4, ont des longueurs respectives de 3 000 mètres. Orientées est-ouest, elles suffisent à accueillir l'essentiel du trafic. Toutefois, une piste numéro 2 — orientée nord-sud, elle ne mesure que 2 400 mètres — est gardée en réserve en cas d'engorgement ou d'incident technique. Soucieuse de raccourcir les attentes en vol des avions prêts à atterrir, l'administration aéroportuaire envisageait donc, à titre expérimental, et à partir du 10 juillet, une « utilisation simultanée » de l'ensemble des installations. C'était, selon elle, un moyen d'économiser sensiblement le carburant, tout particulièrement en période de pointe, même si la piste numéro 2 n'est accessible qu'à rue, c'est-à-dire lorsque la météo est favorable. Mais son utilisation contraindrait les avions à survoler plusieurs communes urbanisées autour d'Orly-Montesson. « C'est pourquoi », explique M. Robert Lakota (P.C.), président du conseil général de l'Essonne, nous avons protesté contre toute décision prise sans que nous soyons consultés. En conséquence, le ministre des transports a chargé le préfet d'organiser une réunion entre toutes les parties concernées. Ce qui n'empêche pas l'aéroport de Paris, qui reconnaît implicitement avoir été un peu vite en besogne, de maintenir sa décision de principe. — S. B.

La seule revue trilingue bilingue d'information sur le Japon d'été et d'automne

LE JAPON

LE NUMÉRO: 8 francs
ABONNEMENTS: 30 F, 2 ans 60 F
abonnement culturel
9, rue Victor Considérant, 75014 Paris
Tel. 633.11.85

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

500 millions de francs seront consacrés cette année à réanimer le monde rural

A l'issue de la réunion, le 10 juillet, du comité du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR), MM. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, et André Chadeau, délégué à l'aménagement du territoire, ont indiqué que la deuxième tranche des crédits du FIDAR portait sur 79,5 millions de francs auxquels s'ajoutaient 50 millions de divers ministères. Au total, pour 1980, près de 500 millions de francs ont été décaissés, ce qui a permis la réalisation de quelque 1 750 millions de francs d'investissements dans l'Ouest, le Sud-Ouest et les zones de montagne.

Le gouvernement a d'autre part décidé de continuer pendant cinq ans la politique des « contrats de pays » qui sera consacrée désormais en priorité au développement des activités productives, à l'emploi et à la mise en valeur des ressources locales, d'avantage qu'aux équipements d'infrastructure.

Un exemple : le Gers part à la reconquête de ses rivières

Auch. — Pays de collines et de soleil, ne pouvant compter que sur son agriculture, le Gers, plus que tout autre département, a besoin d'eau. Certes, vingt rivières qui dégringolent des Pyrénées le traversent du sud au nord, filant, pour la plupart, vers la Garonne. Mais elles sont sèches, à la belle saison, il faudrait arroser la maïs, abréger les élevages ou recevoir les effluents des quarante distilleries d'armagnac. En revanche, elles débordent et gâtent les cultures quand on n'a pas besoin d'elles ou, pis encore, emportent tout sur leur passage, y compris les ponts d'Auch et nombre de victimes, comme en 1977.

Il y a plus d'un siècle déjà que l'on cherche à tamponner ces caprices. C'est en 1848 que, au pied des montagnes, les ingénieurs dé-tournèrent la Neste, qui se jetait dans la Garonne, pour en distribuer des eaux fraîches à la source même des rivières gasconnes.

A cette opération de salut public il a fallu ajouter, depuis, des grands barrages comme celui d'Ascaro, qui assure un minimum d'eau à l'Arns, et projeter d'autres réservoirs sur la Baïse et l'Adour. Sous l'impulsion de la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne, les cultivateurs ont multiplié les retenues collinaires : elles stockent déjà ou vont retenir, à l'achèvement des travaux en cours, 750 000 mètres cubes d'eau.

Mais, alors qu'on avançait sur l'un des fronts, on reculait sur l'autre. Le Gers a perdu cent mille habitants en un siècle. Alors, faute de bras, on a cessé d'entretenir le lit des rivières. Les arbres morts s'amoncelèrent, les berges s'érodèrent et une sorte de forêt vierge interdit l'accès du cours d'eau. Résultat : dans cette dernière pénombre, la vie piscicole s'éteint et les eaux qui ne peuvent plus s'écouler viennent inonder sans cesse les terres alentour. Devant les protestations des agriculteurs, le département a, en 1977, lancé une opération de restauration générale de ses cours d'eau. Coût : 25 millions de francs.

Dans le Maine-et-Loire

LA ROSE A UNE CAPITALE

La petite localité de Doué-la-Fontaine, à une quinzaine de kilomètres de Saumur, dans le Maine-et-Loire, est devenue depuis plusieurs années déjà une sorte de capitale française de la rose, et avec une production annuelle de six millions de roses, elle est devenue le premier centre européen de la culture de cette fleur.

M. Jean Bégault, député U.D.F., organise chaque été une exposition internationale des roses de la ville (1). Du 11 au 15 juillet, cent mille boutures de rose dans cinq cents variétés de cette fleur sont présentées, dont une nouvelle création, la rose Avenir, baptisée par l'artiste Marie Dubois, et qui sera vendue au profit de l'organisation de l'enfance handicapée.

(1) De 9 h. 30 à 20 heures. Entrée : 10 F.

URBANISME

● Jacques Goddet au « Vel d'Hiv ». Le maire de Paris vient de conclure un accord de principe pour la constitution de la société d'exploitation du futur Palais des sports, à Bercy, avec un groupe privé, la Société nouvelle du Palais des sports périodique d'acier, animée notamment par M. Jacques Goddet, qui gère déjà le Palais des sports de la porte de Versailles. Un cahier des charges devra être mis au point et sera présenté au conseil de Paris, ainsi que le projet de concession, à la fin de l'année. Il est aussi prévu d'associer à l'exploitation du Palais des sports les fédérations sportives et le Comité olympique français.

Le Gers, à l'exception du département de la Petite-Baïse, le département a désormais l'ambition de reconquérir la totalité de ses cours d'eau. Un plan de dix ans, qui coûtera 88 millions de francs, sera présenté à l'approbation du conseil général dès la prochaine session. La tâche est considérable : il s'agit d'éliminer une pollution équivalente à celle de trois cent cinquante mille habitants.

« Le Gers », a expliqué le préfet, est le premier — et pour l'instant le seul — département de France à se lancer dans un tel programme.

Première difficulté : que faire des 500 hectares de vigne qui sortent des distilleries d'armagnac ? Le projet consiste à les amener dans une usine construite à Condom, de les triller et d'en tirer, soit un aliment pour le bétail. Là encore, le Gers innove. Il lui faudra faire preuve d'imagination pour réduire les pollutions agricoles, pour éviter de ruiner les efforts d'épuration en laissant construire des micro-centrales comme celle que la ville de Lannemezan (encore) ambitionne de construire sur la Petite-Baïse.

Le Gers sera, en tout cas, dès la fin de l'année, le département dont les crues seront le mieux surveillées. Dix juges automatiques, installés sur les principaux cours d'eau, enverront heure par heure leurs informations à un ordinateur situé à Toulouse, qui en tirera des prévisions et déclenchera l'alarme à la préfecture d'Auch. Ainsi les 40 millions de francs qu'ont coûté le recalibrage du cours du Gers dans cette ville après les catastrophes de 1977, n'auront-ils pas été dépensés en vain. En protégeant et en maîtrisant leurs cours d'eau, les Gascons ont, à présent, conscience qu'ils font l'un de leurs meilleurs investissements.

MARC AMBROISE-RENDU.

De notre envoyé spécial

Ailleurs, on aurait tout rasé et creusé de véritables fossés anti-chars. Ici, on a inventé la restauration écologique, qui, depuis, sert de modèle au reste de l'Hexagone. On enlève du lit tout ce qui gêne l'écoulement des eaux, mais on se garde de couper les arbres qui retiennent et ombragent les berges. Ainsi le débit du Gers a doublé, mais la rivière a gardé tout son charme. Dans un département qui mise aussi sur le tourisme rural, de telles précautions sont portées de bénéfices. C'est dans le même esprit qu'avec les Landes, le département voisin, on se dispose à mettre de l'ordre dans l'exploitation anarchique de l'Adour par les gravières.

Mais le grand dessein du Gers n'est pas seulement d'avoir de l'eau en suffisance et des rivières agréables, il veut aussi retrouver la qualité d'autrefois. Car la pollution est devenue catastrophique. Les villes et les bourgs y ont leur part, mais aussi les industries alimentaires, les distilleries, les élevages, les silos et jusqu'aux cultures dont les engrais, lessivés par les pluies, finissent dans les ruisseaux.

Réseau d'alarme

C'est sur la Petite-Baïse qu'en 1973 la situation était la plus désespérée. Sur 80 kilomètres, la rivière n'était plus qu'un égout sans vie qui charriait un cocktail nauséabond de produits chimiques échappés des usines Pechiney, à Lannemezan. Les porcelaines dont la pâte était arrosée de cette eau-là, mouraient empoisonnées, et les bohémiens se gardaient de laisser leurs chevaux s'abreuver dans la Baïse.

Pêcheurs, défenseurs de l'environnement et maires de Gascogne levèrent l'étendard de la révolte contre Pechiney pourtant installé dans le département voisin des Hautes-Pyrénées. L'usine accepta de négocier, poussée, il est vrai, par toutes les administrations et l'agence de bassin Adour-Garonne. Atelier par atelier, elle analysa ses rejets, les soumit à un contrôle permanent et automatique, brûla les plus nocifs dans le tour de la cimenterie voisine et creusa des bassins de décontamination sur 10 hectares. Aujourd'hui, le professeur René Labat, directeur du laboratoire d'écotoxicologie de Toulouse, peut constater que les rejets d'écotoxicité ont été diminués des trois quarts.

Le Gers sera, en tout cas, dès la fin de l'année, le département dont les crues seront le mieux surveillées. Dix juges automatiques, installés sur les principaux cours d'eau, enverront heure par heure leurs informations à un ordinateur situé à Toulouse, qui en tirera des prévisions et déclenchera l'alarme à la préfecture d'Auch. Ainsi les 40 millions de francs qu'ont coûté le recalibrage du cours du Gers dans cette ville après les catastrophes de 1977, n'auront-ils pas été dépensés en vain. En protégeant et en maîtrisant leurs cours d'eau, les Gascons ont, à présent, conscience qu'ils font l'un de leurs meilleurs investissements.

MARC AMBROISE-RENDU.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAINRAPT ET BRICE

Groupe d'entreprises de travaux publics, de génie civil et de bâtiment, à vocation internationale.

MM. les actionnaires sont informés que le dividende afférent à l'exercice 1979 est mis en paiement à compter du 15 juillet 1980, contre remise du coupon n° 13 pour les titres au porteur, ou sur présentation des certificats nominatifs pour estampillage aux guichets de la Banque Nationale de Paris ou de la Banque d'Indochine et de Suez.

Ce dividende, d'un montant net de 10 francs par action, est assorti d'un avoir fiscal de 5 francs.

Worms Investissement

SICAV
Au 30 juin 1980, l'actif net s'établit à 2 180 464 francs se répartissant de la façon suivante (en francs et en pourcentage) :

	Francs	%
Actions françaises	88 531 535	20,43
Actions étrangères	72 950 092	33,52
Obligations françaises	61 113 246	27,94
Obligations étrangères	444 749	0,20
Liquidités	18 880 842	8,30
	221 906 461	100

Le nombre d'actions étant de 703 290 à la même date, la valeur liquidative de l'action ressort à 315,32 F.

CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES DE PROVENCE

Le conseil d'administration s'est réuni le 8 juillet 1980 sous la présidence de M. Jacques Miasion. Il a décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire le 5 septembre 1980, en vue de l'augmentation de capital et de l'émission d'obligations convertibles d'un montant maximum de 100 millions de francs.

REVILLON FRÈRES

ERRATUM
Le dividende de l'exercice 1979, à comparer à celui de l'exercice 1978 (30 F plus un avoir fiscal de 15 F) s'élevait à 25 F (plus un avoir fiscal de 13 F) et non à 16 F.

TECHNIK - SERVICE

1, quai Finkwiller
67000 STRASBOURG

Suite à l'article L. 124/3 du Code de Travail portant sur le caractère obligatoire des cautions aux sociétés inférieures, nous faisons part que nous démissionnons de l'ASCOBAT, sise 52, rue de la Chaussée-d'Antin, où nous sommes enregistrés sous le n° 389 depuis le 12 mars 1979, et que nous prenons garantie avec effet du 12 juillet 1980 auprès de la Caisse Franco-Allemande de Cautionnement ayant pour siège 81, rue Saint-Lazare, 75009 Paris.

Au 30 juin 1980, l'actif net de la SICAV s'élevait à 115 623 354,39 F et le nombre d'actions à 208 242 contre 128 247 535,3 F et 642 787 actions au 31 mars 1980.

La valeur liquidative par action est passée de 14,63 F au 28 décembre 1979 à 17,12 F. Au tenant compte du coupon de 5,18 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,43 F mis en paiement le 18 mars dernier, la progression, depuis la clôture de l'exercice, ressort à 19,04 F.

Le Portefeuille d'ENERGIA est constitué de façon préférentielle vers les valeurs représentatives de l'énergie, de l'or et des ressources naturelles.

Au 30 juin 1980, l'actif net, dont 50,12 % étaient constitués de valeurs rattachées au secteur de l'énergie et 34,82 % à l'or, se répartissait ainsi :

Obligations françaises 40,39 %
Actions françaises 8,43 %
Actions étrangères 45,11 %
Autres éléments d'actif 3,05 %

Les cinq titres les plus importants du portefeuille (en valeur boursière) étaient à cette date les suivantes :

Emprunt 4 1/2 % 1973 ; Caisse nationale de l'énergie ; Atlantic Richfield ; Standard Oil of Ohio ; Amgold.

COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CIT-Alcatel

a acquis l'

International Machines Division of

Roneo Vickers Limited

Nous avons été les conseils de la

CIT-Alcatel pour cette opération

Morgan Grenfell

France S.A.

Paris

Morgan Grenfell

& Co. Limited

Londres

le 27 Juin 1980

COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS DE RECHERCHES ET D'EXPLOITATIONS PÉTROLIÈRES « COPAREX »

L'assemblée générale des actionnaires, réunie le 30 juin 1980, sous la présidence de M. Louis Eyssautier, a approuvé les comptes de l'exercice 1979, qui se soldent par un bénéfice net de 11 118 562,55 F ; elle a fixé le dividende à 18,50 F net par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 8,25 F, soit un revenu global de 27,75 F contre 20,25 F l'année précédente. Ce dividende a été mis en paiement le 8 juillet.

Les comptes présentés à l'assemblée font apparaître, pour l'exercice 1979, un chiffre d'affaires consolidé de 70 millions de francs contre 62 millions de francs l'année précédente.

Le bénéfice net consolidé s'établit à 10,8 millions de francs (contre 8,1 millions de francs en 1978) après déduction de 3,4 millions de francs aux amortissements et provisions (28,3 millions de francs en 1978). Le fonds de roulement consolidé était, au 31 décembre 1979, de 43 millions de francs, en augmentation de 9,4 millions de francs par rapport à l'année précédente.

M. Eyssautier a enfin indiqué que, lors de la prorogation de ses fonctions par le conseil d'administration, il avait souhaité voir cette prorogation limitée à un an et qu'il quittait, en conséquence, la présidence de la société. Le conseil d'administration réuni après l'assemblée, a remercié M. Eyssautier pour ses éminents services, et lui a conféré le titre de président d'honneur. Il a ensuite nommé M. Jean-Noël Mathieu président de la société.

Une assemblée générale extraordinaire, tenue à l'issue de l'assemblée ordinaire, a décidé l'augmentation de capital social de 32 500 000 F à 50 millions de francs, par incorporation d'une somme de 7 500 000 F prélevée sur l'excédent de réévaluation et la division de ce capital en six cent mille actions de 100 F.

Au 30 juin 1980, l'actif net de la SICAV s'élevait à 115 623 354,39 F et le nombre d'actions à 208 242 contre 128 247 535,3 F et 642 787 actions au 31 mars 1980.

La valeur liquidative par action est passée de 14,63 F au 28 décembre 1979 à 17,12 F. Au tenant compte du coupon de 5,18 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,43 F mis en paiement le 18 mars dernier, la progression, depuis la clôture de l'exercice, ressort à 19,04 F.

Le Portefeuille d'ENERGIA est constitué de façon préférentielle vers les valeurs représentatives de l'énergie, de l'or et des ressources naturelles.

Au 30 juin 1980, l'actif net, dont 50,12 % étaient constitués de valeurs rattachées au secteur de l'énergie et 34,82 % à l'or, se répartissait ainsi :

Obligations françaises 40,39 %
Actions françaises 8,43 %
Actions étrangères 45,11 %
Autres éléments d'actif 3,05 %

Les cinq titres les plus importants du portefeuille (en valeur boursière) étaient à cette date les suivantes :

Emprunt 4 1/2 % 1973 ; Caisse nationale de l'énergie ; Atlantic Richfield ; Standard Oil of Ohio ; Amgold.

ENERGIA

SICAV

Au 30 juin 1980, l'actif net de la SICAV s'élevait à 115 623 354,39 F et le nombre d'actions à 208 242 contre 128 247 535,3 F et 642 787 actions au 31 mars 1980.

La valeur liquidative par action est passée de 14,63 F au 28 décembre 1979 à 17,12 F. Au tenant compte du coupon de 5,18 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,43 F mis en paiement le 18 mars dernier, la progression, depuis la clôture de l'exercice, ressort à 19,04 F.

Le Portefeuille d'ENERGIA est constitué de façon préférentielle vers les valeurs représentatives de l'énergie, de l'or et des ressources naturelles.

Au 30 juin 1980, l'actif net, dont 50,12 % étaient constitués de valeurs rattachées au secteur de l'énergie et 34,82 % à l'or, se répartissait ainsi :

Obligations françaises 40,39 %
Actions françaises 8,43 %
Actions étrangères 45,11 %
Autres éléments d'actif 3,05 %

Les cinq titres les plus importants du portefeuille (en valeur boursière) étaient à cette date les suivantes :

Emprunt 4 1/2 % 1973 ; Caisse nationale de l'énergie ; Atlantic Richfield ; Standard Oil of Ohio ; Amgold.

LOTTO

Les bulletins d'abonnements

SIMPLE ou MULTIPLE

vous permettent de participer à

5

tirages consécutifs

سكوا من الأصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LES MARCHÉS FINANCIERS

AMMANPT 11 BRICE

PARIS 10 JUILLET

Marché maussade
Résistant la veille, le marché de Paris s'est montré nettement maussade au cours de la séance de jeudi. L'indice boursier perdait 0,2 % environ. Encore faut-il ajouter que ce léger fléchissement n'a pas vraiment traduit les reculs observés sur certains titres.

D'entrée, la cotation de Rhodone donne le ton. Elle était très attendue au lendemain d'une conférence de presse annonçant une restructuration majeure de cette société, qui cède sa chimie lourde à Elf-Aquitaine (voir d'autre part). Eh bien ! elle a déçu le titre ne gagnant que 2 F à 139 F alors qu'à Londres le matin même il s'échangeait à 144-148 F et qu'à Paris on espérait bien le voir au-dessus de 140 F.

Phénomène du fait accompli, bien connu en Bourse ? En quatre-vingt heures, le cours de Rhodone-Poulenc a progressé de 9 %, et de 17 % depuis le début du mois boursier, compte tenu d'un coupon de 9 F, ce qui a incité bien des opérateurs à prendre leur bénéfices.

La restructuration annoncée a pesé sur les compagnies pétrolières intéressées, Elf-Aquitaine et Française des Pétroles. Les deux ont noté des replis non négligeables sur SEPI-MEG, Peugeot-Citroën et Perrier.

Le vent n'est donc pas à l'optimisme, bien que le marché soit très calme et que la liquidation soit encore meilleure de 4 %. Ajoutons que le plafonnement des cours à New-York, où l'indice Dow Jones n'arrive pas à dépasser le niveau de 800, inquiète un peu les opérateurs boursiers.

Sur le marché du for, le nouveau recul des cours de l'once à l'étranger a entraîné celui du dollar à 80,50 F (100 F) et celui du napoléon à 735 F (100 F). Très logiquement l'emprunt 7 % 1973 a cédé 108 F à 841 F tandis que le 4 % 1973 restait pratiquement inchangé à 235 F.

CONSTRUCTION
MÉTALLURGIE
DE PRODIGE

MYLON 1975

ROMAN 1976

LOT

Les bulletins de communications
SIMPLE ou MULTIPLE
vous permettent de participer
5
tirages consécutifs

des Télécommunications

on of

Morgan Grenfell
& Co. Limited

LONDON

LONDRES

Nouveau repli
Déprimé par les prévisions assez pessimistes sur l'économie britannique, le marché londonien a subi une baisse de 0,7 points à 452,7. Recul des pétroles. Tendance indécise sur Fonds d'Etat. Reprise des mines d'or.

Table with 3 columns: Valeurs, 10/7, 11/7. Rows include Shell, British Petroleum, Esso, etc.

NEW-YORK

Vif repli
Un très vif repli des cours s'est produit jeudi à Wall Street, qui s'est accablé au fil des transactions, de sorte qu'à la clôture, l'indice des Industriels accusait une baisse de 11,5 points à 808,56. Ce mouvement n'est accompagné d'une assez forte activité, moins forte toutefois que la veille, avec 44,03 millions de titres échangés contre 42,34 millions précédemment.

Table with 3 columns: Valeurs, 8/7, 9/7. Rows include A.T.T., IBM, etc.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

DEGREMONT. — Malgré la compression des dépenses, un déficit de 6,47 millions de francs a été enregistré à la fin du premier semestre en liaison avec l'importance des pertes de Ryd, les retards de paiement du gouvernement saoudien et la montée du loyer de l'argent. La société renonce à racheter à Union Carbide sa division de traitement des eaux usées.

PORD. — En raison des pertes subies par le groupe, les parts dévies de son histoire (164 millions de dollars pour le premier trimestre et plus encore pour le second), le dividende intérimaire a été ramené de 1 dollar à 30 cents.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with 3 columns: 10/7, 11/7, 12/7. Rows include 1 dollar (en yen), etc.

BOURSE DE PARIS - 10 JUILLET - COMPTANT

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, Cours. Rows include 3 %, 5 %, 10 %, etc.

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète des valeurs à terme, nous nous sommes contentés de résumer les tendances des marchés à terme.

Table with 4 columns: Valeurs, Précéd., Dernier, Cours. Rows include 4,5 % 1973, 5 % 1973, etc.

COTE DES CHANGES

Table with 4 columns: Valeurs, Précéd., Dernier, Cours. Rows include 4,5 % 1973, 5 % 1973, etc.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with 4 columns: Valeurs, Précéd., Dernier, Cours. Rows include 4,5 % 1973, 5 % 1973, etc.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Précéd., Dernier, Cours. Rows include Bourse, Paris, etc.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Précéd., Dernier, Cours. Rows include Bourse, Paris, etc.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Précéd., Dernier, Cours. Rows include Bourse, Paris, etc.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Précéd., Dernier, Cours. Rows include Bourse, Paris, etc.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Précéd., Dernier, Cours. Rows include Bourse, Paris, etc.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Précéd., Dernier, Cours. Rows include Bourse, Paris, etc.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Précéd., Dernier, Cours. Rows include Bourse, Paris, etc.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Précéd., Dernier, Cours. Rows include Bourse, Paris, etc.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Précéd., Dernier, Cours. Rows include Bourse, Paris, etc.

